

# GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 17 -- février 2003

>[gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

><http://ggb.0catch.com><

News in French, Spanish and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

**KIM JONG IL DANSE SUR LE FIL  
LE MOLLAH OMAR, IL SE MARRE  
BIN LADEN MET SA LAINE  
AL QAIDA TROTTE A DADA  
LES USA, C'EST PLUS ÇA**

**BOUBOUCHE EST UN CLONE TRISTE**

**ABOLISH PRESIDENTIAL DICTATORSHIP**

**BUDGET MILITAIRE U.S.:  
UN MILLIARD DE DOLLARS PAR JOUR  
ONE BILLION DOLLARS A DAY  
SPENT BY THE PENTAGON**

**LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE  
DE BEN LADEN: UNE BOITE DE CUTTERS**

**SI LES JUIFS SONT FAUX,  
L'HISTOIRE JUIVE EST-ELLE VRAIE ?**

**LES PALESTINIENS ONT MILLE FOIS RAISON**

**LES BONNES ÂMES VEULENT SAUVER ISRAEL  
NOUS VOULONS COULER ISRAEL**

**LE SIONISME EST UN CRIME  
UN CRIME CONTRE LA POPULATION LOCALE  
UN CRIME CONTRE L'HUMANITÉ  
UN CRIME CONTRE LES JUIFS**

**LES MENTEURS SONT A WASHINGTON**

**Avec la collaboration, volontaire ou involontaire de: Jamie Lyons,  
Silvain Cypel, Barry Chamish, Michel Dakar, Thierry Meyssan, le général  
David, Gordon Thomas, Charles Lane, Bernard Fischer, Ari Fleischer,  
Haakon Kolmanskog, Israel Shamir, Ilan Pappé, et beaucoup d'autres...**

**CHRONIQUE DES PAUVRES CONS**

"Les policiers croyaient avoir le bras droit de Ben Laden, un type d'Al-Qaida. Ils voulaient me faire dire que c'était moi".

Abdezarak Besseghir, le bagagiste de Roissy.

**PRIX NOBLE**

A chaque fois qu'un juif n'est pas occupé à tuer un Arabe de ses propres mains, il se considère comme un saint et réclame le prix Nobel de la Paix.

Shimon Tzabar, [www.israelimperialnews.org](http://www.israelimperialnews.org) nov 2002

The U.S. tilt toward Iraq was enshrined in National Security Decision Directive 114 of Nov. 26, 1983, one of the few important Reagan era foreign policy decisions that still remains classified. According to former U.S. officials, the directive stated that the United States would do "whatever was necessary and legal" to prevent Iraq from losing the war with Iran.

Michael Dobbs, *Washington Post*, 30 Dec. 02.

If Americans are very lucky, the entire system - leviathan state, fascized economy, poisoned institutions, brutalized society and all - will collapse in their lifetimes. If Americans are not very lucky, they will collapse, and the system will survive into a dim gray future.

Nicholas Strakon

The Last Ditch, <<http://www.thornwalker.com/ditch/index.html>>

Personne ne nous critique ni d'ailleurs n'a le droit de nous critiquer.

Ariel Sharon, *Inter. Herald Trib.*, 15 nov. 2002

**Contenu**

**Edito**

1/ La Palestine martyrisée par les sauvages

2/ Guantanamo ou le déni du droit

3/ L'Irak des marais

4/ Le piège afghan

5/ Les Mystères de New York

6 / Le ROW (Rest of the World)

## EDITO

### 1 Border line

Une nation comme les Etats-Unis s'est fondée sur le génocide. La destruction de ceux qu'on appelait les Peaux-Rouges et plus encore le vol de leurs terres a été véritablement l'acte fondateur, le pacte scellé dans le sang, qui a créé la complicité infâme donnant naissance à cet Etat qui est par nature expansionniste, massacreur et hégémoniste. C'est pour cette raison fondamentale qu'il s'entend si bien et qu'il a des liens si étroits avec l'un des seuls autres Etats qui soient également fondés sur le massacre, le vol des terres et le projet de génocide des autochtones, à savoir Israël. On ne parle pas ici du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, qui résultent eux aussi du vol et du génocide, mais qui sont en somme des appendices anciens de l'Angleterre, prototype de toutes les méthodes du colonialisme, d'abord appliquées, très tôt, à l'Ecosse et à l'Irlande.

La comparaison vient naturellement à l'esprit avec des petites nouvelles du genre de celle-ci: "Etroitement surveillée du côté américain, la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis a été, entre 1998 et 2001, **plus meurtrière que celle entre Israël et la Palestine**, 1573 clandestins y ayant péri, pour la plupart perdus dans le désert."

Evidemment, le surnuméraire du **Monde** qui a écrit cette phrase ne réalise pas qu'Israël est un morceau de la Palestine, soustrait à ses habitants, les légitimes possesseurs du sol. Et qu'il ne peut donc pas exister de frontière "entre" Israël et la Palestine, mais seulement des "lignes", d'ailleurs vagabondes. Dans la plupart des territoires "américains" (yankis) du nord de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, territoires qui portent tous des noms mexicains, "conquis", c'est-à-dire volés par la force, au cours du XIXe siècle, ils sont séparés par des lignes, devenues "frontières" par abus de la force dominante, force d'ailleurs essentiellement raciste. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Le vol n'est pas accepté par les populations autochtones. Elles se fichent pas mal des agréments donnés par des politiciens pourris qui entérinent le vol à main armée. Elles continuent à se mouvoir et se comporter comme si elles étaient chez elles. Et les voleurs, ou les descendant des voleurs continuent à massacrer les légitimes possesseurs. Et ils n'y vont pas de main morte. Chasse à l'homme, chiens, miradors, patrouilles, hélicoptères, tout l'arsenal de la coercition est employé contre des dizaines de milliers de personnes, essentiellement des hommes, qui sont chez eux et qui commettent le crime de chercher du travail. Comme Israël. Plus ignoble, il n'y a pas.

### 2 Un attentat bidon

La seule arme de masse dont dispose la centrale des génocidaires qui occupent la Palestine est "l'antisémitisme". En agitant ce spectre, il doit être possible d'obtenir le soutien des juifs, individus et communautés, qui vivent dans le vaste monde, en dehors d'une Palestine qu'ils imaginent plus qu'ils ne la connaissent. Périodiquement, les services secrets de l'entité génocidaire commettent des attentats dans ou autour des synagogues pour effrayer les juifs et les pousser, soit à immigrer en Palestine, soit à se délivrer de leurs bons et trébuchants écus pour les verser à la caisse du génocide en cours contre les Palestiniens.

Aujourd'hui, le coût du génocide devient énorme et dépasse de loin les possibilités des "citoyens" de l'entité massacreuse appelée, peut-être par une subtile dérision, ou en tout cas, un sens remarquable du détournement historique, "Israël". On le voit bien à la "forte délégation", dixit la presse, qui vient de se rendre à Washington pour réclamer une rallonge spéciale de 4 milliards de dollars (les prix augmentent, **y compris celui du génocide**) et une garantie sur un prêt de 10 milliards de la même monnaie de singe, ce qui veut dire que les juifs se mettent en situation de faire cracher aux contribuables américains, dix milliards de leurs misérables dollars, en plus de tout ce qu'ils donnent déjà. Quand ils pillaient un pays, les Mongols de Gengis Khan prélevaient moins de richesses sur le dos des locaux que le conglomérat juif (Israël+le lobby juif local) n'en tire de ces crétiens d'Amérique.

En France, il y a eu quelques tentatives de brûler des locaux, mais tout à fait artisanales. Ensuite un immense tam-tam a créé l'émotion dans le monde entier, qui est maintenant persuadé que la France est un pays où les juifs vivent dans une terreur abjecte et rasant les murs quand ils osent sortir. C'est du moins ce qu'on peut lire dans la presse américaine.

Et puis il y a cette attaque sur la personne du rabbin Gabriel Farhi. Certains aspects de cette agression arrêtent l'attention. Les coups de couteau dans le ventre ont été "superficiels". Pour que des coups de couteau dans le ventre soient "superficiels", il faut que le couteau ait été tout petit, du genre canif, mais un petit canif. Donc on ne cherchait pas à tuer le malheureux rabbin, mais à faire parler de l'agression. Car comme le disait un célèbre mafieux sur son lit de mort au prêtre qui le confessait, il faut mettre "le pouce à droite": si l'on veut tuer quelqu'un avec une lame, il faut la planter dans le ventre, avec le pouce à droite, le tranchant vers le haut, et remonter. Tous les candidats au *seppuku* savent ça. Donc il s'avère qu'on **n'a pas voulu tuer** le rabbin. Ensuite, on va brûler sa voiture dans un deuxième sous-sol. Il a reçu une lettre le matin même de l'agression. Ou plutôt il a trouvé par terre une lettre adressée à son voisin juif et qui contenait des menaces, ce qui lui permet d'avoir un "témoin" de la réception de cette lettre. La manipe est grossière. Citée par *Le Monde* du 8 janvier, la lettre comporte cette phrase: "Nous lancerons contre lui le djihad, châtiment réservé aux ennemis de notre cause". Cette lettre fait donc porter le chapeau aux "islamistes". Bien. Il fallait s'y attendre.

Mais aucun musulman, même ivre de vengeance, ne pourrait écrire une phrase où le "djihad" serait représenté comme un "châtiment". Le "dhihad" est un "effort" sur soi-même. Cette seule bêtise prouve, **sans l'ombre d'un doute**, que cette lettre, envoyée quelques heures avant le coup de petit canif, n'a pas été écrite par un musulman. La seule alternative raisonnable, c'est qu'elle ait été écrite par un juif. Seul un juif peut donner de l'importance à un rabbin ou une synagogue. Les autres, les goyim, les non-juifs, se foutent pas mal des rabbins et de leurs mômeries.

Il apparaît donc que cet attentat-bidon est une nouvelle manoeuvre des services spéciaux de l'entité israélienne pour faire pression sur les juifs français, et accessoirement sur le gouvernement pour qu'ils se magnent le train et envoient le gross-pognon dans les caisses du Grand Projet d'expulsion de tous les Arabes et de leur déportation à Karakoroum.

[Depuis que ces lignes ont été écrites, au lendemain de l'attentat-bidon, la presse elle-même a été obligée de révéler que les constatations faites par les médecins montraient clairement qu'il y avait eu supercherie. Pourtant, on avait vu se précipiter pour "rendre hommage" au charlatan, une cohorte d'anciens premiers ministres (Fabius, Balladur, Juppé, et même le caillassé Jospin, tous dûment calottés ou chapeautés) pressés de ramper devant la Synagogue et dans la synagogue. Malgré sa belle éloquence, Me Zaoui n'a pas convaincu dans la conférence de presse où il a tâché de réhabiliter cet imbécile de Fahri qui avait monté sa petite machination en prenant les autres pour des idiots.]

### 3 Les espions qui viennent du chaud

La direction effective du Bétar (voir plus bas) est habituellement réservée à un honorable correspondant du Mossad à Paris, siégeant à l'ambassade. C'est lui qui fournit l'argent et la logistique à cette bande de boeufs qu'il utilise au gré de ses besoins, enquêtes et coups de mains, le travail simple pour lequel il n'y a pas besoin de faire venir la main d'oeuvre spécialisée de l'«Institut». C'est à l'influence du Mossad qu'il faut attribuer le fait que les révisionnistes n'ont pas été assassinés. Nous savons que de tels projets se sont tramés dans certains cercles sionistes, au cours des années 80, mais la spécialité du Mossad est de jouer avec les manifestations d'antisémitisme, quitte, le cas échéant, à suppléer à leur absence. L'irruption du révisionnisme a été pain bénit pour le Mossad qui n'avait plus qu'à en tirer profit, à condition de contrôler la bande d'énergumènes qui peuplent le (minuscule) Bétar, ce qui a été fait, non sans bavures.

Aujourd'hui, l'absence d'un représentant du Mossad pour faire fonctionner le Bétar est le témoin d'une grave crise interne des services israéliens, dont on a tous les signes depuis assez longtemps. On en trouvera des indications cryptées dans la production d'un auteur qui est évidemment un porte-parole du Mossad, Gordon Thomas. Voir le site GLOBE-INTEL à:

<<http://www.globe-intel.net/>> En ce moment, il est lancé dans une vaste campagne d'intox pour faciliter l'entrée en guerre de Bush, en présentant des histoires totalement invraisemblables comme provenant de l'intérieur du régime irakien, garanties sur facture par le Mossad. C'est les Mille et Une nuits.

Le Mossad n'est plus ce qu'il était. Il s'est fait pincer bêtement dans les affaires du 11 septembre aux Etats-Unis. (Voir plus bas, dans "Les Mystères de New York"). Il s'était déjà ridiculisé, au début de l'an 2000, dans une de ses opérations tordues: après avoir recruté des Afghans shi'ites, probablement dans les camps de réfugiés, en Iran ou ailleurs, le Mossad a eu le brillant projet de les infiltrer dans la nébuleuse islamiste. L'idée était de les présenter comme des *tabligh*, maîtres de l'enseignement coranique, dans un endroit périphérique et de les faire avancer vers le centre présumé de ladite nébuleuse. Mais les onze bougres n'ont pas passé inaperçus à l'aéroport de Calcutta, en partance pour Dacca. Ils ont été pris pour des terroristes potentiels, ce qu'ils sont en réalité, et coincés. L'ambassade israélienne à New Dehli a dû faire des pieds et des mains pour "rapatrier" ces misérables. Le Mossad, que le ridicule ne tue pas, trouvera bien à les employer pour les opérations en Irak, qui sont en cours.

Voir l'hebdomadaire indien *The Week*, daté du 6 février 2000.

<<http://www.the-week.com/20feb06/events2.htm>>

Dans un régime qui est en gros dirigé, depuis 40 ans, par des anciens généraux et des anciens des services d'espionnage, il ne faut pas s'étonner de voir un état-major et des services totalement politisés et en grande partie paralysés par les durs affrontements de personnes, toutes plus corrompues les unes que les autres, qui se succèdent dans les sphères du pouvoir. Dans l'état actuel des choses, la décomposition semble assez avancée.

VOIR le dossier Mossad (articles de presse, mais révélateurs) rassemblé par David Irving sur son site:

<<http://www.fpp.co.uk/BoD/Mossad/index.html>> Voir aussi, plus bas, la décision du Mossad de recourir à nouveau aux assassinats en dehors du Moyen Orient. Vincent Monteil a écrit un livre superbe pour décrire cette politique qui a été appliquée en Europe, et singulièrement en France, pour des résultats extrêmement négatifs: *Dossier secret sur Israël: le terrorisme*, Paris, Guy Authier, 1978, difficile à trouver; mais c'est un terrible livre de justice.

28 janvier 2003

AAAAAAVVVWWWVVVAAAAAA

## 1 LA PALESTINE MARTYRISÉE PAR LES SAUVAGES

### LA POLITIQUE DE LA DÉPOSSESSION

46 % des terres de Cisjordanie sont devenues "israéliennes" par la politique du fait accompli, selon l'ONG B'Tselem. Alors que l'attention des diplomates et des médias se focalise, légitimement, sur les morts et les blessés du conflit israélo-palestinien, sur le terrorisme et sa répression -- couvre-feux et bouclages imposés aux civils, "liquidations ciblées", arrestations et "internements administratifs" -- Israël poursuit avec détermination une politique de faits accomplis qui modifie la donne en profondeur sur le terrain. Des rapports récents des ONG israéliennes B'Tselem et Icahd (Comité israélien contre les démolitions de maisons) et du mouvement La Paix maintenant permettent de dégager un état des lieux partiel.

#### **Les territoires annexés de fait par le "mur de protection".**

D'une longueur prévue de 360 km, presque exclusivement tracé au-delà de la "ligne verte" (frontière de 1967), seulement une vingtaine de kilomètres sont construits, au nord, devant les villes de Kalkilya et Tulkarem et près de Jérusalem. Finalisé, il annexerait de fait 7 % de territoire palestinien (400 km<sup>2</sup>). Kalkilya est déjà privée de 15 % de son territoire municipal, dont ses terres fertiles. Plusieurs dizaines de villages se retrouveront soit à "l'intérieur" du mur, leurs terres restant de l'autre côté, soit l'inverse ; dans les deux cas sans accès possible à leurs champs. Icahd estime que 90 000 villageois palestiniens sont menacés d'être privés de moyens d'existence.

#### **Expropriations et saccages des terres agricoles.**

Hormis celles jugées nécessaires à la construction du mur, Israël exproprie continuellement des Palestiniens de leurs terres, essentiellement agricoles, mais aussi périurbaines, pour des motifs de sécurité. L'expérience depuis 1967 démontre, selon les ONG, que, dans 90 % des cas, elles sont remises plus tard à des colonies. Souvent, les Palestiniens ne se voient pas offrir de compensation. Quand c'est le cas, ils refusent fréquemment, ces indemnités risquant de valoir acceptation.

Des arasements de vergers sont effectués par l'armée, par exemple lorsque des arbres fruitiers perturbent la visibilité pour défendre une implantation. De leur côté, une minorité de colons activistes et armés harcèlent les paysans palestiniens, dévastant les vergers à proximité de leurs implantations ou empêchant semailles et cueillette. Dans la quasi-totalité des cas, l'armée n'intervient pas, sinon pour interdire l'accès à leurs champs aux agriculteurs palestiniens, Tsahal se déclarant "incapable d'assurer leur protection face aux colons".

A Yanoun, fin octobre, les colons ayant bouché leur source, cassé leur générateur électrique et coupé leurs oliviers, vingt-cinq familles ont abandonné le village. D'autres communes sont peu à peu délaissées par leurs occupants. En octobre et novembre, les écrivains Amos Oz et David Grossman, les généraux de réserve Shlomo Gazit et Nehemia Dagan et des intellectuels israéliens sont venus protéger des paysans palestiniens pour qu'ils puissent cueillir leurs olives. Les ONG israéliennes évoquent un "transfèrement" forcé de populations palestiniennes en Cisjordanie faute de subsistance.

#### **Les routes de contournement qui paralysent les Palestiniens.**

Passant parfois à 50 mètres des villages palestiniens, mais réservé aux seuls Israéliens, un réseau routier sillonne le territoire de part en part. Il restreint les mouvements des Palestiniens entre 190 parcelles séparées et les oblige à emprunter des petites routes parsemées de check-points. Ajouté aux bouclages, l'effet est dévastateur. Selon les ONG, ces restrictions feront perdre en 2002 jusqu'à 60 % de leurs revenus aux agriculteurs palestiniens, en privant leur production de débouchés. "Il est plus facile, dans les villes palestiniennes, de trouver une goyave produite en Israël que dans un village palestinien voisin", écrit le quotidien *Haaretz*. Explication: les distributeurs israéliens, eux, y ont accès sans entrave.

#### **Les démolitions de maisons et les interdictions de bâtir.**

Les démolitions, systématiques lorsque les coupables sont identifiés, concernent d'abord les logements des familles des auteurs d'attentats, mais pas seulement. La plupart sont motivées par des "raisons de sécurité". En septembre, 34 logements construits par une association ouvrière de Ramallah (ville en secteur A, palestinien) ont été détruits par l'armée, car ils empiétaient sur le secteur B (israélo-palestinien). Entre 1 000 et 1 500 familles auraient reçu un avis d'expulsion avant démolition. Dans les secteurs B et C (sous contrôle israélien total), soit 81 % de la Cisjordanie, Israël n'alloue quasiment aucun permis de construire aux Palestiniens. Naplouse (158 000 habitants) ne peut s'étendre à cause des colonies qui l'entourent, dont les terres bordent ses premières maisons. A Itamar, 700 Israéliens empêchent toute extension de Beit Furik (9 000 Palestiniens).

#### **Le cas d'Hébron.**

Le 29 novembre, après une embuscade ayant fait douze morts israéliens, neuf militaires et trois vigiles colons, dans la zone H2 sous contrôle israélien (où vivent 20 000 Palestiniens), le gouvernement a décidé de créer une "continuité

territoriale juive " le long de la "route des fidèles" , où résident 500 colons. A cet effet, le général Kaplinski a donné l'ordre de démolir les maisons de 110 familles palestiniennes ainsi que de nombreux bâtiments historiques de la vieille ville, certains remontant à la période mamelouke (XVe siècle).

**La poursuite de la colonisation.**

Depuis l'accession d'Ariel Sharon au poste de premier ministre (février 2001), 44 nouvelles colonies ont été créées en Cisjordanie. Et ce alors que de moins en moins d'Israéliens viennent s'y établir : le solde positif n'était que de 2 600 personnes en 2001.

**Vers un "Très Grand Jérusalem".**

L'extension du "Grand Jérusalem" à la "conurbation de Jérusalem" en Cisjordanie est la priorité des priorités des autorités israéliennes.

**En conclusion,**

B'Tselem estime que, entre les mesures "légales" et les ordres militaires, 46 % des terres de Cisjordanie sont déjà "israéliennes de fait", les Palestiniens en étant exclus ou pouvant "légalement" l'être à tout instant. Dans son introduction, le rapporteur de l'Icahd juge que la batterie de mesures mises en place par Israël en territoires palestiniens "met en péril, dans la pratique, la possibilité d'une solution politique à l'avenir avec deux Etats, dont un Etat palestinien viable à côté d'Israël".

Sylvain Cypel

*Le Monde*, 2 janvier 2003.

SÉBILLE

Un criminel de guerre sioniste fait la manche à Washington: Une délégation sioniste de haut rang est actuellement à Washington pour négocier avec Condoleeza Rice l'octroi à Israël par Washington, d'une part, de garantie pour un emprunt de 8 milliards de \$ et, d'autre part, d'une aide militaire supplémentaire de 4 milliards de \$. C'est le prix auquel les sionistes ont évalué leur participation à la guerre contre l'Iraq, dont les contours avaient été tracés par Sharon lors de sa visite à Bush l'automne dernier et les détails militaro-techniques élaborés par des militaires de haut vol des deux parties successivement à Washington et à Tel Aviv. On escompte la réponse publique US d'ici un mois, juste avant l'invasion attendue de l'Iraq. La délégation sioniste est dirigée par l'avocat Dov Weissglass, l'homme à tout faire de Sharon et comprend un criminel de guerre d'envergure. Il s'agit du général Amos Yaron, actuellement directeur général du ministère sioniste de la Défense. Yaron était le numéro 2, après Sharon, de l'invasion du Liban en 1982. En tant que commandant des forces sionistes qui occupaient Beyrouth, il a supervisé en septembre 1982 le massacre des réfugiés palestiniens et des habitants libanais de Sabra et Chatila, ordonnant notamment à ses hommes de tirer des fusées éclairantes de nuit sur ces camps pour permettre aux auteurs du massacre d'y voir clair. Il a ordonné aussi à ses hommes de renvoyer vers les camps -- et vers la mort -- les civils qui tentaient de fuir la zone des massacres. La nuit précédant les massacres, Sharon avait prétendu -- c'était un mensonge - que les Palestiniens étaient les auteurs de l'attentat qui venait de coûter la vie au Président à peine élu, Béchir Gemayel, leader des Phalanges chrétiennes pro-sionistes. Le commanditaire de l'attentat était en fait le chef de guerre et gangster Elie Hobeika, qui, après avoir été un harki au service de l'armée israélienne, devait tourner casaque et se mettre au service de l'armée syrienne. Il y a quelques mois, Hobeika, qui avait annoncé son intention de témoigner à Bruxelles sur le massacre de Sabra et Chatila, auquel il était partie prenante, et sur le rôle joué par Sharon et Yaron, était assassiné par les services israéliens au Liban. Depuis son élection, Bush et son administration n'ont jamais fait aucune allusion à Sabra et Chatila et au rôle joué dans ce massacre par Sharon et la direction politico-militaire sioniste. Il faut enfin ajouter que Yaron a été nommé au poste qu'il occupe actuellement par le "travailliste" Ehud Barak, militaire assassin le plus décoré de l'entité sioniste.

<http://quibla.lvo.info/>

ILS ONT LA COLIQUE

**Les écrivains de gauche se remettent en question**

(c'est-à-dire qu'ils ont une furieuse envie de passer à droite)

Dans une interview accordée au quotidien *Haaretz*, les deux écrivains de gauche MM. Oz et Grossman se sont remis en question. Les deux écrivains parlent de la sensation qui les accompagne depuis le début de l'Intifada armée: ils croyaient être devenus un peuple comme les autres mais la réalité semble avoir dépassé leurs rêves.

«Mon sentiment est que depuis le début de l'Intifada et des actes antisémites de par le monde, quelque chose a changé. L'Israélien moderne, qui pensait être devenu universel, qui surfait sur Internet et possède les câbles se retrouve soudain faisant partie d'une sorte de destin tragique du peuple juif, lui qui pensait que ce concept n'existait plus» a déclaré

Grossman. [*Ce type doit vivre sur la lune* ]

Oz quant à lui s'est déclaré «horrifié par la haine de l'intelligentsia israélienne de gauche pour tout le peuple israélien. Ils ne détestent pas seulement les habitants des implantations, les religieux, la droite et les nationalistes. Ils détestent aussi l'orthodoxie, la musique israélienne, les chansons du peuple, les souvenirs, tout».

Pour Grossman, le lynch de Ramallah a été pour lui un tournant. «J'ai compris que les Arabes ne nous accepteraient jamais. Parfois je me dis qu'il n'y a aucune chance. Je regarde la carte de la si petite Israël, les pays qui l'entourent et je suis désespéré. Selon moi, la gauche est un échec, même si je suis fier d'en faire partie ».

Arutz 7, 12 janvier 2003.

*Une seule solution: l'an prochain à New York.*

ON DEMANDE UN FÜHRER

### **Le Betar, mouvement sioniste musclé, est victime de la guerre interne au Likoud de France**

[*Note: quand un journal parle de mouvement "musclé", il veut dire rassemblement de brutes épaisses qui ne savent faire qu'une chose: cogner.*]

Le mouvement de jeunesse, très marqué à droite, n'a plus de responsable depuis le mois de juin. Une conséquence des déchirements du Likoud de France, dont le président vit en Israël.

Le Betar ne répond plus. Ce mouvement sioniste de jeunesse, qui est une branche du Likoud, n'a plus de responsable en France depuis le mois de juin: le dernier "chaliah", David Mansour, est retourné en Israël et n'a pas été remplacé. La place laissée vacante par le Betar dans l'aile droite de la communauté juive de France est en train d'être grignotée par la Ligue de défense juive, un groupuscule proche des idées du rabbin Meir Kahana: dans les manifestations pro-israéliennes, les drapeaux jaunes de la Ligue, marqués d'un poing levé sur fond d'étoile de David, ont remplacé les drapeaux bleus frappés du Lion de Juda, symbole du Betar. [Voir plus bas, "ratonnade à Jussieu"]

La crise est profonde: elle affecte tout le Likoud de France. Un combat des chefs oppose en effet le président en titre, le très controversé Jacques Kupfer, et Alex Moïse, porte-parole et membre exécutif du parti, qui a longtemps fait figure de dauphin.

Jacques Kupfer n'a jamais brillé par sa modération: au lendemain de l'assassinat d'Itzhak Rabin, il avait regretté que le défunt premier ministre n'ait pas été jugé par un tribunal militaire pour avoir signé les accords de paix d'Oslo. Installé en Israël depuis deux ans, il a néanmoins gardé le titre de président. "A la demande de mes amis", explique-t-il, même s'il est "difficile d'être président en exercice à 4.000 km de distance". Il a donc donné le titre de "président délégué" à Frédéric Nordmann, jusqu'ici vice-président. Devenu une sorte de président honoraire, Jacques Kupfer n'en continue pas moins, d'après certains, de "diriger la nouvelle équipe, qui lui obéit au doigt et à l'oeil".

La bataille entre les camps Kupfer et Moïse est féroce. Cet été, après quelques jours d'absence, Alex Moïse, arrivant dans les bureaux parisiens du Likoud, a trouvé porte close, les serrures avaient été changées. Perdant son droit d'entrée dans les locaux, M. Moïse s'est aussi vu contester son titre de membre du bureau exécutif du Likoud de France par les proches de M. Kupfer.

Alex Moïse fait le constat d'une perte d'influence du Likoud dans la communauté juive de France: "On est passé d'un Likoud extrême avec Kupfer à un Likoud inexistant !" Le mouvement se trouve sans chef au moment même où ses idées n'ont jamais été aussi répandues dans la communauté organisée: "Aujourd'hui, souligne M. Moïse, le discours ambiant dans des mouvements BCBG comme l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) est semblable à celui que nous tenions il y a dix ans. Rétrospectivement, on nous donne raison..."

#### **"Le triomphe de nos idées"**

Cette interprétation est confirmée par Pierre Itshak, porte-parole de la Ligue de défense juive, proche politiquement du Herout, parti israélien d'**extrême droite**. Il affirme que "la thèse du transfert des Palestiniens progresse. Ce qu'on appelle une radicalisation n'est en fait que le triomphe de nos idées".

Au-delà d'une lutte pour le pouvoir, ce conflit traduit surtout une querelle idéologique au sein du Likoud mondial, dont M. Kupfer a été élu président l'été dernier. Son autorité y est déjà contestée. Seize pays sur vingt-huit ont fait appel contre lui devant le tribunal interne du Likoud mondial, lui reprochant notamment ses méthodes autoritaires de "népotisme". Selon l'intéressé, il s'agirait d'une manoeuvre de Mikaël Adari, secrétaire général du Likoud mondial depuis 1994 et favorable à Alex Moïse dans la querelle en France.

Pour M. Adari, l'enjeu est idéologique: "En raison des excès de Jacques Kupfer, j'ai toujours été en contradiction avec lui, à tel point que les membres du Likoud de France m'appellent "le gauchiste", s'amuse-t-il. Pourtant, le secrétaire général du Likoud mondial est loin d'être une colombe: fervent nationaliste sioniste, il se définit lui-même comme un "libéral dans la filiation de Jabotinsky", père fondateur de la droite israélienne.

"Tant que Kupfer était en France, cela ne posait pas de problèmes majeurs, poursuit M. Adari, mais il est hors de question

qu'il utilise ici les mêmes méthodes." En fait, pour beaucoup au Likoud, M. Kupfer sent le soufre. Il a été évincé en Israël de plusieurs postes à responsabilités dans des structures sionistes qu'il croyait lui être acquises, l'Agence Juive et le Keren Kayemeth Leisrael (KKL, Fonds national juif).

Catherine Dupeyron (à Jérusalem) et Xavier Ternisien  
*Le Monde*, 12-13 janvier 2003.

Voir, ci-dessous, une biographie de leur père à tous:

#### LE PÈRE DU FASCISME JUIF

*Lone Wolf: A Biography of Vladimir (Ze'ev) Jabotinsky* by Schmuël Katz. Ce livre est une hagiographie hypersioniste, très chère, mais évidemment très révélatrice. Jabotinsky est le père spirituel des Menahem Begin, Netanyahou, Sharon et de la bande d'assassins qui gouvernent Israël. Ces gens là revendiquent leur filiation. Le Hitler juif, c'est lui.

But his story goes beyond the story of Vladimir Jabotinsky. It addresses the culpability of British anti-Semitism in today's Middle East. "Anyone hungry for knowledge will find Katz's book filling. In an age characterized by a loss of historical memory and 'sound-byte news,' *Lone Wolf* is a good antidote to historical amnesia." *Manhattan Jewish Sentinel* Barricades, Fort Lee, (New Jersey), \$100.00 (2-vol., boxed) Cloth 6 x 9 1855 pages, ISBN: 1-56980-042-1  
<[http://www.barricadebooks.com/order\\_info/index.html](http://www.barricadebooks.com/order_info/index.html)>

#### APPEL POUR LA DEFENSE DE LA LIBERTE D'EXPRESSION ET D'INFORMATION

Nous, femmes et hommes issus du milieu associatif, présidents/es d'association ou de collectifs, militant/es de la défense des droits humains et des libertés d'ici et d'ailleurs, dénonçons les pressions, les mises en demeure, les intentations de procès envers tous ceux qui osent soutenir la résistance palestinienne. Nous pouvons comprendre que ces positions dérangent ceux et celles qui de près ou de loin soutiennent la colonisation de la Palestine, ou qui dénoncent les violences sans remettre en question le sionisme. Mais nous ne pouvons pas leur permettre d'insulter ou d'accuser certain/es d'entre nous, cherchant par ce fait à nous réduire au silence. Nous ne nous taisons pas, car en soutenant la libération de la Palestine nous défendons aussi notre droit à la parole. Nous avons toujours, au nom de la défense de cette fameuse "liberté d'expression" si chèrement acquise et si durement défendue par nos anciens, recherché les débats, les échanges, surtout lorsqu'ils sont contradictoires, car les idées ne prennent de sens que lorsqu'elles peuvent s'échanger ou se confronter. Empêcher les associations, les comités, les animateurs de radios, les journalistes, de s'exprimer en faisant pression sur eux afin de clore tout débat sur le sionisme, occulte actuellement le véritable débat démocratique.

Après avoir soutenu Daniel Mermet, animateur de l'émission "Là-bas si j'y suis", le Directeur de "Radio Méditerranée", la CAPJO (Coordination des Appels pour une Paix juste au Proche-Orient), nous amenons notre soutien à la journaliste Madame Rabha Attaf, qui a eu le courage de dénoncer, dans une Tribune libre du site "Solidaires du peuple palestinien", les propos injurieux de M. Roger Cukierman président du CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France) après le premier tour des élections présidentielles d'avril 2002. "Le succès de Le Pen est un message aux Musulmans de se tenir tranquille, parce qu'il s'est toujours opposé à l'immigration musulmane", affirmait-il (journal israélien *Ha'aretz* du 23 avril 2002). Nous ne sommes pas tous musulmans, certain/es sont chrétiens, juifs, d'autres libres penseurs ou athées, mais nous condamnons tous, les propos injurieux de M. Cukierman et refusons toutes les accusations et procès intentés aux défenseurs des droits humains.

Paris, le 18 novembre 2002

Premiers signataires : François Burgat, politologue, CNRS, Sanaa, Ginette Hess Skandrani, journaliste indépendante, Jean-François Poirier, philosophe, Mondher Sfar, historien, Nicole Barrière, poète sociologue, Mohamed Bousry Ahmed, cadre, Jalel El Gharbi, universitaire, Claudine Roméo, universitaire, Aïcha Alice Brahim, cadre bancaire, Jean Paul Cruse, journaliste, Philippe Tancelin, poète, philosophe, universitaire, Rachida Lambert, chimiste, Rosine Arroyo, animatrice culturelle, Maryse Bordet Maugars, enseignante, Jean Chazy, professeur d'arts plastiques, Mahres Chabbi, fonctionnaire, Agnes Muliga, étudiante, Arnaud Muller, étudiant, Maria Poumier, universitaire, Le Pape Rozen, directrice de production, Diore Mikael, cuisinier, Immas Abdelmadjid, professeur, Chafia Djemame, militante associative, Daniele Mourgue, professeur, Mourad Faher, cadre.

Merci d'envoyer votre signature à l'adresse suivante:

<[rabha.attaf@wanadoo.fi](mailto:rabha.attaf@wanadoo.fi)>

<<http://www.solidarite-palestine.org/>>

ACH, LIBERTÉ DE LA PRESSE, YA YA !

### Israel government orders newspaper closed for two years

From : "Gale Courey Toensing" <gale@mohawk.net> Date : Sun, 22 Dec 2002 Subject : Israeli gov. shuts down newspaper that criticized occupation. Israel government orders newspaper closed for two years

Occupied Jerusalem : 22 December, 2002 (IAP News) The Israeli interior minister on Sunday ordered an Israeli weekly newspaper closed for two years for making harsh criticisms of the Israeli occupation and apartheid rule in the West Bank and Gaza Strip. The Israeli state-run radio said Interior Minister Eli Yeshai decided to close down *Sawt al Haq Walhurriya* (Voice of Truth and Freedom), a weekly newspaper, published by the Islamic movement in Israel in the Arab Israeli town of Um El-Fahm. The radio quoted unidentified government sources as accusing the paper of supporting the Palestinian struggle against the Israeli colonialist rule. The paper's editor Tawfiq Eerer criticized the closure order, saying Israeli democracy was still too fragile and undeveloped to tolerate dissenting voices.

"Israel is a democracy. However, when it comes to non-Jews, democracy becomes spasmodic and intolerant of dissenting views," Eerer said. **Israel routinely closes down publications and electronic media in the Occupied Territories and arrests Palestinian journalists** for communicating to the outside world Israeli repressive measures against Palestinians, thus making its claim of being the "only democracy in the region" **rather dubious**. In a recently published first worldwide index of press freedom, Reporters Without Borders ranked Israel 92nd out of 139 countries surveyed. Neighboring Lebanon ranked 56th in the survey. In their report, the group stated : ...."in the West Bank and Gaza, Reporters Without Borders has recorded a large number of violations of the International Covenant on Civil and Political Rights which guarantees press freedom and which Israel has signed. Since the start of the Israeli army's incursions into Palestinian towns and cities in March 2002, very many journalists have been roughed up, threatened, arrested, banned from moving around, targeted by gunfire, wounded or injured, had their press cards withdrawn or been deported."

The full report can be read online at :

<[http://www.rsfr.fr/article.php3?id\\_article=4116](http://www.rsfr.fr/article.php3?id_article=4116)>

### AMBIANCE

La police israélienne a effectué des saisies record de LSD et de cocaïne qui arrivaient dans le pays en prévision des fêtes de fin d'année. On sait que la jeunesse israélienne se came de plus en plus et qu'une bonne partie des réseaux internationaux de trafic sont sous le contrôle de la pègre israélienne.

### FOLLE VISION

*Le point de vue de certains Israéliens qui, dans la droite, tentent de s'expliquer ce qui se passe:*

### British Freemasonry Covets Israel

By Barry Chamish

Without British Freemasonry there would be no modern state of Israel. In the 1860s, the British-Israelite movement was initiated from within Freemasonry. Its goal was to establish a Jewish-Masonic state in the Turkish province of Palestine. Of course, that would mean dealing with the Turks at some point down the line, but first the country would have to be repopulated with Jews. And the idea wasn't to bring in more of the same religious Jews who already were the majority in Jerusalem and elsewhere, but the kind of Jews who would eventually accept the Masonic view of history.

Initially, British Jewish Masonic families like the Rothschilds and Montefiores provided the capital to build the infrastructure for the anticipated wave of immigration. However, luring the Jews to Israel was proving difficult. They, simply, liked European life too much to abandon it. So Europe was to be turned into a nightmare for the Jews.

This led to the rise of pogroms and Zionism. The leader of Zionism, Theodore Herzl certainly had some British support but he apparently was not thinking in terms of a Masonic state. He died mysteriously in 1905 at the tender age of 43, and the movement fell into British hands under the immoral leadership of one Chaim Weizmann.

Then things began moving quickly. British Masons like Arthur Balfour and Herbert Samuel led the campaign for official British recognition of a Jewish homeland during World War One. At the same time, a million British troops, badly needed in the trenches of Europe, were sent marching to Palestine to oust the Ottomans.

When the war ended, the campaign for a Jewish state went into full speed at Versailles. In 1919, The Royal Institute of International Affairs was founded in London and two years later, the Council on Foreign Relations began its nefarious activities in New York. Their agendas called for a world governmental takeover and a global religion based in Jerusalem.

Etc. voir la suite: <<http://www.rense.com/general28/brit.htm>>

## PETITE SCÈNE ISRAÉLIENNE

### **Senior UK peace and human rights activist Angie Zelter not allowed to testify against settler ; due to be deported ...at least if the judge upholds the government's decision**

52-year-old English humanitarian worker Angie Zelter arrived Sunday evening at Ben Gurion Airport, and was denied entrance to Israel. She came in order to testify in a criminal trial against a settler from Kiryat Arba who assaulted her, cursed her and spat at her face, when she photographed him throwing stones at Palestinians in Hebron and injuring a young boy badly. She decided to fight the deportation order. Her lawyer, attorney Shamai Leibowitz, filed a petition in the Tel Aviv district court. The authorities realized that soon a judge might issue an interim injunction, so before the judge on duty could be found, the Ministry of Interior officials tried to force her onto an airplane.

She was assaulted by the Head of the Immigration Police in the airport, wrapped up in a blanket, and forcefully dragged to an Austrian Airlines airplane. She screamed for help, and tried to resist but they violently threw her onto the airplane. She continued shouting for help, and the pilot refused to take off. The pilot ordered the government officials to take her off the airplane. Weeping and crying she was brought back to the cell at the airport. Meanwhile, at 20 : 00, the judge on duty finally issued a stay of the deportation, and scheduled a hearing for Tuesday, December 31, at 11 : 30 AM at the District Court in Tel Aviv.

From <[shamai@inter.net.il](mailto:shamai@inter.net.il)> Date sent : Mon, 30 Dec 2002. Mon, 30 Dec 2002 "Gush Shalom (Israeli Peace Bloc)" <[info@gush-shalom.org](mailto:info@gush-shalom.org)>

## LA BAFFE

Décision très importante prise par le Conseil d'administration de l'Université Paris VI, qui regroupe environ 30.000 étudiants, 4.000 chercheurs et enseignants-chercheurs, 3.000 personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service. Le conseil d'administration de l'université Paris VI a adopté le 16 décembre 2002 (par 22 voix pour, 4 voix contre, 6 abstentions et 1 refus de vote) une motion suspendant les collaborations avec Israël, dans les termes suivants: "L'occupation israélienne des territoires de Cisjordanie et de Gaza rend impossible l'activité d'enseignement supérieur et de recherche de nos collègues palestiniens: le renouvellement de l'accord d'association Union Européenne - Israël, en particulier en matière de recherche (6 ème PCRDT), constituerait un soutien à la politique actuelle de l'Etat israélien et serait en contradiction avec l'article 2 de cet accord ("Les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions du présent accord, se fondent sur le respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques qui inspire leurs politiques internes et internationales et qui constitue un élément essentiel du présent accord"). En conséquence, le conseil d'administration de l'Université Pierre et Marie Curie :

-- se prononce pour le non renouvellement de l'accord d'Association UE-Israël,

-- demande à nos collègues enseignants chercheurs, exerçant dans les universités israéliennes, de prendre clairement et rapidement position sur la situation concrète faite aujourd'hui tant à nos collègues enseignants chercheurs des universités palestiniennes qu'à leurs étudiants et étudiantes et de mettre en oeuvre tous les moyens dont ils disposent pour aider les uns à exercer leur métier et les autres à étudier,

-- mandate le président de l'université pour nouer des contacts avec les autorités universitaires israéliennes et palestiniennes afin d'oeuvrer dans le sens de la paix et pour qu'il soumette l'ensemble de ces questions à l'assemblée de la conférence des présidents d'universités.

Aussitôt on a vu sortir de leurs cavernes les bruyants partisans du génocide.

### **Manifestation contre "l'appel au boycott" des universités d'Israël**

Plusieurs centaines de personnes -- 2.500 selon la police -- ont manifesté, lundi 6 janvier, devant le campus de Jussieu, à Paris, pour dénoncer une motion de l'université Paris-VI appelant à la remise en cause des accords de coopération entre l'Union européenne et Israël (*Le Monde* du 7 janvier). Rassemblés à l'appel de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut et Alexandre Adler [*juifs et faux-juifs dits "de gauche"* ] , des responsables politiques comme le député (UMP) de Paris Pierre Lellouche, des responsables associatifs comme Yassir Fichtali, président de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), et l'avocat Arno Klarsfeld ont fustigé ce qu'ils considèrent comme un "appel au boycott". Le philosophe Alain Finkielkraut s'en est pris aux universitaires inspirés par "l'esprit de Durban" -- référence à une conférence où le sionisme avait été assimilé au racisme, fin 2001. "L'antisionisme est le nouvel habit de l'antisémitisme, a lancé Roger Cukierman, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Demain, les universitaires qui boycottent Israël demanderont qu'on brûle les livres des Israéliens, puis

les livres des sionistes, puis ceux des juifs."

Dans la foule, on remarquait la présence du député (PS) du Val-d'Oise et ancien ministre, Dominique Strauss-Kahn, accompagné d'Anne Sinclair, de Serge Blisko, député (PS) de Paris. **Très unitaire**, la manifestation rassemblait des représentants des Fils et filles des déportés juifs de France, du B'nai B'rith, de Shalom Archav, et de la Ligue contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Licra). Plusieurs drapeaux français flottaient, mais aussi, sans que personne ne semble s'en inquiéter, quelques **fanions jaunes** de la Ligue de défense juive, **organisation extrémiste interdite** en Israël. Un représentant du mouvement pacifiste Shalom Archav, qui a pris la parole à l'issue de la manifestation, s'est fait huer quand il a déclaré que "la colonisation ne mène nulle part".

#### **Face-à-face tendu**

Protégés par un cordon de CRS et retranchés derrière la grille de l'université, une cinquantaine de militants pro-palestiniens ont scandé des slogans hostiles à la politique d'Israël, qualifiant Ariel Sharon d'"assassin" et appelant au démantèlement des colonies. Le face-à-face entre manifestants anti-boycott et militants pro-palestiniens est resté très tendu pendant le rassemblement. Des projectiles, notamment des oeufs, ont été lancés sur les défenseurs de la motion. A l'issue du rassemblement, une trentaine de jeunes pro-palestiniens, poursuivis par des militants pro-israéliens, ont dû être protégés par la police pour quitter le quartier. (Voir plus bas)

Peu avant la manifestation, Gilbert Béréziat, président de l'université Paris-VI, avait tenté d'apaiser les tensions. Dans un communiqué, il a souligné que le conseil d'administration "a repoussé toute idée de boycott ou de moratoire dans les relations entre l'université Pierre et Marie Curie et les universités israéliennes". Il s'est prononcé en faveur d'une coopération avec les universités palestiniennes et israéliennes. Le conseil d'administration de Paris-VII (Denis-Diderot), également sur le campus de Jussieu, devait à son tour voter, mardi 7 janvier, sur l'éventualité d'un "moratoire sur les échanges scientifiques et techniques avec les institutions israéliennes".

Le vote de la motion a continué à susciter des réactions notamment dans le milieu politique. "La proposition de boycott des universités israéliennes est un acte qui encourage le fanatisme et l'obscurantisme", a estimé l'ancien ministre de l'éducation, Jack Lang. Bertrand Delanoë, maire de Paris, a qualifié le vote d'"acte choquant" et de "tragique erreur".

Jean-Paul Huchon, président (PS) du conseil régional d'Ile-de-France, s'est dit "profondément choqué". [*Les socialos sont les pires sionards qui soient, les plus engagés dans le soutien aux massacreurs, toujours prêts à lancer des guerres coloniales, à soutenir les génocides potentiels comme Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, pour ne citer que le plus récent. S'il existait un tribunal international soucieux des droits de l'homme, il prononcerait la dissolution du Parti socialiste.*] Roger Karoutchi, président du groupe UMP au conseil régional d'Ile-de-France, s'est déclaré inquiet et a demandé au ministre de l'éducation, Luc Ferry, de "prendre des initiatives pour garantir le bon déroulement du travail universitaire".

Luc Bronner et Xavier Ternisien

*Le Monde* du 8 janvier 2003.

Evocation de l'humanisme juif présent à Jussieu:

#### **Communiqué d'un collectif d'associations estudiantines de l'université de Jussieu, suite aux ratonnades du lundi 6 janvier 2002**

L'UEJF (Union des Étudiants Juifs de France) parlait dans les tracts qu'elle distribuait dans la fac "de ne pas importer le conflit proche-oriental dans les universités", en organisant cette pression communautaire avec le soutien de l'UNEF national (et non UNEF Jussieu dont plusieurs militants étaient avec nous).

Les grands moyens furent employés, un camion podium, musique, sans oublier les étoiles de cette Star Academy Sioniste (BHL, Finkielkraut, Lang, Strauss-Khan et sa femme, Lellouche...) pour chanter au nom de leur attachement aux valeurs de la République, **leur soutien inconditionnel à un état colonial et raciste**. Des drapeaux tricolores se mêlaient aux drapeaux israéliens, sans oublier de nombreux drapeaux de la LDJ (drapeau jaune, où un poing est entouré de l'étoile de David). Le service d'ordre est impressionnant, des dizaines d'extrémistes du Betar-Taggar et de la LDJ en faisaient parti. Les forces de l'ordre étaient nombreuses.

Nous étions (environ une quarantaine) dans la fac, étudiant(e)s, militant(e)s et enseignants, de toutes sensibilités politiques, de toutes origines, pour assumer notre solidarité citoyenne à un peuple opprimé, face à cette machine de propagande sioniste, qui me rappela la situation de l'Irak face aux USA (United States of Agression). La grille de la fac nous séparait de nos "amis" sionistes. Notre diversité nous renforça dans la légitimité de notre action, et dans l'universalité de nos principes.

Après quelques slogans, nos concitoyens réagirent avec coeur et civisme, en nous offrant des centaines d'oeufs pourris et des canettes pleines sur nos têtes, qui ne réduirent en rien notre détermination. Je pensai que le fascisme était battu le Premier Mai dernier et que seul le FN était extrême. Mais des dizaines de jeunes (hommes et femmes) sionistes et de moins jeunes, échangèrent avec nous, avec leur courtoisie "républicaine" légendaire (qui aurait pu être interprétée par

Oriana Fallaci, mais bon, on ne peut pas tout avoir la même soirée !) du : " **Sales bougnoules, sales ratons**" au " On vous b.... comme on b.... les Palestiniens" ou encore " On va n..... et dégager tous les Arabes de France et de Palestine "... Le paroxysme de leurs éloges fut atteint dès lors que nous scandèrent le nom de José Bové (une surprise en fin de témoignage vous attend). Un pamphlet fut improvisé : "Israël vaincra", "Bush vaincra", "Bové on va le crever..." avec des expressions physiques très évocatrices, mais je préfère en rester là, et censurer.

On décida de partir avant la fin de cette manif, avec des étudiants qui sortaient de cours, ils le regrettèrent. Des éléments du Betar et de la LDJ, sont repérés dans la fac ( et sont refoulés par des militants de la CNT), on décide de sortir par derrière, côté Institut du Monde Arabe, des CRS en contrôlait la sortie. On voulait prendre le métro au plus vite... Mais des groupuscules (LDJ-BETAR) organisés étaient postés à des points stratégiques autour du campus (Jussieu devint la Mouqata'aa pendant une soirée !). On tomba dans un guet-apens. On subit un premier assaut, à coups de gel lacrymo, de coups de barres de fer en nous insultant de "**Sales Arabes, on va vous crever**" (ils avaient oubliés qu'il n'y avait pas que des Arabes parmi nous !).

Je vis des potes en sang, les CRS intervinrent et distribuèrent leurs "réflexions" à tous, sans faire de différence. On se défendit comme on pouvait. Certains d'entre nous purent se sauver, on se réfugia, tant bien que mal, mais en longeant le boulevard face à l'institut, un deuxième groupuscule nous attendait à la rue suivante, des scooters armés de gel nous arrosaient. Une "représaille ciblée", nous attendait, ces fachos prirent des chaises dans les restaurants avoisinants, et nous tapèrent avec, sans parler des coups de barres, des poings américains ( ou israéliens ) , on réussit à éviter un coup de couteau ( merci le karaté!) ...

Le bilan est lourd : 3 hospitalisés, un traumatisme crânien (6 points de sutures), une minerve pendant une semaine, contusions multiples.

Nous nous en sortîmes tous avec des séquelles physiques et psychologiques. On apprit par la suite que des étudiants portant un keffieh furent agressés, que des filles portant le foulard se firent cracher dessus...

Pourquoi le gouvernement français ne dissout-il pas ces groupuscules qui sont connus ? Même après avoir poignardé un commissaire, ils ne sont pas inquiétés. Des membres de l'UEJF soutenaient ces groupes. Ce ne furent pas, comme le dit la presse, des affrontements entre manifestants, mais une **véritable ratonnade organisée "militairement" et dont le but était de "casser du bougnoule" et de casser toute forme de résistance politique**. De voir tant de haines et de violence dans leurs yeux met en lumière le vrai visage d'une idéologie raciste.

Le collectif de Jussieu en est sorti grandi (d'autres associations nous rejoindront dès demain) et déterminé dans sa lutte politique face à cette "douce mondialisation", et dans sa solidarité avec les peuples opprimés. Le mouvement social est en marche.

"Dans tout mal, il y a un bien", à notre grande surprise, on apprit aujourd'hui la venue de José Bové sur Jussieu lundi prochain, pour une conférence sur "la répression du mouvement social." Ce sera une étape importante dans la construction de notre mouvement étudiant.

On a besoin de votre solidarité, et de votre soutien.

Diffusez notre communiqué.

La résistance nous attend !

<[http://www.lai-aib.org/lai/article\\_lai.phtml?section=A1ABBRBF&object\\_id=17620](http://www.lai-aib.org/lai/article_lai.phtml?section=A1ABBRBF&object_id=17620)>

*Voilà ce qui se passe quand la loi juive s'étend sur le pavé de Paris, avec le soutien et la complicité de la gauche socialiste, du centre mou et de la droite de gouvernement, tous également serviles. On remarquera la composante de compensation sexuelle qui témoigne chez les Bétarim du fait qu'avoir la grosse tête signifie souvent chez eux avoir une petite queue. "La résistance nous attend" disent ces jeunes étudiants encore bien verts. Non, elle ne nous attend pas. La résistance, c'est le rassemblement de tous ceux qui ne supportent pas l'oppression, et cette oppression-là en particulier. Et la lutte c'est maintenant.*

## STRANGER THAN FICTION

"If an investigator dares to mention Israeli spying, he has committed career suicide! And if a journalist like FOX's Cameron dares to bring this scandal to light, he is told to shut his mouth. If they persist, they may even be called "anti-Semitic" - a label which has served as the kiss of death for many a career. This means that Zionist Mafia can do whatever it wants, whenever it wants, and however it wants - including orchestrating, financing, executing, and covering up the true story of events in the Middle East, the 9-11 massacre, and the ensuing "War on Terrorism" (war on Israel's enemies).

Now do you remember the Mossad's "warning" about the 200 "Al-Qaeda terrorists" said to have been preparing major attacks in the US? (175) At the time of this writing, we are one year into the largest investigation in American history,

and not one of these 200 "terrorists" has yet to be uncovered. (176) But 200 Israeli spies were uncovered, among them many military members, electronics experts, wiretapping and phone tapping specialists, and explosives experts with the skill to bring down tall buildings. (177) Logic and common sense leads to the conclusion that the "200 Al Qaeda terrorists" were in reality, 200 Zionist terrorists sent to frame the Arabs for terrorist attacks and drag America into a war. History repeats itself. But who will teach this history to the American people when the Zionists control the information industry? The Zionist Mafia and their ass-kissing careerist henchmen in media, government, academia, and business have all of the bases covered."

Bon rappel des faits connus et avérés.

<<http://thewebfairy.com/vox-wtc>>

#### COMPARAISON RAISONNABLE

##### **Israel compared to Nazi Germany**

Jamie Lyons

A politician caused outrage today by comparing Israel to Nazi Germany. Labour councillor Ray Davies condemned Israel's "apartheid regime" and likened it to Hitler's occupation of Europe. The councillor, from Caerphilly, said: "Hitler's Nazi regime occupied Europe for four years only. Palestine and the West Bank have been occupied for 40 years."

Speaking on BBC Radio Wales, Mr Davies, who is vice chair of CND in Wales, refused to withdraw his controversial comments, adding: "I do draw that comparison because (this is) one group of people who should understand what oppression is and what it is like living under occupation." [...] "Anybody who goes to Israel will be taken to the Holocaust museum and shown what has happened to the Israelis. **"But that does not give the Israeli government any right to do what they are doing to the poor beleaguered Palestinians for over 40 years. [...]"**

*icWales*, Jan 3, 2003

<<http://icwales.icnetwork.co.uk/0100news/0200wales/page.cfm?objectid=12498073&method=full&siteid=50082>>

#### SOLIDARITÉ ACTIVE AVEC LE CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

##### **Canadian Jewry with Israel**

The Jewish Agency reports that Canadian Jews demonstrated most impressive solidarity with Israel in 2002 with a record number of missions and participants, totaling over 800 people. In addition, an unprecedented Israel Emergency Campaign has raised some 30 million Canadian dollars, more than half of which has already been sent to Israel for emergency services and aid to terrorism victims.

Twenty-five Canadian Jewish groups, sponsored by the UIA Federations Canada (UIAFC), arrived in Israel in 2002, including 16 from Toronto alone. Birthright Canada hosted some 1,700 participants in the past year, and delegations have arrived for the Jewish Agency Board of Governors sessions, Partnership 2000 Steering Committee meetings, and others. Mission participants received top-level briefings from government officials, IDF and police officers, journalists, medical personnel, aid workers, and terror victims.

*Arutz 7*, 3 janvie 03.

AAAAAAVVVWWWVVVAAAAAA

DIALOGUE SUR L'ANTISÉMITISME  
ENTRE HAAKON KOLMANSKOG ET ISRAEL SHAMIR

### **In the same camp as Hamsun?**

**By Haakon Kolmanskog**

During the last year *Klassekampen* has published several essays by the Israeli writer and novelist Israel Shamir, who is an extraordinary and controversial writer. His texts are quite provocative and sharp, so sharp that even seasoned friends of the

Palestinians show difficulties accepting him. He writes about "Jewish controlled newspapers" and "the friends of the Jews in the US" without blinking. He believes the State of Israel is worse than the apartheid state of South Africa, and that this state is upheld by the Jewish lobby in the US.

Shamir is not afraid of being labelled "anti-Semite". He says this label is used against anyone who doesn't wholeheartedly support the Jewish occupation of Palestine. *Klassekampen* can by no means confirm the content of Shamir's texts, but does today still publish a new text written by him. This is also a provoking and controversial one.

We publish the text since we are of the impression that many readers find his texts refreshing and thought-provoking while dealing with theme which is usually dominated by black and white thinking and dead-locked ideas. Shamir has written enlightened and well about how the differences between orthodox and liberal Jews may be less than we outside Israel imagine. *Klassekampen* wants to treat the questions he raises in full earnest, but demands that he also declares his own stands.

Everybody who has read Norman G. Finkelstein's *The Holocaust Industry* are aware of the fact that today the terrible mass-slaughter of Jews during the World War 2 is exploited economically and symbolically by the State of Israel. The myth of Holocaust (as a unique and incomprehensive event) is, together with the branding as "anti-Semite", against all dangerous criticism of Sharon & Co.'s occupation policies towards the Palestinians. But to understand these contexts, to realise there is a connection between Jewish identity and the brutality of Israel's occupation policies, must not make us indifferent to us if friends of the Palestinians are branded racists or anti-Semites. One thing is that anti-Semitism has deep roots in Europe. Nobody should ignore this, especially not those fighting a racist policy against the Palestinians. And then we must ask: **Who will benefit in allowing the Zionists to have a free go playing the anti-Semite card against anyone who criticise them?**

#### **Allen and Hamsun**

Some of Israel Shamir's wordings, including in today's essay, seem to indicate that Shamir doesn't see this point, or that he gives a damn about it. Today he writes things like "As 'Arab-lover and 'Nigger-lover', 'anti-Semite' is a branding expression which stains the one who is making use of it (...). It was used against TS Elliot and Dostoevsky, Genet and Hamsun, St. John and Yeats, Marx and Woody Allen, and this is a much better company to be with."

Weirdly, it looks as if Shamir shares his *Weltanschauung* with the Zionists: Zionists do not separate between the Jewish film-maker Woody Allen's slightly ironic attitude towards his own people and the Anti-Semitism of Hamsun the Nazi. Shamir doesn't want to do that either, and seems to accept that both are "Anti-Semites" and join their camp. Why not engage in a political struggle in order to use "the Anti-Semitism" brand when it's actually relevant? Wouldn't it deprive Ariel Sharon of a strong political weapon?

Israel Shamir should clarify his stand on such issues and clearly explain it to the World: Does Shamir think that friends of the Palestinians should feel comfortable with being put in the same camp as Hamsun? Or should we fight such "parallels"? Maybe there is something in the dogmatic dualism of the Zionists we ought to resist? Or what?

Shamir was born in Russia, but moved to Israel in 1969 and lives by now in Jaffa. He has served as a paratrooper in the Israeli army and worked as Moscow-correspondent for the leading Israeli daily *Ha'aretz* during the dismantling of the Soviet Union. He lost his job at the newspaper when he demanded the right of the 1948 Palestinian refugees to return home. For us up in the cold North it is obviously quite difficult to grasp the crazy situation in which both Jews and Palestinians live. More frenzied, feverish and [unyansert] environments for debate are hard to be found. Maybe this is the reason why Shamir employs words, phrases and wordings which makes us react negatively? Or do we simply disagree?

Israel's president Moshe Katsav recently visited Germany. He was last Monday confronted by German neo-Nazis carrying Palestinian flags and banners saying "Hands off Palestine - No German armaments to Israel." It was a disaster! If the neo-Nazis hadn't thought of it themselves, I guess Ariel Sharon would have phoned them to give them the idea. I'm wondering if Israel Shamir shares my concerns and if he agrees with me that at all means we have to avoid a situation where Nazis march in support of Palestine? Or if it means nothing since "Anti-Semitism" has become an empty and meaningless phrase and only a weapon in the hands of Israeli Zionists? Is this a question of no importance?

*Klassenkampen* ("Lutte de classe", tout un programme...)

Ci-dessous la réponse de notre ami **Israel Shamir**:

## The Martial Arts of Discourse

Usually, newspaper polemic is akin to épée fencing: one tries to keep the opponent at arm's length, avoid his thrusts and draw his blood. The thoughtful and friendly query of Haakon Kolmanskog deserves a quite different attitude and a most sincere reply. Haakon poses a question: We can't be indifferent if friends of the Palestinians are branded anti-Semites. Who will benefit in allowing the Zionists to have a free go playing the anti-Semite card against anyone who criticise

them? The sad answer is that we have no means of stopping their playing it. For years, the friends of Palestine tried to evade the label by saying:

Israel behaves horribly, but it has nothing to do with the fact that it is defining itself as 'the Jewish state'. It has nothing to do with Jews elsewhere, and therefore criticism of Israel is not related to anti-Semitism.

But this easy answer was rejected by the Masters of Discourse. Friends of Palestine were forced **into daily confessions of their love of Jews**, as the suspected heretics of Middle Ages had been of their orthodoxy. Their protestations are without avail, for our opponents **can effectively decide** what is and what is not anti-Semitism. They can decide because they hold commanding heights in discourse: by virtue of media ownership, economic power and international connections integrated into one armoured fist.

And they use this power by stretching the definition of anti-Semitism as they find fit. Anti-Zionism is anti-Semitism, according to Professor Ruth Wisse of Harvard University and to a plethora of other Judeo-American pundits. Anti-Americanism is a new, virulent form of anti-Semitism, wrote David Quinn in *The Sunday Times*. "Anti-Globalisation is anti-Semitism", "the Green policies of Environmentalism' is anti-Semitism now" are frequent headlines in Israeli newspapers. "Christianity is anti-Semitism" is the recent title of Goldhagen's book. In 1990's Russia, anti-market forces were described as "anti-Semites". Recently, Christine Mohn in the *Nationen* described Russian Communists as "anti-Semites".

In no way can you, Haakon, nor your friends in this uniquely free newspaper, define "anti-Semitism". Likewise, you cannot define "Communism". Definitions of these terms are forced on us by the Masters of Discourse. We can work only with them, the existing and prevailing definitions, though we might regret their existence sometimes and offer our own understanding of the phenomena they classify. Alternatively, we can invent our own definitions, as did the Trotskyites: they called Communism "Stalinism". But that was a sectarian escape.

What we can and should do is analyse the definitions forced upon us. If all the above is, indeed, anti-Semitism as decreed by the Masters of Discourse, what is this legendary **"Semitism"**? **Surely it has nothing to do with the Semitic race? It is, by their definition, a fusion of Zionism, Americanism, Globalisation, Neo-Liberalism, anti-Communism, destruction of Nature and reduction of the Church. As the Masters of Discourse declared this "Semitism", and their definition is the only one that matters, I can freely acknowledge my (and hopefully your) "anti-Semitism"**.

Accepting their definition is tactically much better than fighting it. In Oriental martial arts one lets the brute strength of the adversary work against him. That is exactly what I try to do in my essays that you printed. The adversary is strong: let it be his undoing.

## II

Let us deal now with the second question of Haakon. How should we view the anti-Semitism of Hamsun the Nazi? he asks. The answer is that we should place Hamsun in his historical context.

**All** participants in WWII were homicidal racists, in modern terms. While the German Nazis killed a lot of Slavs, Jews, Gypsies, homosexuals and the mentally deranged, the democratic US deported thousands of American citizens of Japanese [**and German**] descent or locked them up for years in concentration camps; the Soviets deported ethnic Germans, Chechens and Crimean Tatars [**and Balts**] and destroyed their centuries-old villages and homes. Britain invented concentration camps in the Boer War when Hamsun was a child, and deported the ethnic Germans from British Palestine. The British Bomber Harris probably killed as many innocent civilians as any German war criminal.

The great Knut Hamsun, whose beautiful books we cherish, was a man of his times. He was a contemporary of the Russian Jewish writer and publicist, Iliya Ehrenburg, whose brilliant early novel, *Julio Jurenito*, was rightly acclaimed by Lenin. Ehrenburg was a worldly communist and humanist, a great friend of Picasso and Matisse, of Aragon and Castro. He also pioneered the anti-Zionist genre with his sarcastic novel, *Lazik Roitschwantz*. However, during WWII, Ehrenburg wrote in the *Pravda*: "Kill the German! Kill this sausage-and-sauerkraut-eating vermin! Exterminate his seed!"

Horried, Joseph Stalin personally responded to this call to genocide by disavowing Ehrenburg in the *Pravda*: "We are not fighting the German people", he wrote, "but the Nazi regime." He was true to his words, and in 1945 derailed the Henry Morgenthau plan to cripple Germany and starve millions of Germans to death.

Was the anti-Semitism of Hamsun the Nazi ethically worse than the anti-Germanism of Iliya Ehrenburg the Jew? Yes: if you think that Jewish life is much more precious than the life of a non-Jew, in which case you find yourself in the nauseating company of Eli Landau and Ivett Lieberman, two Israeli MPs who called for the extermination of a thousand Palestinians for each murdered Jew, and of Madeleine Albright, who thought the killing of half-a-million Iraqi children for the protection of Israel "worth it". No: if you share my belief in the equality of Man. That is why you have no reason to reject your great national treasure, Knut Hamsun; just view him in the context of his time.

While the time of Hamsun and Ehrenburg is over, Elie Wiesel is still very much with us. In his book, *Legends of Our*

*Time*, this Jewish writer wrote: "Every Jew, somewhere in his being, should set apart a zone of hate -- healthy, virile hate -- for what the German personifies and for what persists in the German." Not "the Nazi", but "the German". For this sermon of hate he received the 1986 Nobel Peace Prize from the Norwegian Academy, in company with the Cambodia-destroyer Henry Kissinger and the Cana-murderer, Shimon Peres. Armed with this recognition of the Norwegians, Elie Wiesel called (at Christmas Eve!): War [with Iraq] is the only option"[1]. If you need to feel guilt, feel guilt for this Nobel Peace Prize.

This vast difference in the feelings of Norwegians towards their national genius Hamsun and towards Elie Wiesel the schmaltzy hate-monger leads us to a conclusion: in prevailing post-WWII mainstream discourse, the taboo on criticism of Jews has caused strong bias and undermined the humanist idea of the Equality of Man. Pre-war anti-Semitism has been superseded by another extreme, philo-Semitism, a belief that Jews can do no wrong and should never be referred to except in the most complimentary terms. This equally racist attitude has created severe misbalance in politics and discourse. It has to be corrected in order to save our planet and mankind from the triumphant "Semitism" of their definition.

### III

The third question of Haakon was: *Israel's president Moshe Katsav recently visited Germany. He was last Monday confronted by German neo-Nazis carrying Palestinian flags and banners saying "Hands off Palestine - No German armaments to Israel." It was a disaster! If the neo-Nazis hadn't thought of it themselves, I guess Ariel Sharon would have phoned them to give them the idea. I'm wondering if Israel Shamir shares my concerns and if he agrees with me that at all means we have to avoid a situation where Nazis march in support of Palestine? Or if it means nothing since "Anti-Semitism" has become an empty and meaningless phrase and only a weapon in the hands of Israeli Zionists? Is this a question of no importance?*

In the Gospel, the Disciples of Christ acclaimed him as "the King who comes in the name of the Lord". The Pharisees demanded: Rabbi, rebuke your disciples! But Jesus replied: If they keep silent the stones will cry out[2].

This prophecy was fulfilled in Germany. The German Left betrayed its duty to demonstrate against the supplying of the apartheid state with nuclear-bearing submarines, the most fearsome weapons of mass destruction of our age, for it to target the peaceful cities of man. The German Left accepted the thoroughly racist concept of "Jewish property" and transferred billions of dollars to Sharon and his American Jewish partners[3]. "Fear of the Jews"[4] befell them, and caused them to forget their ideals. The Left is the salt of the earth by virtue of upholding the values of equality, mercy, humanity. But if the salt has lost its taste, it is to be thrown out and walked on by the people[5]. The Left kept silent, therefore the stones cried out. Whoever demonstrated against the monstrous decision to arm Israel is surely blessed.

Haakon describes these people as 'neo-Nazis'. I greatly doubt this definition. German law is very strict, and the real Nazis are in jail or in exile. The neo-Nazis of our day usually support Israel: representatives of Israeli parties were welcome guests at their gathering in Holland. They even marched together in Amsterdam under Israeli banners and with anti-Muslim slogans.

The Masters of Discourse can call whomever they wish "neo-Nazi". Nasser was "Hitler", Arafat was "Hitler", Saddam Hussein is "Hitler". In Russia, they gave this name to everybody who objected to privatisation, americanisation, globalisation. As the majority of these people were actually communists, the Masters of Discourse coined the term "Red-Brown". They called the veterans of the Battle of Stalingrad "Nazis". They wrote that for them there is no real difference between the Communists and the Nazis. The Russian people responded to it by forming a new Left-and-Right alliance against these globalising, predatory forces.

They followed the great example of Mao Zedong, who allied with the Right Nationalists of the Kuomintang when the very existence of China was endangered. Recently, the exiled Russian tycoon Boris Berezovsky, billionaire and a media-lord and man of impeccable Jewish origin who embraced Christ, publicly joined this alliance in an earth-shaking interview with *Zavtra*, the leading newspaper of the Left-and-Right. He was warmly welcomed by the jailed leader of National Bolshevik Party, writer Edward Limonov, who is often described as an "anti-Semite and neo-Nazi". *Ze lo kol kah pashut*, as we say in Hebrew: life is not as simple as comics and the Masters of Discourse present it.

WWII is long over. Present-day Communists are not "Stalinists", present-day Traditionalists are not "Nazis", present-day "Semitists" are not the Democrats of yesteryear. If we forever look back to the fields of Stalingrad and to the ravaged Finmark, we are liable to overlook the new dangers mankind faces. The dreadful fate of Palestine calls us, the men of thought, to develop new paradigms for the new situation.

[1] <<http://www.observer.co.uk/iraq/story/0,12239,864318,00.html>>

[2] Luke 19:39-40.

[3] see my essay *Bankers and Robbers*. [Trad. fr. dans *Conseils de révision* de décembre 2001.]

[4] John 19:38 and elsewhere.

[5] Matthew, 5:13.

<[shamireaders-unsubscribe@yahogroups.com](mailto:shamireaders-unsubscribe@yahogroups.com)>

Date: Fri, 3 Jan 2003 16:51:15 +0700

L'interview de Berezovski, mentionnée par Shamir, (*Zavtra*, 41, octobre 2002) est en anglais (traduction partielle) à:

<[http://www.artsci.wustl.edu/~filippov/courses/L32\\_3131/zavtra.htm](http://www.artsci.wustl.edu/~filippov/courses/L32_3131/zavtra.htm)>

Texte complet en russe:

<<http://zavtra.ru/cgi/veil/data/zavtra/02/464/21.html>>

AAAAAAVVVWWVVVAAAAAA

#### DANGEREUX JUDÉOCENTRISTES

On pouvait se demander, après l'ère Cliton, s'il était possible de truffer une administration américaine avec d'avantage de serviteurs de la cause israélienne. Au moins la moitié du personnel politique entourant Clinton était marqué par des engagements très nets, souvent aveugles, en faveur des assassins de Tel Aviv. Comme Bush appartenait à une autre mouvance politique, on pouvait se poser la question du recrutement de son équipe gouvernementale. On a bientôt vu le retour des "faucons" et des bellicistes, sans parler de la "divine surprise" du onze septembre 2001. On dispose d'une analyse spectrale de l'équipe Bush, fournie par deux anciens analystes de la CIA et parue dans *CounterPunch* qui entre dans les détails, hallucinants, de la composition d'une équipe dont on peut se demander, légitimement, si ce ne sont pas des juifs israéliens ou pro-israéliens qui dirigent le gouvernement américain. Les analystes, eux, parlent de *dual loyalty*, qui a un équivalent français: double allégeance. La vraie question est: est-ce que "double" ne veut pas dire "Israël d'abord" ?

In the Clinton administration, the three most senior State Department officials dealing with the Palestinian-Israeli peace process were all partisans of Israel to one degree or another. All had lived at least for brief periods in Israel and maintained ties with Israel while in office, occasionally vacationing there. One of these officials had worked both as a pro-Israel lobbyist and as director of a pro-Israel think tank in Washington before taking a position in the Clinton administration from which he helped make policy on Palestinian-Israeli issues. Another has headed the pro-Israel think tank since leaving government.

The link between active promoters of Israeli interests and policymaking circles is **stronger by several orders of magnitude in the Bush administration**, which is peppered with people who have long records of activism on behalf of Israel in the United States, of policy advocacy in Israel, and of promoting an agenda for Israel often at odds with existing U.S. policy. These people, who can fairly be called Israeli loyalists, are now at all levels of government, from desk officers at the Defense Department to the deputy secretary level at both State and Defense, as well as on the National Security Council staff and in the vice president's office. [...]

*CounterPunch*, 13 décembre 2002, "A Rose By Another Other Name, The Bush Administration's Dual Loyalties", by Kathleen and Bill Christison, former CIA political analysts.

<<http://www.counterpunch.org/christison1213.html>>

#### INTERVIEW DE ILAN PAPPE

par Radio Orient Paris

M. Ilan Pappé, vous êtes l'une des figures de proue du courant connu sous le nom des "nouveaux historiens" israéliens, né en 1988, date à laquelle les archives israéliennes et britanniques ont été ouvertes, ce qui a permis une nouvelle lecture de la période qui a donné naissance à l'Etat d'Israël en 1948. Période fêtée par Israël et considérée comme une grande catastrophe par les Palestiniens. Vous considérez qu'un nettoyage ethnique a eu lieu à ce moment-là, nettoyage à l'origine du conflit au proche orient.

Vous êtes l'auteur notamment de *La guerre de 1948 en Palestine aux origines du conflit israélo-arabe*, livre dans lequel vous racontez également l'exode des Palestiniens chassés de leurs terres et leur destin une fois devenus des réfugiés.

Vous enseignez, depuis 10 ans, l'histoire du Moyen-Orient, à l'université de Haifa.

Vous avez reçu dimanche 12 mai 2002 une convocation à un procès dans votre université. L'accusation représentée par le professeur Arye Rattner, Doyen de la faculté de Sciences humaines, demande votre expulsion en raison de propos diffamatoires que vous auriez eus à l'égard de cette institution, en 2000, à la suite de l'affaire Katz, du nom d'un étudiant de maîtrise, Teddy Katz, qui a dévoilé dans son mémoire un des massacres perpétré par l'armée israélienne en 1948. Celui

du village de Tantoura. Vous considérez ce massacre comme l'un des plus horribles. Quelles sont selon vous les véritables raisons de cette tentative d'expulsion ?

**Ilan Pappé** : Trois raisons ont motivé cette décision. La première est que j'ai signé une pétition appelant la communauté européenne à sanctionner le milieu académique israélien pour son manque d'indépendance à l'égard du gouvernement. J'ai été l'un des neuf universitaires israéliens à le faire ce qui a provoqué la colère de nombreuses personnes à l'université qui ont alors décidé d'utiliser mes critiques lors de l'affaire Katz pour régler du même coup un vieux compte.

La deuxième raison est que j'ai finalement réussi à trouver un journal universitaire en hébreu qui a accepté de rendre public un article retraçant l'affaire Katz, le massacre de Tantoura, ainsi que les critiques que j'ai émises à l'égard de l'université à cause de sa position dans cette affaire.. J'avais fait cet article en anglais à l'époque de cette affaire. Mais les Israéliens ne lisent pas l'anglais. Ils s'en foutent, vous pouvez tout publier tant que vous ne le faites pas en hébreu. La demande d'expulsion est aussi une tentative pour empêcher cette publication.

La troisième raison est que je m'apprête à donner un cours sur la *Nakba* l'an prochain à l'université. Personne ne l'a jamais fait avant dans les universités israéliennes. On ne peut pas dicter à un enseignant le contenu de son cours en Israël. Dieu merci, nous avons encore cette indépendance, alors on essaye de vous expulser pour que le cours n'ait pas lieu.

L'appel au boycott du milieu académique israélien, l'article en hébreu sur l'affaire Katz et le massacre de Tantoura ainsi que mon cours sur la *Nakba* sont les véritables trois raisons de cette expulsion.

Mais les raisons qui m'ont été signifiées dans la convocation ont été quelques critiques que j'avais énoncées en condamnant l'université à la suite de l'affaire Katz à savoir: j'avais jugé immorale la position qu'a adoptée l'université dans cette affaire, j'avais parlé de lâcheté mue par des motivations idéologiques.

**Q** : Pouvez-vous me parler du massacre du village de Tantoura, sujet de mémoire de Teddy Katz, et de la procédure pénale dont a fait les frais l'étudiant à la suite des conclusions de sa recherche basée sur les témoignages enregistrés des survivants du massacre et de vétérans israéliens qui ont participé à ce massacre ?

**Ilan Pappé** : Le village de Tantoura faisait parti des 64 villages palestiniens qui se situaient dans la petite région très peuplée, délimitée par ce qui est devenu aujourd'hui Tel Aviv au sud et Haïfa au nord.

En mai 1948, tous ces villages ont été effacés. Leurs habitants ont été expulsés. L'armée israélienne se contentait en principe d'expulser les Palestiniens. Elle ne les massacrait pas. Mais à Tantoura, un très grand village de 1500 habitants, l'armée a encerclé le village. Les habitants n'avaient aucun moyen de s'échapper. Les soldats se sont retrouvés avec tous ces Palestiniens à leur merci. C'est alors qu'ils ont décidé de les massacrer pour s'en débarrasser. Ils ne voulaient pas se retrouver avec des prisonniers de guerre. A chaque fois que cette situation s'est présentée, il y a eu recours au massacre. Les femmes étaient épargnées. Mais les hommes dont l'âge était au-dessus de 13 ans, y passaient. Les conclusions de Katz correspondent aux témoignages qu'il a recueillis, que des documents de l'armée israélienne viennent confirmer. Ces conclusions font état de 200 à 250 personnes massacrées à Tantoura dans le cadre d'une entreprise plus globale de nettoyage ethnique qui a lieu en 1948.

L'université a octroyé la mention très bien au mémoire de Katz dont des extraits ont été repris par la presse israélienne lançant un débat en Israël qui a poussé des vétérans de la brigade qui a commis ce massacre à Tantoura à poursuivre l'étudiant pour diffamation. L'unité qui porte la responsabilité du massacre de Tantoura...

**Q** : Cette même unité dont certains membres se sont confiés à Teddy Katz...

**Ilan Pappé** : Oui. Certaines personnes avaient admis avoir commis le massacre. Quelques-uns ont nié ce qu'ils avaient affirmé lors de ces témoignages. Mais les enregistrements attestent de ce qu'ils avaient d'abord avoué. Puis pour des raisons que Katz lui même n'arrive pas s'expliquer, après deux jours de procès, il a déclaré à la cour "j'ai eu tort, j'ai fabriqué ces témoignages, j'ai menti, ils n'ont pas commis un massacre, j'offre des excuses !" Il faudrait l'écouter. Il pourrait s'expliquer. Il subissait une énorme pression. Ce qui est important c'est que 12 heures plus tard il s'est dit "mais qu'est ce que je viens de faire ? Je maintiens mes conclusions" mais c'était évidemment trop tard. Les excuses faites l'avaient discrédité aux yeux du public. Il a alors exprimé le désir de faire appel mais le tribunal en Israël ne vous permet pas de le faire si vous avez signé des excuses.

L'affaire s'est ainsi terminée en novembre 2001. L'université lui a alors retiré son titre et son mémoire. Il est naïf. Il veut réécrire sa thèse pour aboutir aux mêmes conclusions dans l'espoir qu'elle soit acceptée cette fois-ci. J'en doute fort ! Il a l'intention de présenter de nouveau sa thèse dans deux mois.

**Q** : Quelle a été votre réaction à l'issue de cette affaire Katz ? Réaction qu'on vous reproche aujourd'hui presque deux ans plus tard ?

**Ilan Pappé** : J'ai rédigé une lettre à l'intention de nombreuses associations d'historiens dans le monde. Je leur ai dit que j'étais seul dans ma lutte pour dénoncer l'issue de cette affaire. Lutter contre cette décision qui est à mon sens outrageuse me paraissait très important. Dans ma lettre je dénonçais l'attitude de l'université et disais qu'ils auraient pu reprendre le

mémoire sur quelques imperfections qui n'auraient d'ailleurs pas changé la conclusion finale. Mais au lieu de ça, l'université s'est battue pour que la vérité ne puisse pas se faire sur la *Nakba*. J'ai alors expliqué cela aux présidents d'associations et je leur ai dit que l'université, soumise à une pression extérieure, pourrait reconsidérer ses positions. Mais, American Release and Studies Association a été la seule association à répondre à mon appel. Et l'université a donc ignoré son intervention.

**Q** : Comment a réagi l'université à vos critiques à l'époque ?

**Ilan Pappé** : Je suis boycotté à l'université depuis. Je suis exclu de toutes les rencontres universitaires, de tous les séminaires qui se tiennent, des conférences. Ce boycott atteint son summum avec ce procès intenté contre moi pour tenter de m'expulser et que doit prendre en charge le seul tribunal habilité à le faire. Le tribunal disciplinaire, qui peut expulser un enseignant même après 10 ans d'ancienneté.

**Q** : Au lieu de demander à vos collègues de vous soutenir vous avez fait appel aux universitaires dans le monde. Parce que vous aviez testé par le passé leur passivité à diverses occasions. Pouvez-vous me parler de ces occasions là ? Et la raison pour laquelle ils restent passifs cautionnant du coup la répression de la liberté de pensée et d'expression ?

**Ilan Pappé** : Quand j'ai publié ma position à l'issue de l'affaire Katz. L'Université a annulé ma participation à trois conférences majeures qui ont eu lieu à l'Université de Haïfa et auxquelles j'avais été convié avant l'affaire Katz. J'ai alors fait appel à mes collègues de l'université pour leur demander de condamner publiquement ces annulations. Ils ont alors refusé de le faire. J'ai ensuite reçu quelques lettres personnelles où quelques collègues m'exprimaient leur soutien. Quand je leur ai demandé l'autorisation de publier ces lettres, ils ont de nouveau refusé.

Vous me demandez pourquoi ils se comportent de la sorte. Je peux vous répondre que le système académique en Israël est très conformiste. Ce sont des gens qui n'ont pas le courage de leurs idées. Ils ne sont pas prêts à mettre en danger leurs carrières. C'est une chose d'écrire un article général sur le droit des Palestiniens à un état mais c'est tout autre chose de se mettre en danger pour dénoncer la persécution d'une personne qui a des idées différentes, des idées anti-sionistes ou tout simplement parce qu'elle est arabe. Dans mon université, je n'ai trouvé personne qui soit prêt à prendre ce risque. Mais, maintenant et après ma convocation à comparaître devant un tribunal disciplinaire, il semble que de nombreux collègues commencent à se réveiller et se rendent mieux compte de ce qui se passe. Peut-être que cette fois j'obtiendrai un véritable soutien, mais c'est encore trop tôt pour le dire.

**Q** : Vos étudiants ne réagissent pas non plus ?

**Ilan Pappé** : Mes étudiants veulent réagir mais je ne veux pas qu'ils le fassent. Ils sont trop vulnérables et risquent de se voir expulser de l'université. Je leur ai demandé de montrer un profil bas. Je préfère que ce soit mes collègues qui réagissent. Eux, ne doivent avoir peur de rien du tout.

**Q** : Quand votre procès aura-t-il lieu ?

**Ilan Pappé** : Ils n'ont pas encore fixé de date. Ce qui signifie qu'ils sont encore en train de réfléchir à la question.

**Q** : Allez-vous vous présenter au procès ?

**Ilan Pappé** : Au départ j'ai annoncé que je n'allais pas le faire ; puis j'ai décidé de le faire sous le conseil d'une ONG palestinienne. J'ai décidé d'assister au procès. De faire appel à des avocats et aux médias locaux et internationaux. Il y a de nombreuses organisations des Droits de l'Homme qui ont offert d'envoyer des observateurs pour assister au procès. Je vais finalement en choisir une qui est britannique, British High Teacher Association, ils vont dépêcher une délégation pour assister au procès.

**Q** : Qu'avez-vous l'intention de faire si vous êtes expulsé ?

**Ilan Pappé** : Je chercherai du boulot. Ils n'arriveront pas à me terroriser. Je n'ai pas peur d'eux. J'ai reçu de nombreuses propositions pour enseigner à l'étranger. Mais je n'ai aucune intention de quitter le pays. J'ai également reçu une offre pour travailler dans une école palestinienne à Eblin, je pourrais choisir cette option. Je ne sais pas si l'université réussira à m'expulser vu la réaction internationale à ma convocation. Ça commence à avoir de l'effet. Mais cette action doit se poursuivre sinon bien sûr elle n'aura servi à rien.

**Q** : Pourquoi l'université a-t-elle attendu deux ans avant d'essayer de vous expulser de l'université ?

**Ilan Pappé** : L'ambiance en Israël s'est dramatiquement dégradée depuis février 2001. Avant cela, Israël n'était pas une grande démocratie mais acceptait le jeu démocratique. Ce qui signifie que des dissidents juifs comme moi, des radicaux juifs ou tout simplement, des juifs qui interrogent les questions à la base du consensus sioniste étaient tolérés même s'ils n'étaient pas aimés.

Bien sûr si mes collègues d'origine palestinienne avaient osé dire ce que je dis depuis 20 ans, ils l'auraient payé bien cher.

Mais, depuis février 2001, la majorité des Israéliens : ceux qui sont au pouvoir comme ceux qui ont conduit ce gouvernement au pouvoir ont décidé que le jeu démocratique les affaiblissait dans leur lutte contre les Palestiniens et contre le monde arabe. C'est là qu'ils ont commencé à harceler les gens comme moi, non plus exclusivement les victimes habituelles c'est-à-dire, les Palestiniens des territoires occupés, ou la minorité d'origine palestinienne en Israël. Ils harcèlent même des juifs israéliens politiquement au centre. Par exemple, Yaffa Yarkoni, une chanteuse populaire septuagénaire, réputée depuis plus d'un demi-siècle pour ses chants de guerre,. Elle a suivi les infos à la télé ; elle a vu ce qui s'est passé à Jénine et elle a exprimé sa colère. Elle a dit que cela lui rappelait ce que les nazis avaient fait durant la deuxième guerre mondiale. Conséquence : elle n'a plus le droit de se produire. Elle a été publiquement condamnée. Elle a des problèmes économiques parce qu'elle ne peut plus travailler. Et je vous parle là d'une femme du centre, je ne vous parle pas de moi. Elle a été menacée de mort. Elle ne circule plus qu'accompagnée de ses 3 gardes du corps. Il y a aussi Gaby Gazit. C'est un journaliste qui dirigeait un programme d'information à la télé. Il penche très légèrement vers la gauche. On ne peut même pas dire qu'il est franchement de gauche. Disons qu'il a été critique et ça lui a valu une expulsion de la télé. Il y a de plus en plus de procédures judiciaires contre des universitaires qui ont soutenu les soldats qui se refusent à servir dans l'armée israélienne. Voilà l'ambiance régnante en Israël et c'est cette ambiance qui fait que les gens qui ont toujours voulu m'avoir ont jugé que le temps était maintenant venu pour qu'ils puissent le faire.

**Q** : A quel moment les "nouveaux historiens" dont vous faites parti n'ont plus été tolérés par le gouvernement israélien ?

**Ilan Pappé** : Les "nouveaux historiens" sont apparus en 1988. C'était à la base un petit groupe d'historiens dont je faisais parti qui suite à leurs recherches ont compris que la version officielle de l'histoire israélienne en ce qui concerne la période de 1948, celle de la création de l'état d'Israël était fausse. Que c'était un mensonge intentionnel. Ils ont alors essayé de réécrire ce qui s'est passé en 1948. La vérité s'est avérée plus proche de la version palestinienne que de celle israélienne. Au milieu des années 1990, le groupe s'est étendu pour devenir un courant de pensée composé d'intellectuels, d'universitaires, auteurs d'ouvrages critiques non plus uniquement de la période de 1948 mais aussi des années 1960, du sionisme en général. Le gouvernement israélien a accepté un certain nombre de critiques et d'accusations de la part de penseurs connus sous le nom de penseurs anti-sionistes. Ce mouvement englobait également des artistes. On percevait ce regard critique dans le cinéma israélien dans le théâtre, dans la presse. Même dans les ouvrages scolaires. Ce courant de pensée était toléré jusqu'en 1999. En 1999, le gouvernement israélien a commencé à considérer que ce mouvement constituait une menace pour lui. Il a alors voulu faire taire cette pensée. Retirant toutes ses traces des ouvrages scolaires, des programmes de télévision et de radio. Mais c'était encore supportable. Les choses se sont accélérées après l'élection de Sharon et après la deuxième intifada.

**Q** : Quel a été l'impact des "nouveaux historiens" sur l'opinion publique israélienne ?

**Ilan Pappé** : Je pensais dans les années 1990 que l'impact de ce courant était significatif sur l'opinion publique israélienne. Il l'a été au niveau du milieu éducatif. Mais nous n'avons pas eu un impact sur la pensée politique. Mais la réaction même du milieu éducatif contre ce courant est telle que je ne pense pas qu'il aura une quelconque influence sur l'opinion publique dans un avenir proche. Peut être qu'à long terme, les racines donnerons des fleurs mais ça prendra des années et je le crains, encore plus de sang versé.

**Q** : Vous dirigez l'institut pour la paix en Israël...

**Ilan Pappé** : Je l'ai dirigé pendant 10 ans puis j'ai arrêté. L'institut pour la paix a été fondé en 1993, c'était un institut de recherche pour la paix arabo-juif. L'idée était de diriger les travaux de doctorants arabes et juifs intéressés par des recherches retraçant une histoire de la paix entre Juifs et Arabes en Palestine. Nous avons réalisé de bonnes choses. Nous avons publié des travaux en arabe à l'intention du monde arabe et en hébreu. Nous avons fait un bon travail pour montrer l'importance de l'histoire pour l'avenir d'une histoire israélo-palestinienne commune. Cet institut a fermé ses portes il y a maintenant un an et demi de cela. Je voulais que notre travail soit incisif et mes collègues ont plutôt opté pour une coopération avec le gouvernement et je n'aime pas coopérer avec le gouvernement.

**Q** : Quelles sont, selon vous, les conditions pour que la paix soit possible en Israël ?

**Ilan Pappé** : Nous avons d'abord besoin d'une très forte pression internationale sur le gouvernement israélien. Des sanctions doivent être prises. Un peu comme à l'exemple de celles qui ont été prises contre l'Afrique du Sud. Il n'y a pas de forces politiques à l'intérieur d'Israël qui pourrait servir d'alternative au gouvernement de Sharon. Il n'y a plus de gauche. Disons plutôt qu'il ne reste plus grand-chose de la gauche. En tout cas, elle ne constitue plus une alternative. D'où la nécessité d'une pression internationale pour changer les choses. L'histoire a démontré l'efficacité de telles pressions sur un pays. Puis, les Israéliens doivent comprendre qu'ils doivent payer pour leurs actions. Ils doivent payer un prix économique et culturel. Nous sommes tous en train de payer le prix du sang . La pression internationale est nécessaire car je crains une nouvelle *nakba* très bientôt. Nombreux sont les Israéliens qui commettraient une nouvelle *nakba* sans aucune hésitation. Spécialement si les Américains décident d'attaquer l'Irak. Ils justifieront cela par une situation de guerre et,

dans une situation de guerre, vous pouvez perpétrer des choses que vous ne pouvez pas faire en temps de paix.

Puis dans un plus long terme, les Israéliens doivent reconnaître ce qu'ils ont fait lors de la création de l'état d'Israël en 1948, c'est la clé de la solution. Si Israël reconnaît le nettoyage ethnique qu'elle a perpétré en 1948, on pourrait alors commencer un processus de réconciliation et les Israéliens seront surpris de constater la bonne volonté que mettront les Palestiniens dans toutes les questions : que ce soit la question de la création d'un état palestinien ou le nombre de réfugiés qui reviendront en Israël, sur la question de Jérusalem. Sur toutes les questions. Si seulement les Israéliens disaient "nous avons menti sur l'histoire de la création de l'état d'Israël. Nous avons commis un nettoyage ethnique."

Nous devons reconnaître nos crimes. Nous devons parler de nos crimes. Nous vous devons des compensations. C'est pourquoi, nous devons permettre aux réfugiés de retourner chez eux. Alors seulement, nous pourrons parler de paix. Il faut accompagner tout ça bien sûr par la fin de l'occupation.

**Q** : Le peuple israélien est-il prêt pour cela ?

**Ilan Pappé** : Non, non, non ! Il n'est pas prêt. C'est la raison pour laquelle j'ai laissé tomber la politique pour me consacrer à l'éducation. Cela demande un long processus d'éducation. Cela n'arrivera pas en deux ou 3 ans. Je crains qu'il ne faille encore quelques années de sang versé, pour que le peuple israélien se rende compte que c'est la seule solution possible pour arriver à la paix.

**Q** : Vous étiez en train de parler de la *nakba* à venir. Mais cette *nakba* touchera également les militants israéliens pour la paix...

**Ilan Pappé** : Oui. Absolument. Absolument. Trois groupes seront les victimes de la prochaine *nakba* : les Palestiniens des territoires occupés, la minorité palestinienne en Israël, puis tout juif qui vit en Israël et qui n'adhère pas à la pensée régnante. Ces trois groupes seront les victimes de cet horrible scénario que j'espère n'aura pas lieu. Mais cela dépend beaucoup de la pression internationale.

**Q** : Quel est votre regard de "nouvel historien" et de militant pour la paix sur cette opération rempart qui selon les Israéliens devait servir à éradiquer le supposé terrorisme palestinien ?

**Ilan Pappé** : Cette opération a conduit à trois résultats très néfastes : Premièrement, elle a détruit l'infrastructure qui rendait la vie possible en Cisjordanie. Ça prendra des années pour la reconstruire. Deuxièmement, elle a motivé de nombreux Palestiniens à se transformer en bombes humaines, puis malheureusement, elle a rendu la population israélienne encore plus récalcitrante à toute solution pour la résolution du conflit. Tout ce qui intéresse ce gouvernement c'est sa politique intérieure, il n'a pas de vision globale. Il est fixé, regarde sur Netanyahu. Cette opération rempart est à situer dans le cadre de la bataille de pouvoir de ce gouvernement contre Netanyahu. Cette opération pour lui est une réussite dans ce sens. Il a montré qu'il utilisait la brutalité sans aucune hésitation, il espère montrer par là qu'il a un meilleur programme pour gérer ce qu'Israël appelle le problème palestinien.

**Q** : N'est-ce pas trop simpliste de dire qu'à l'intérieur d'Israël il y a ceux qui se battent pour la paix et ceux qui refusent la paix ? N'est-ce pas beaucoup plus compliqué que ça ?

**Ilan Pappé** : C'est un peu plus compliqué que ça. La société israélienne a été endoctrinée durant 50 ans. D'une manière assez complexe dans la mesure où ce n'était pas une dictature. C'est pour cela que la majorité des Israéliens pensent que ce qu'ils font est bien. Ce n'est pas une dictature où les gens ont peur de parler autrement. Ils veulent parler comme ça. C'est pour cela que je parle d'éducation et de pression internationale. C'est comme les blancs durant l'apartheid en Afrique du sud. Les blancs voulaient l'apartheid. On ne le leur a pas imposé. Ça les arrangeait. Ils en ont profité. Et il a fallu une pression internationale pour mettre fin à l'apartheid et bien sûr la lutte de l'ANC pour la libération.

**Q** : Quel est le pourcentage de ceux qui pensent comme vous en Israël ?

**Ilan Pappé** : Ils ne sont pas nombreux. Ils ne représentent qu'une goutte d'eau dans un océan.

Circulait le 15 janvier 2003.

<[http://infos.samizdat.net/article.php3?id\\_article=193](http://infos.samizdat.net/article.php3?id_article=193)>

RAPPEL AU MEURTRE

**Israel to kill in U.S., allied nations**

By Richard Sale

Israel is embarking upon a more aggressive approach to the war on terror that will include staging targeted killings in the United States and other friendly countries, former Israeli intelligence officials told United Press International. Israeli Prime Minister Ariel Sharon has forbidden the practice until now, these sources said, speaking on condition of anonymity. The Israeli statements were confirmed by more than a half dozen U.S. foreign policy and intelligence officials in interviews with UPI. With the appointment of Meir Dagan, the new director Israel's Mossad secret intelligence service, Sharon is also preparing "a huge budget" increase for the spy agency as part of "a tougher stance in fighting global jihad (or holy war)," one Israeli official said.

Since Sharon became Israeli prime minister, Tel Aviv has mainly limited its practice of targeted killings to the West Bank and Gaza because "no one wanted such operations on their territory," a former Israeli intelligence official said. Another former Israeli government official said that under Sharon, "diplomatic constraints have prevented the Mossad from carrying out 'preventive operations' (targeted killings) on the soil of friendly countries until now."

He said Sharon is "reversing that policy, even if it risks complications to Israel's bilateral relations." A former Israeli military intelligence source agreed: "What Sharon wants is a much more extensive and tough approach to global terrorism, and this includes greater operational maneuverability." Does this mean assassinations on the soil of allies? "It does," he said. "Mossad is definitely being beefed up," a U.S. government official said of the Israeli agency's budget increase. He declined to comment on the Tel Aviv's geographic expansion of targeted killings.

An FBI spokesman also declined to comment, saying: "This is a policy matter. We only enforce federal laws." A congressional staff member with deep knowledge of intelligence matters said, "I don't know on what basis we would be able to protest Israel's actions." He referred to the recent killing of Qaed Salim Sinan al Harethi, a top al Qaida leader, in Yemen by a remotely controlled CIA drone. "That was done on the soil of a friendly ally," the staffer said. But the complications posed by Israel's new policy are real. "Israel does not have a good record at doing this sort of thing," said former CIA counter-terrorism official Larry Johnson.

He cited the 1997 fiasco where two Mossad agents were captured after they tried to assassinate Khaled Mashaal, a Hamas political leader, by injecting him with poison. According to Johnson, the attempt, made in Amman, Jordan, caused a political crisis in Israeli-Jordan relations. In addition, because the Israeli agents carried Canadian passports, Canada withdrew its ambassador in protest, he said. Jordan is one of two Arab nations to recognize Israel. The other is Egypt. At the time, Israeli Prime Minister Binyamin Netanyahu said, "I have no intention of stopping the activities of this government against terror," according to a CNN report.

Former CIA officials say Israel was forced to free jailed Hamas founder Sheikh Ahmad Yassin and 70 other Jordanian and Palestinian prisoner being held in Israeli jails to secure the release of the two would-be Mossad assassins. Phil Stoddard, former director of the Middle East Institute, cited a botched plot to kill Ali Hassan Salemeh, the mastermind of the 1972 Munich Olympics massacre. The 1974 attempt severely embarrassed Mossad when the Israeli hit team mistakenly assassinated a Moroccan waiter in Lillehammer, Norway. Salemeh, later a CIA asset, was killed in Beirut, Lebanon, in 1976 by a car bomb placed by an Israeli assassination team, former U.S. intelligence officials said. "Israel knew Salemeh was providing us with preventive intelligence on the Palestinians and his being killed pissed off a lot of people," said a former senior CIA official.

But some Israeli operations have been successful. Gerald Bull, an Ontario-born U.S. citizen and designer of the Iraqi supergun -- a massive artillery system capable of launching satellites into orbit, and of delivering nuclear chemical or biological payloads from Baghdad to Israel -- was killed in Belgium in March 1990. The killing is still unsolved, but former CIA officials said a Mossad hit team is the most likely suspect. Bull worked on the supergun design -- codenamed Project Babylon -- for 10 years, and helped the Iraqis develop many smaller artillery systems. He was found with five bullets in his head outside his Brussels apartment. Israeli hit teams, which consist of units or squadrons of the Kidon, a sub-unit for Mossad's highly secret Metsada department, would stage the operations, former Israeli intelligence sources said. Kidon is a Hebrew word meaning "bayonet," one former Israeli intelligence source said. This Israeli government source explained that in the past Israel has not staged targeted killings in friendly countries because "no one wanted such operations on their territory." This has become irrelevant, he said.

Dagan, the new hard-driving director of Mossad, will implement the new changes, former Israeli government officials said. Dagan, nicknamed "the gun," was Sharon's adviser on counter-terrorism during the government of Netanyahu in 1996, former Israeli government officials say. A former military man, Dagan has also undertaken extremely sensitive diplomatic missions for several of Israel's prime ministers, former Israeli government sources said. Former Israel Defense Forces Lt. Col. Gal Luft, who served under Dagan, described him as an "extremely creative individual -- creative to the

point of recklessness." A former CIA official who knows Dagan said the new Mossad director knows "his foreign affairs inside and out," and has a "real killer instinct." Dagan is also "an intelligence natural" who has "a superb analyst not afraid to act on gut instinct," the former CIA official said. Dagan has already removed Mossad officials whom he regards as "being too conservative or too cautious" and is building up "a constituency of senior people of the same mentality," one former long-time Israeli operative said.

Dagan is also urging that Mossad operatives rely less on secret sources and rely more on open information that is so plentifully provided on the Internet and newspapers. "It's a cultural thing," one former Israeli intelligence operative explained. "Mossad in the past has put its emphasis on Humint (human intelligence) and secret operations and has neglected the whole field of open media, which has become extremely important." Regarding Mossad's new policy and budget increase, Kim Farber an Israeli Embassy official said, "There is so little information available on this, there is nothing I can add."

UPI, 15 Jan. 2003.

<<http://www.upi.com/view.cfm?StoryID=20030115-035849-6156r>>

Voici les commentaires qu'inspirent ces nouvelles au porte-parole du président, la Maison Blanche:

White House Press Briefing with Ari Fleischer Tuesday, January 21, 2003 - 12:30 PM by Russell Mokhiber

**Mokhiber:** Ari, UPI reported last week that Prime Minister Sharon of Israel has given the green light to Mossad, the Israeli intelligence service, to engage in targeted killings in the United States and other friendly countries. The report says that Mossad has in the past engaged in assassinations in Belgium, Norway, and other European countries, but never in the United States. Is the administration aware of this new Israeli policy and has the administration agreed to it?

**Ari Fleischer:** [ *Toujours faux-jeton* ] That's the first I've heard of it, so I have no comment to offer on it.

**Mokhiber:** Could we get comment from you?

**Ari Fleischer:** I'll see if there is something on it.

**Mokhiber:** You and the President have repeatedly said that Saddam Hussein gassed his own people. The biggest such attack was in Halabja in March 1988, where some 6,800 Kurds were killed. Last week, in an article in the *International Herald Tribune*, Joost Hiltermann writes that while it was Iraq that carried out the attack, the United States at the time, fully aware that it was Iraq, accused Iran. This was apparently part of the U.S. tilt toward Iraq in the Iran-Iraq war. The tilt included billions of dollars in loan guarantees. Sensing he had carte blanche, Saddam escalated his resort to gas warfare -- graduating to ever more lethal agents. So, you and the President have said that Saddam has repeatedly gassed his own people. Why do you leave out the part that the United States in effect gave Saddam the green light?

**Ari Fleischer:** Russell, I speak for President George W. Bush in the year 2003. If you have a question about statements that were purportedly made by the administration in 1988, you need to address those somewhere other than this White House. I can't speak for that. I don't know if it is accurate, inaccurate, but you have all the means to ask those questions yourself.

## LE PLUS BÊTE

Les services de propagande sionistes sont à la peine. Les massacres continuels auxquels se livrent les "soldats" israéliens (parlons plutôt des mercenaires ukrainiens, russes, éthiopiens, bédouins, encadrés par des officiers ashkénazes, commandés par des généraux iraniens), ces massacres, dis-je, ne plaisent pas. Les opinions publiques sont dégoûtées par les procédés ignobles de ces juifs et pseudo-juifs. Démolir des maisons, avec les gens dedans, assassiner les femmes et les enfants, torturer en masse, tout cela ne fait pas joli dans le tableau. Or les écraseurs de vieillards, les assassins d'enfants, les tortionnaires de jeunes ont besoin de fric et ils voudraient qu'on les aime. Ils ne comprennent pas que cette image d'horreur qu'ils inspirent vient exclusivement de ce qu'ils font. Ils préfèrent se masturber avec l'idée que le monde a été, est et sera antisémite et qu'ils n'y peuvent rien.

Alors ils engagent des propagandistes. Le dernier recruté est un chercheur bidon que nous connaissons bien: il s'appelle Jacques Tarnéro et sort un film intitulé *Décryptage*.

Il s'agit d'analyser la façon dont les médias "couvrent" les événements de Palestine. Tarnéro juge que cette couverture est trop favorable au point de vue palestinien, alors que nous jugeons qu'elle est absolument favorable au pouvoir en place, mais que les gens, les spectateurs, auditeurs, lecteurs comprennent, malgré tout, plus ou moins ce qui se passe, c'est-à-dire qu'un génocide est commis là, sous nos yeux, par nos "alliés", par des gens qui parlent au nom des victimes du Grand Zolocauste pour cacher le fait qu'ils sont en train d'en commettre un autre, avec notre fric, notre aide et notre bénédiction. Tarnéro, comme l'ambassade israélienne, croit que c'est encore trop de critiques et il demande qu'on applaudisse les meurtres de masse, les barrages qui pourrissent la vie, les couvre-feux indéfinis, et les brutalités racistes au quotidien commises par une soldatesque qui vole et qui viole.

Il affirme en prologue de ce film qu'il existe une volonté de "délégitimer" Israël, non pour ce qu'il fait, mais pour ce qu'il est, ce qui est parfaitement faux, puisque tout son film va essayer de faire croire qu'Israël ne fait pas ce qu'on voit qu'il fait et qu'Israël a le droit, la légitimité, de faire ce qu'il fait et que nous n'approuvons pas parce que nous sommes méchants, racistes, antisémites, à coup sûr.

Mais qui pose la question de la légitimité d'Israël, sinon les actes commis par les forces israéliennes, qui prouvent, aux yeux de tous, qu'elles défendent des valeurs illégitimes, qu'elles pratiquent l'épuration ethnique, qu'elle vole la terre tous les jours (la moitié de la Cisjordanie en 35 ans d'occupation est passée, légalement et illégalement, aux mains des occupants. Rappelons que l'occupation hitlérienne, qui n'a pas pratiqué le vol des terres, n'a duré que 4 ans). Israël est effectivement entièrement dénué de légitimité car pour maintenir sa présence depuis 1948 les sionistes ont recours à la force brute, tous les jours, soit en faisant la guerre (on ne les compte plus) soit en massacrant un peu, en terrorisant, en enfermant dans des camps spéciaux, bref, en montrant que la force prime le droit, partout et tout le temps dans cette affaire.

Ce n'est pas ce pauvre Tarnéro qui va démontrer le contraire. Pourquoi on a fait encore une fois appel à ce pauvre type ? C'est un mystère profond. Il y a beaucoup d'argent dans les fonds de propagande sioniste et il sait où s'adresser pour traire cette vache à lait. Mais si les sionistes avaient un poil de bon sens, ils ne confieraient pas leurs intérêts à des complets imbéciles dans le genre Tarnéro. C'est de l'argent fichu par les fenêtres.

### ***Décryptage : la presse au pilori dans le conflit du Proche-Orient***

Paris, 22 jan (AFP) - Les réalisateurs Jacques Tarnéro et Philippe Bensoussan "décryptent", d'un point de vue pro-israélien, le conflit du Proche-Orient et accusent les médias français d'être pro-palestiniens, dans un documentaire controversé sorti mercredi dans une salle à Paris.

*Décryptage*, qui met en cause la presse écrite, la télévision ainsi que l'AFP pour sa couverture du conflit, affiche clairement la couleur. "Ce film n'est pas un documentaire prétendant à la neutralité", dit une voix off en introduction. "Il veut dire une opinion, une indignation". Ce film de une heure quarante a été réalisé par Jacques Tarnéro, réalisateur de *Autopsie d'un mensonge* sur le fait négationniste, qui a dirigé le Centre de recherche sur l'antisémitisme, [*Lequel ? Lequel ? C'est du bidon*] et Philippe Bensoussan, réalisateur de clips (Alain Souchon), de spots et de "docu-drama".

A travers les témoignages à charge de journalistes, de professeurs, de philosophes et d'hommes politiques, les deux réalisateurs signent un film à thèse qui met au banc des accusés aussi bien Yasser Arafat --tenu pour responsable de l'échec de Camp David et considéré comme l'instigateur d'une deuxième Intifada programmée-- que la presse accusée de jeter de l'huile sur le feu. "L'imaginaire politique français contemporain se nourrit d'une double dette: celle de Vichy à laquelle s'ajoute celle de la guerre d'Algérie", déclare un commentaire en voix off. Les réalisateurs appuient cette thèse par des extraits de journaux télévisés et des images d'archives, mettent en cause "le parti pris" des photographes, dissèquent le vocabulaire des médias et pèsent le poids des mots.

Ils reprochent notamment à l'AFP, "première agence arabophone" et "première source d'informations pour tous les médias français", de participer à un "travail de désinformation, d'intoxication". La direction de l'Agence, qui n'a pas eu la parole dans *Décryptage*, rappelle pour sa part que ses journalistes au Proche-Orient "font leur travail au péril de leur vie, selon les règles déontologiques de la profession. Comme leurs confrères de la presse mondiale, ils s'emploient à rendre compte d'événements douloureux et dramatiques, avec rigueur et équilibre". Ils "appliquent des règles rédactionnelles rigoureuses sur le conflit israélo-palestinien, concernant notamment la terminologie employée", souligne la direction de l'Agence.

*Le Monde* est, lui, invité à réagir dans le documentaire, mais dans son édition de mercredi le quotidien estimait que "la mise en scène du film (...) relève, ni plus, ni moins du procès à charge. Soit un montage d'images et de témoignages souvent tronqués et imprécis (...) Ce genre de mise en scène procède au mieux de la partialité, au pire de la **malhonnêteté**", ajoute Jacques Mandelbaum. De son côté, Ange-Dominique Bouzet écrit dans *Libération*: "Ce manifeste confusionniste fondé sur l'omission et l'amalgame se veut une «analyse». On dira plutôt qu'il s'agit d'une entreprise de **désinformation militante**".

*Décryptage* est le premier long métrage produit par Sophie Dulac Productions, dirigée par Sophie Rachline Dulac, petite-fille de Marcel Bleustein-Blanchet, le fondateur de l'agence Publicis. Elle est à la tête de cinq cinémas parisiens dont l'Arlequin où est programmé le film. Une affaire judéo-juive, encore une fois.

#### LETTRE D'UN CURIEUX

De Michel Dakar E.D.E. à :

Monsieur Yossef Shvo, Maire de Nes Ziona, Abenim Street n° 9, Nes Ziona, Israël.

Paris, le 12 décembre 2002

Monsieur,

Sur le territoire de votre commune existe depuis 1952 l'Israéli Institut of Biological Research, dont l'activité consiste en la mise au point et en la fabrication d'**armes biologiques de destruction de masse**.

Un réseau d'organisations non gouvernementales, nommé Bioweapons Prevention Project, a été créé à l'occasion de la Conférence d'examen de la Convention contre les armes biologiques, qui s'est tenue à Genève en novembre 2002. Ce réseau est composé d'une dizaine des plus importantes organisations non gouvernementales occidentales scientifiques et religieuses. L'objet de ce réseau est la surveillance des Etats possédant des programmes de production d'armes biologiques et d'informer le public.

Une information a été rapportée par un journaliste accrédité auprès des Nations Unies, M. Robert-James Parsons, selon laquelle l'Etat d'Israël a mis au point "des souches de bactéries capables de s'attacher à certain gène caractéristique d'un groupe ethnique particulier (en l'occurrence ceux de certaines communautés arabes du Moyen-Orient, surtout les Irakiens), et **capable de tuer plus vite que la peste**". Cette information est parue dans le journal *Le Courrier*, de Genève, en date du 21 novembre 2002.

Déjà, le *Sunday Times* de Londres, du 15 novembre 1998, rapportait que l'Etat d'Israël tentait d'identifier des gènes spécifiques aux populations arabes afin de mettre au point une arme biologique susceptible d'atteindre les Arabes **en épargnant les Juifs**. Le *Sunday Times* citait à l'appui de ses informations un militaire israélien non identifié, et des sources proches des services secrets occidentaux. Dans le même article, ce journal rapportait aussi que ce programme était développé à l'Institut biologique "Nes Tziyona", où des chercheurs auraient localisé "une caractéristique dans le profil génétique de certaines communautés arabes, en particulier des Irakiens", que pour le député israélien Dedi Zucker, "moralement, étant donné notre histoire, nos traditions et notre expérience, une telle arme est **monstrueuse** et devrait être rejetée", et que l'inquiétude à ce sujet est d'autant plus compréhensible qu'à entendre des responsables du Centre de défense biologique de Porton Down (Grande-Bretagne), de telles armes sont du domaine du possible.

Auparavant, les actes de destruction visaient les individus ou les communautés d'individus. C'est la première fois dans l'histoire de l'humanité, et plus largement dans l'histoire de la vie, qu'un acte de destruction est **prémédité** grâce à ce qui constitue l'essence même de la vie, grâce à ce qui permet la transmission de l'expérience, de la mémoire et de l'histoire; de l'évolution, c'est-à-dire les gènes.

Vous portez, Monsieur Yossef Shvo, une responsabilité historique, devant le monde, en tant que première personnalité politique sur le territoire de la commune de laquelle se commet ce crime.

Ces activités sont menées par le gouvernement d'Israël, en collaboration avec le gouvernement des Etats-Unis. En effet, il existe un transport aérien **hebdomadaire** entre Tel Aviv et New York, qu'empruntent le personnel et le matériel en rapport avec ces activités.

Ces activités sont une menace de mort pour toute l'humanité. Elles sont de plus une atteinte au principe même de la vie.

Je vous demande instamment de vous opposer à ce **crime**.

Dans l'attente de vos nouvelles, veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de mon respect.

<<http://equidence.org/shvo1.htm>>

Le site comprend une traduction anglaise de cette lettre.

DÉSINFORMATION

#### Lettre de M. Bernard FISCHER à propos d'une opération de désinformation sioniste

A Paris, le dimanche 15 décembre 2002

Camarades

Des sites sionistes d'extrême droite lançaient le 5 novembre une violente campagne de propagande contre moi-même, Ginette Skandrani, Bernard Cornut et Mohammed Latreche, des militants et des composantes du réseau Palestine et de la communauté arabo musulmane. Cette propagande vise à notre diabolisation, nous serions le nouvel axe du mal, on nous accuse d'antisémitisme et d'incitation au terrorisme.

C'est l'heure d'un premier bilan des conséquences de cette campagne. Elle provoquait généralement deux types de réactions.

Des militants et des associations exprimaient spontanément leur solidarité inconditionnelle, comme nous manifestions notre solidarité en faveur de la CAPJPO au mois d'août 2002, comme nous manifestions notre solidarité pour le journaliste Daniel Mermet quand les sionistes l'attaquaient en justice, comme nous manifestions toujours notre solidarité inconditionnelle pour tous les militants et toutes les associations du réseau Palestine contre les sionistes. Je les en remercie.

D'autres militants et d'autres associations faisaient le choix inverse.

Le 2 décembre, la coordination des collectifs Palestine Ile de France organisait un **procès stalinien contre moi** dont les pièces du dossier d'accusation étaient les documents des sites sionistes d'extrême droite et **décidait mon exclusion**.

La coordination des collectifs Palestine Ile de France connaissait au fil des semaines une double évolution positive et négative. Le positif était la place de plus en plus importante de la coordination Palestine dans l'organisation des initiatives de solidarité pour la Palestine. Le négatif était le noyautage, l'entrisme, l'infiltration et la récupération de la coordination Palestine **par la LCR**. Il ne s'agit pas du tout d'un problème personnel, c'est un problème

tolement politique, la stratégie de la LCR est une stratégie d'instrumentalisation du mouvement social, d'introduction de clivages politiques et de règlements de comptes de politique intérieure française à l'intérieur du réseau Palestine. La coordination Palestine est une association de fait de collectifs de fait. La coordination Palestine n'est pas une association loi 1901. Elle n'a pas d'adhérents individuels. L'exclusion d'un représentant d'un collectif n'a pas de sens.

A cette étape, des précisions relatives aux sites sionistes d'extrême droite sont nécessaires. Le document de base est le document du site <Proche-Orient.info> d'Elisabeth Chemla. Le site <Amnestia.net> de Didier Daeninckx cite abondamment le site <Proche-Orient.info>. Le site <Amnestia.net> est indisponible depuis le 7 décembre. Cela serait-il la conséquence de la révélation des relations entre les deux sites ? Un troisième site, <aipj.net>, cite intégralement le document de <Proche-Orient.info>. <aipj.net> est encore plus réactionnaire, il prend position ouvertement contre l'islamisation de la France et pour les thèmes classiques de l'extrême droite française.

Je faisais des copies de ces documents internet et je diffusais en même temps ma lettre du 3 décembre et les copies de ces documents.

Par la diffusion de ces copies, par cette stratégie de défense, je prenais des risques, je leur faisais de la publicité, mais c'était la seule stratégie de défense dans la mesure où ils étaient les seules pièces du dossier d'accusation.

Ces documents internet sont des faux en totalité et je porterai plainte contre eux. Plus exactement, ce sont des faux à 99 % et ils interviennent dans des circonstances dans lesquelles ils invalident et ils inversent le sens du 1 % de vrai.

Je prendrais seulement deux exemples, un exemple relatif au contenu et un exemple relatif à la question des organisateurs, des intervenants, des participants et des non participants à la réunion publique du 26 octobre.

Ainsi, dans le document de <Proche-Orient.info>, il y a dix mots de vrai quand il cite mon intervention selon laquelle «il y a de la place pour tout le monde» dans les manifestations contre la guerre et pour la Palestine. Cela dit, pour le rédacteur anonyme du document (Azzedine Khalef n'existe pas, c'est un pseudonyme, c'est une image virtuelle), la totalité des participants seraient des révisionnistes et des islamistes, et il y aurait donc de la place pour les révisionnistes et les islamistes dans les manifestations contre la guerre et pour la Palestine.

Le deuxième exemple est relatif à la question des organisateurs, des intervenants, des participants et des non participants à la réunion publique du 26 octobre.

Je me souviens d'une époque où la précision de ses informateurs faisait la force du lobby sioniste. Apparemment, ils ont maintenant des problèmes de compétence professionnelle.

Le seul organisateur de la réunion publique était donc le parti des musulmans de France. Les organisateurs de cette réunion publique n'étaient ni moi-même, ni les révisionnistes, ni les islamistes, ni personne d'autre. C'était une réunion publique dont le thème était «quelles réponses à la croisade de Bush», ce n'était pas une réunion interne du parti des musulmans de France.

Le parti des musulmans de France n'est pas un parti antisémite, ni révisionniste, ni islamiste, ce n'est même pas un parti religieux, c'est un parti laïc, selon sa charte constitutive.

Quand à la religion, depuis quand une organisation religieuse est-elle forcément une organisation d'extrême droite ? L'une des plus importantes organisations de la plate forme des ONG françaises pour la Palestine est le comité catholique contre la faim et pour le développement. Le Vatican prend position clairement pour la Palestine et contre la guerre, pour l'application des résolutions de l'ONU. Où est le problème ?

Une seule organisation, le parti des musulmans de France, participait à la réunion comme organisation. La totalité des intervenants à la tribune et dans la salle intervenaient à titre personnel. Ginette Skandrani, militante de l'association «La Pierre et l'Olivier», n'intervenait pas comme représentante de son association, elle intervenait à titre personnel, elle n'avait pas de mandat de son association, elle n'en avait pas besoin, Bernard Cornut, président de la coordination pour la levée de l'embargo contre l'Irak, n'intervenait pas comme représentant de son association, il intervenait à titre personnel, je n'intervenais pas comme représentant de la coordination des collectifs Palestine Île de France, encore moins comme son président, ni d'aucune autre association, j'intervenais à titre personnel.

Il n'y avait pas de co organisation de cette réunion publique par aucune autre association.

Le tract d'invitation à la réunion publique annonçait le nom de l'association organisatrice, le thème, la date, l'heure et le lieu de la réunion. Elle n'annonçait pas le nom d'aucun orateur. J'attends tranquillement la fabrication demain par le lobby sioniste d'une fausse invitation à cette réunion publique laquelle mentionnerait une liste d'orateurs.

En trente ans de vie militante, je portais la contradiction dans des milliers de réunions publiques, depuis deux ans, je portais la contradiction dans des dizaines de réunions publiques pour la Palestine et le terrorisme intellectuel du lobby sioniste ne changera pas mon engagement politique.

Ma participation récente à une autre réunion publique échappait apparemment au lobby sioniste. C'était le 11 septembre 2002 à l'AGECA. Il s'agissait d'une réunion publique à l'initiative de l'association des amitiés franco irakiennes sous la présidence de Gilles Munier, secrétaire général de l'association des amitiés franco irakiennes. Le lobby sioniste mène depuis des années une campagne de propagande contre Gilles Munier selon laquelle il serait un militant d'extrême droite. Le 11 septembre à l'AGECA, il y avait 70 participants dont, dans l'ordre alphabétique, Souleiman Abou Odeh, Ahmed Bouzid, Alice Bsereni, Bernard Cornut, Amaury Couderc, Louis Jean Duclos, Robert Duguet, Patrick Farbiaz, Bernard Fischer, Xavière Jardez, Roland Laffitte, Patricia Latour, Mohammed Latreche, Thierry Meyssan, Gilles Munier, Jean Sanchez, Monder Sfar, Ginette Skandrani, Sobhi Toma et Yves Vargas. Pour le lobby sioniste, tous ces militants et responsables d'associations seraient certainement des antisémites, des révisionnistes et des islamistes.

Depuis deux ans, le parti des musulmans de France organisait des manifestations de solidarité pour la Palestine à Strasbourg comme d'autres organisations en organisaient à Paris. A Strasbourg comme à Paris, le lobby sioniste portait plainte contre les organisateurs de ces manifestations sous le prétexte selon lequel il y aurait des mots d'ordre antisémites dans ces manifestations. A Strasbourg comme à Paris, aucune de ces plaintes n'aboutissait jamais.

Le 26 octobre, il y avait donc quatre personnes physiques à la tribune. Je connaissais bien trois d'entre elles. Il y avait Mohammed Latreche, le président du parti des musulmans de France, Ginette Skandrani et Bernard Cornut, deux militants parisiens de gauche et d'extrême gauche depuis vingt et trente ans.

Il y avait une quatrième personne dont le nom est Serge Thion. Je ne connaissais pas Serge Thion, je ne le voyais jamais dans ma vie, je ne le connais toujours pas, il ne m'intéresse pas, mes accusateurs le connaissent apparemment très bien, on le présente généralement comme un révisionniste, c'est sa réputation. Je combats le révisionnisme en général, c'est un combat politique, je ne discuterai pas la réputation de Serge Thion, il y a des tribunaux pour cela.

Lisez attentivement le document de <Proche-Orient.info> et enlevez tous les passages relatifs à Serge Thion. Du point de vue de la technique de fabrication du faux, vous obtenez le même document et les mêmes conséquences.

Je participais à cette réunion publique, j'arrivais après le début de la réunion, je restais une demie heure, je partais avant la fin.

Je suis un militant laïc et anti raciste. Je suis aussi un militant anti impérialiste, anti colonialiste et anti sioniste. Le sionisme est une idéologie raciste et confessionnelle. Dans le réseau Palestine, des militants présentent le sionisme comme une idéologie progressiste. Dans toutes les manifestations pour la Palestine et pour tous les Palestiniens en Palestine et dans le monde entier, les sionistes sont des fascistes et des terroristes. Des militants et des

associations du réseau Palestine ne partagent pas ce mot d'ordre.

Les tentatives de division des sionistes à l'intérieur du mouvement anti guerre continueront. Elles sont autant de tentatives de censure de ces questions. Ils n'y arriveront pas.

Bernard Fischer  
77290 Mitry Mory

#### INFILTRATION

Les sionards infiltrent la droite raciste. Acculés, montrés partout du doigt, ils se lancent à corps perdu dans la dénonciation de l'islam, en espérant éveiller des échos racistes chez les Français. La vieille droite, avec ce qu'elle traîne de son passé colonial, de ses exploits en Algérie et de ses réflexes anti-bougnoules, est la proie toute désignée pour servir de fantassins pour la reconquête sioniste, pensée et animée depuis Tel Aviv. On voit ainsi des sites qui proposent en PDF des livres d'Oriana Fallaci ou de Guillaume Faye. Voir

<<http://oumma.org>> <<http://photochoc.org>> <<http://aipj.net>>  
<<http://elysee-2007.org>> <<http://mrav.org>> <<http://sos-racaille.org>>

Administrative Contact: Vannier, Eric, [sos-racaille@liberty-web.net](mailto:sos-racaille@liberty-web.net)  
Case Postale 2819-12, Geneve, GE CH-1022

<<http://annee-algerie.org>> Administrative Contact:

Bouzouri, Ahmed [webmaster@annee-algerie.org](mailto:webmaster@annee-algerie.org)  
12 Rue Hassiba Ben Bouali, ALGER, ALGER n/a  
DZ Fax: 61247852101

<<http://5eme-colonne.org>> Administrative Contact:

Martel, Charles [resistance@5eme-colonne.org](mailto:resistance@5eme-colonne.org)  
1 Lubianka Ploshad, Siedmooi etaj, ofis 007  
MOSCOU, MOW 007-007

*On voit qu'à l'évidence nous avons affaire à des plaisantins et que toutes les adresses sont bidon.*

"Le premier invité de Canal-Resistance est Alexandre Del Valle, auteur bien connu pour ses ouvrages et analyses dénonçant l'islamisation de la France et le danger que représente l'islam dans le monde. Pour connaître le déroulement de l'interview et lui poser vos questions, connectez-vous d'urgence sur <<http://canal-resistance.net/>><http://canal-resistance.net/>  
Rubrique "Interview

*Ces gens n'ont qu'une seule idée: propager le racisme, semer le chaos, palestiner, gazaïfier, c'est là-dedans qu'ils prospèrent.*

AAAAAAVVVWWWVVVAAAAAA

## 2 GUANTANAMO OU LE DÉNI DU DROIT

### L'ABOLITION DU DROIT AUX ETATS-UNIS

Un citoyen US peut être traité en "combattant ennemi"

La quatrième Cour d'appel de circonscription américaine a rendu un jugement important qui risque de faire jurisprudence, à moins que la Cour suprême, une fois saisie de l'affaire, n'en décide autrement, ce qui serait étonnant, vu la "déférence" dont font montre les hauts magistrats à l'égard de la Maison blanche, qui les nomme, et du Pentagone. La Cour d'appel a ainsi annulé la sentence d'une juridiction inférieure concernant le cas de Yasser Asem Hamdi. Ce jeune homme de 22 ans a été capturé, selon l'accusation, "un AK 47 à la main" en Afghanistan. Détenu à Mazar-e-Sharif pendant la révolte et le massacre des prisonniers, il fut ensuite transféré à Guantanamo avant qu'on découvre que ce Saoudien était né en Louisiane et était donc citoyen US. Il fut donc transféré sur un bateau-prison à Norfolk, Virginie, mais néanmoins traité en "combattant ennemi", c'est-à-dire privé d'avocat et interdit d'accès aux preuves que disait détenir l'accusation. Le premier tribunal, à Norfolk, ayant jugé qu'il avait, en tant que citoyen US, un droit à la défense et à la vision des preuves contre

lui, l'accusation a fait appel et la Cour d'appel lui a donné raison. L'avocat commis d'office pour le "défendre" a été empêché de s'entretenir avec lui. La Cour d'appel, constituée de 3 juges, dont 2 nommés par Reagan et 1 par Clinton, a jugé que sa qualité de citoyen US ne s'opposait pas à ce qu'il soit traité "selon les lois de la guerre", même si la guerre d'Afghanistan était "non conventionnelle", donc en tant que "combattant ennemi". La Cour a bien pris soin de préciser que cette "règle" s'appliquait à un citoyen US pris les armes à la main dans une zone de combat hors du territoire US et non pas à un citoyen US arrêté aux USA mêmes. Elle entendait ainsi que son arrêt ne fasse pas jurisprudence pour des prisonniers comme José Padilla, cet ancien membre d'un gang urbain converti à l'Islam, arrêté à l'aéroport de Chicago à son retour du Pakistan et accusé d'avoir préparé un attentat avec une "bombe sale" nucléaire. Le jugement sur Hamdi a été fortement critiqué par de nombreux juristes et des organisations de défense des libertés. "Cette décision entérine la création d'un no man's land constitutionnel", a commenté Susan Herman, prof de droit à l'Ecole de Droit de Brooklyn. D'autres commentateurs ont comparé cette situation à celle des citoyens US d'origine japonaise internés sans jugement durant la seconde Guerre Mondiale et qui ont eu droit, bien plus tard, à des excuses du gouvernement US. Hamdi devra donc attendre maintenant une éventuelle sentence de la Cour suprême.

GUANTANAMO:

Premier camp de concentration off shore de l'Empire!

### Appel du Collectif Guant@namo - janvier 2003

Depuis un an, 625 citoyens de 42 pays sont enfermés dans le Camp baptisé X-Ray ("Rayon X") de la base militaire US de Guantanamo, sur l'île de Cuba. Étiquetés "combattants ennemis" par le Pentagone, ils n'ont aucun statut. Ils ne sont en effet ni prisonniers de guerre, ni prisonniers politiques, ni même détenus de droit commun. Enfermés dans des cages, ils sont otages du bon vouloir du chef de la première puissance mondiale, le nouveau croisé George Bush. La juridiction US ne s'appliquant pas sur le territoire de Guantanamo, le Camp X Ray est le premier camp de concentration off shore (=extraterritorial) de l'Empire.

Hors du droit, les otages de Guantanamo sont aussi maintenus hors du monde, pratiquement coupés de toute communication avec l'extérieur, que ce soit avec leurs parents, leurs avocats ou des élus de leur pays. Cette situation unique est une grande première dans l'histoire mondiale. Si nous ne nous y opposons pas, elle est appelée à se reproduire ailleurs, pour d'autres otages, par exemple demain des Iraquiens ou même des militants no global (=anti-mondialisation) de pays démocratiques. L'effet Guantanamo se fait déjà sentir aux quatre coins de la planète. De très nombreux gouvernements, cédant aux pressions de la CIA et du Pentagone, ont déjà pris des dispositions pour créer dans leur pays des zones de non-droit, au nom de la "guerre contre le terrorisme". Nous vous appelons donc à vous mobiliser pour animer une campagne mondiale contre Guantanamo, sur les thèmes suivants:

1\* - Les otages de Guantanamo ont des droits: droit à la défense, droit à la communication, droit à la justice.

2\* - Ils doivent être soit jugés, soit libérés.

3\* - Les Nations unies doivent constituer une commission indépendante d'enquête et d'instruction, composée d'experts des 5 continents, pour déterminer où et par qui les prisonniers doivent être jugés. Pendant les travaux de cette commission, les prisonniers doivent être transférés de Guantanamo vers un pays neutre et confiés aux bons soins de la Croix-rouge et du Croissant-Rouge. La commission devra trancher entre 4 possibilités: remise en liberté, jugement aux USA, jugement en Afghanistan, jugement dans le pays d'origine du détenu. Elle devra établir un montant d'indemnités à verser par le gouvernement US à tous les prisonniers remis en liberté et à leurs familles.

Depuis un an, des parents de ces otages se battent un peu partout dans une grande solitude, secondés par des avocats courageux mais impuissants. La bataille de Guantanamo concerne tous les citoyens du monde épris de liberté, de pluralité, de diversité et de justice. Contre l'Empire, seules des multitudes multicolores peuvent empêcher que les pires cauchemars s'imposent à tous. Aujourd'hui à Guantanamo, demain chez toi!

**Nous constituons ce jour le collectif Guant@namo, partie prenante du réseau mondial Guant@namo, qui agit pour la fermeture de ce camp de concentration.**

L'engagement dans ce collectif se fait uniquement sur une base individuelle. Nous appelons tous ceux qui le veulent à nous rejoindre ou bien à créer leur propre structure et à établir une relation de travail avec nous. Le gage de réussite de la campagne sera sa capacité à mobiliser des multitudes dans un esprit mondial égalitaire, dans le respect des spécificités et des motivations particulières, pour "un monde contenant tous les mondes", contre toute forme de pensée unique et les monstruosité en découlant.

Pour tout contact avec le Collectif guant@namo, écrire à: xraydelta@lvo.info, ou appeler le 00 33 (0)6 13 99 28 86

**Nous vous informerons en retour de nos activités.  
Nous vous encourageons vivement à reproduire et diffuser cet appel!  
Envoyez-nous l'adresse des sites sur lesquels vous l'aurez publié.**

#### UNE ADHÉSION

Veillez enregistrer mon adhésion sans réserve aux objectifs du Collectif Guant@namo. Je suggère qu'il soit aussi fait mention du fait que Guantanamo est un territoire qui a été volé à la nation cubaine, très longtemps avant le castrisme, et que si ce territoire était revenu à ses possesseurs légitimes, le déni de justice créé par X-Ray n'aurait pas pu avoir lieu là.

Serge Thion

Ancien chercheur scientifique, révoqué politique.

#### **Communiqué lu lors du rassemblement à Paris pour la libération des prisonniers de Gantanamo**

A l'appel des associations : Le Collectif des Associations Françaises pour la Libération des Prisonniers de Guantanamo, La Pierre et l'Olivier, réseau de solidarité avec le peuple de Palestine et du Collectif de la Communauté Tunisienne en Europe,

Nous nous sommes rassemblés ce jeudi 9 janvier 2003 place Fontenoy, face au siège de l'Unesco, à Paris, pour protester énergiquement contre la séquestration de plus de 600 prisonniers de guerre dans le bagne de Guantanamo. Ces prisonniers-otages sont détenus dans des conditions inhumaines et dégradantes. Ils ont subi et continuent à subir des sévices physiques et psychologiques.

Nous déclarons solennellement que cette séquestration constitue une violation flagrante de la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Nous demandons à la communauté internationale de se mobiliser pour exiger la libération de ces prisonniers de guerre tant que les Etats-Unis continuent de violer le droit international en leur refusant ce statut et en les maintenant dans un flou juridique inacceptable. Si les Etats-Unis ont opté pour ce flou, c'est sans nul doute qu'ils craignent qu'une juridiction régulière ne révèle que cette opération n'est qu'un bluff politique pour justifier la guerre en Afghanistan, et les guerres actuelles contre les peuples irakien et palestinien.

Paris, le 9 janvier 2003

#### LE TOTALITARISME EN MARCHÉ

Contrairement à tout ce qu'ont élucubré la bonne Hannah et ses séides, le totalitarisme n'existe pas comme une situation acquise (encore que ... la Corée du Nord...) mais comme un but, une situation idéale où un pouvoir politique aurait les mains entièrement libres et régnerait sur des esprits entièrement asservis.

C'est le chemin que prennent les Etats Unis sous le mal-élu Belzébush 2, dit Boubouche. Il s'agit purement et simplement de l'abolition du droit. On se souviendra peut-être que la création des Etats-Unis, la sécession des treize colonies, s'est faite sur le sentiment que le droit, que les droits étaient déniés par la Couronne britannique à ses lointains sujets, qui avaient décidé de fonder leurs propres lois. Deux cents ans plus tard, suivant les traces du général Eisenhower qui, la veille de l'armistice du 8 mai 1945, avait décrété que les prisonniers de guerre allemands ne seraient pas, finalement, des prisonniers de guerre, pourvus de droits reconnus, mais du "personnel ennemi désarmé", entièrement dépourvu de droits, ce qui avait permis de faire mourir un ou deux millions d'hommes... Boubouche prend le relais et se réserve de décider à qui s'appliquera, ou non, le droit reconnu par les instances des Etats Unis. Si on ne nous croit pas, on croira peut-être davantage le *Washington Post*, qui raconte cela très bien:

#### LES TORTIONNAIRES MONDAINS

##### **Des responsables américains défendent la violence contre les suspects**

Les Etats-Unis dénoncent publiquement l'usage de la torture, mais plusieurs responsables américains justifient l'usage de la violence comme nécessaire pour interroger à l'étranger des prisonniers soupçonnés de terrorisme, a rapporté jeudi le *Washington Post*. "Si vous ne violez pas parfois les droits de l'Homme de quelqu'un, probablement que vous ne faites pas votre travail correctement", affirme un responsable des services de renseignement américains cité par le quotidien. "Je ne pense pas que nous voulons promouvoir une tolérance zéro dans ce domaine", ajoute-t-il. Tous les responsables interrogés

dans le cadre de cet article partagent cette opinion, selon le *Post*. Concernant les méthodes qui seraient utilisées par les services américains pour extorquer des renseignements aux prisonniers, le journal cite notamment la privation de sommeil. Dans le cadre de leur campagne antiterroriste, les Etats-Unis détiennent des suspects à l'étranger, notamment à Bagram (Afghanistan) et dans l'île de Diego Garcia (Océan Indien), selon le *Post*. A Bagram, sur la base aérienne située près de Kaboul, les prisonniers les plus recherchés, commandants talibans et hommes de main d'Al-Qaïda, **sont maintenus dans des conteneurs en acier disposés non loin d'un centre de détention**, précise le journal. Ceux qui refusent de coopérer avec la CIA sont contraints de rester debout ou agenouillés pendant des heures, un capuchon noir ou des lunettes teintées sur la tête. Parfois, ils sont maintenus dans une position inconfortable, soumis à une lumière intense pendant 24 heures, ont précisé au *Washington Post* des spécialistes du renseignement familiers des méthodes de la CIA. Dans certains cas, la CIA "sous-traite" en remettant des prisonniers à des services de renseignement de pays alliés (Jordanie, Maroc, Egypte) avec une liste de questions.

Cela se produit sans possibilité de recours juridique et implique en général des pays dont les services de sécurité ont la réputation d'utiliser des moyens violents. Selon plusieurs responsables américains et européens, les règles de droit en vigueur aux Etats-Unis ne s'appliquent pas à ces lieux de détention. Selon des responsables américains, environ 3.000 personnes soupçonnées d'appartenir à Al-Qaïda ont été arrêtées depuis le 11 septembre 2001.

<[http://infos.netscape.fr/info/NDepeche?id=112546&cat\\_id=3](http://infos.netscape.fr/info/NDepeche?id=112546&cat_id=3)>

26 décembre 2002.

*Rappelons que la torture est une vieille pratique des militaires et des policiers américains. Qu'on ne nous fasse pas rire avec les Droits de l'Homme. Au Viêt-Nam, les militaires américains ont installé des camps et des prisons spéciales, un peu partout, pour torturer ou superviser la torture des prisonniers ou des simples suspects. Souvent, les Américains emploient des tortionnaires locaux, plus raffinés, peut-être, dans la recherche de la douleur. Les Israéliens torturent sur une base régulière plusieurs milliers de prisonniers chaque mois. Ils donnent même volontiers de cours de torture aux polices sud-américaines et autres, avec lesquelles ils coopèrent. Franchement, à côté de l'ampleur et des moyens mis en oeuvre par les Américains pour extraire des confessions de force à des milliers de personnes du Moyen Orient, on voit que la Gestapo n'était qu'une troupe d'amateurs vautés dans la paresse. Les salopards formés par le cinéma américain sont de vrais professionnels. L'Amérique est la honte de l'humanité et le contraire de la civilisation.*

PAS TROP TÔT

### **L'ordre des avocats de Paris se mobilise pour les détenus de Guantanamo**

Devant le manque de résultat des recours judiciaires et des efforts diplomatiques, l'ordre des avocats du barreau de Paris se mobilise à son tour pour les six Français de Guantanamo. Le bâtonnier Paul-Albert Iweins s'est commis d'office, mercredi 11 décembre, afin d'obtenir une clarification du statut des prisonniers présents sur la base américaine de Cuba pour leur implication présumée dans le réseau Al-Qaïda. Comme les autres détenus, les Français demeurent dans l'incertitude sur leur régime juridique, ils n'ont toujours pas eu accès à un avocat et n'ont pas été informés des charges qui pèsent sur eux. «Il est inconcevable que la première démocratie du monde détienne des centaines de personnes dans des conditions contraires au droit international et aux valeurs pour lesquelles elle prétend se battre, souligne Me Iweins. Quelle que soit l'horreur des crimes qu'ils ont pu commettre, les prisonniers de Guantanamo doivent entrer dans un système de droit.» Le bâtonnier s'apprête à saisir la commission des droits de l'homme de l'ONU, dont le groupe de travail sur la détention arbitraire est présidé par le magistrat français Louis Joinet, ancien avocat général à la Cour de cassation. Il prévoit aussi de demander aux autorités américaines un droit de visite des prisonniers français. L'ordre des avocats de Paris compte sur l'appui des 31 barreaux étrangers -- dont celui de New York -- signataires d'une déclaration appelant au respect de l'Etat de droit dans la guerre contre le terrorisme.

Ces initiatives font suite à des recours judiciaires comme le dépôt, le 14 novembre, d'une plainte avec constitution de partie civile pour «détention arbitraire» par Mes William Bourdon et Jacques Debray, les avocats de Nizar Sassi et de Mourad Benchellali, deux des Français de Guantanamo. Le même jour, à l'occasion de sa rencontre à Washington avec son homologue américain John Ashcroft, le ministre de la justice, Dominique Perben, avait demandé aux Etats-Unis de «clarifier la situation juridique» des détenus de la base.

La décision prise juste après par Paris de coopérer avec la justice américaine sur le dossier de Zacarias Moussaoui, le Français détenu aux Etats-Unis pour sa possible implication dans les attentats du 11 septembre, pourrait faciliter les discussions. De plus, l'information judiciaire ouverte par le parquet de Paris, le 5 novembre, sur les activités terroristes présumées des détenus français offre un cadre juridique qui pourrait permettre leur extradition vers la France. Mais, pour l'instant, la situation demeure bloquée, comme le souligne Me Jean-Marc Florand, l'avocat de Khaled Ben Mustafa, l'un des détenus : «L'intervention du barreau de Paris ne peut avoir qu'une influence favorable mais ce sont les Américains qui

ont toujours les cartes en main.»

Frédéric Chambon  
*Le Monde*, 13 décembre 2002.

*Il faut regarder les choses en face: si les autorités américaines sont dans l'incapacité de formuler des griefs sérieux contre ces centaines de combattants pris en Afghanistan, c'est tout simplement parce qu'il n'y a rien de particulier à reprocher à ces fantassins d'une guerre déjà oubliée. Comme*

*Pour tout le reste, on est en face d'une Amérique totalement bidon, qui passe son temps à mentir et à promettre des révélations et des preuves qui n'arrivent jamais. L'Amérique est une baudruche que nous finirons à coups d'épingles.*

LE RÈGNE DE L'ARBITRAIRE

### **In Terror War, 2nd Track for Suspects Those Designated 'Combatants' Lose Legal Protections**

By Charles Lane

The Bush administration is developing a parallel legal system in which terrorism suspects -- U.S. citizens and noncitizens alike -- may be investigated, jailed, interrogated, tried and punished without legal protections guaranteed by the ordinary system, lawyers inside and outside the government say.

The elements of this new system are already familiar from President Bush's orders and his aides' policy statements and legal briefs: indefinite military detention for those designated "enemy combatants," liberal use of "material witness" warrants, counterintelligence-style wiretaps and searches led by law enforcement officials and, for noncitizens, trial by military commissions or deportation after strictly closed hearings.

Only now, however, is it becoming clear how these elements could ultimately interact.

For example, under authority it already has or is asserting in court cases, the administration, with approval of the special Foreign Intelligence Surveillance Court, could order a clandestine search of a U.S. citizen's home and, based on the information gathered, **secretly declare the citizen an enemy combatant, to be held indefinitely** at a U.S. military base. Courts would have very limited authority to second-guess the detention, to the extent that they were aware of it.

Administration officials, noting that they have chosen to prosecute suspected Taliban member John Walker Lindh, "shoe bomber" Richard Reid and alleged Sept. 11 conspirator Zacarias Moussaoui in ordinary federal courts, say the parallel system is meant to be used selectively, as a complement to conventional processes, not as a substitute. But, they say, the parallel system is necessary because terrorism is a form of war as well as a form of crime, and it must not only be punished after incidents occur, but also prevented and disrupted through the gathering of timely intelligence.

"I wouldn't call it an alternative system," said an administration official who has helped devise the legal response to the terrorist attacks of Sept. 11, 2001. **"But it is different than the criminal procedure system we all know and love. It's a separate track for people we catch in the war."**

At least one American has been shifted from the ordinary legal system into the parallel one: alleged al Qaeda "dirty bomb" plotter Jose Padilla, who is being held at a Navy brig, without the right to communicate with a lawyer or anyone else. U.S. officials have told the courts that they can detain and interrogate him until the executive branch declares an end to the war against terrorism.

The final outlines of this parallel system will be known only after the courts, including probably the Supreme Court, have settled a variety of issues being litigated. But the prospect of such a system has triggered a fierce debate.

Civil libertarians accuse the Bush administration of an executive-branch **power grab** that will erode the rights and freedoms that terrorists are trying to destroy -- and that were enhanced only recently in response to abuses during the civil rights era, Vietnam and Watergate.

"They are trying to embed in law a vast expansion of executive authority **with no judicial oversight** in the name of national security," said Kate Martin, director of the Center for National Security Studies, a Washington-based nonprofit group that has challenged the administration approach in court. "This is more tied to statutory legal authority than J. Edgar Hoover's political spying, but that may make it more dangerous. You could have the law serving as a vehicle **for all kinds of abuses.**"

Administration officials say that they are acting under ample legal authority derived from statutes, court decisions and wartime powers that the president possesses as commander in chief under the Constitution.

"When you have a long period of time when you're not engaged in a war, people tend to forget, or put in backs of their minds, the necessity for certain types of government action used when we are in danger, when we are facing eyeball to eyeball a serious threat," Solicitor General Theodore B. Olson, who leads the administration's anti-terrorism legal team in

the federal courts, said in an interview.

Broadly speaking, the debate between the administration and its critics is not so much about the methods the government seeks to employ as it is about who should act as a check against potential abuses.

#### **Executive Decisions**

Civil libertarians insist that the courts should searchingly review Bush's actions, so that he is always held accountable to an independent branch of government. Administration officials, however, imply that the main check on the president's performance in wartime is political -- that if the public perceives his approach to terrorism is excessive or ineffective, it will vote him out of office.

"At the end of the day in our constitutional system, someone will have to decide whether that [decision to designate someone an enemy combatant] is a right or just decision," Olson said. "Who will finally decide that? Will it be a judge, or will it be the president of the United States, elected by the people, specifically to perform that function, with the capacity to have the information at his disposal with the assistance of those who work for him?"

Probably the most hotly disputed element of the administration's approach is its contention that the president alone can designate individuals, including U.S. citizens, as enemy combatants, who can be detained with no access to lawyers or family members unless and until the president determines, in effect, that hostilities between the United States and that individual have ended. [*C'est la dictature pure et simple* ]

Padilla was held as a material witness for a month after his May 8 arrest in Chicago before he was designated an enemy combatant. He is one of two U.S. citizens being held as enemy combatants at the Navy brig in Charleston, S.C. The other is Yaser Esam Hamdi, a Saudi Taliban fighter who was captured by American troops in Afghanistan and sent to the U.S. prison at Guantanamo Bay, Cuba, until it was discovered that he was born in Louisiana.

Attorneys are challenging their detentions in federal court. While civil libertarians concede that the executive branch has well-established authority to name and confine members of enemy forces during wartime, they maintain that it is unconstitutional to subject U.S. citizens to indefinite confinement on little more than the president's declaration, especially given the inherently open-ended nature of an unconventional war against terrorism.

"The notion that the executive branch can decide by itself that an American citizen can be put in a military camp, incommunicado, is frightening," said Morton H. Halperin, director of the Washington office of the Open Society Institute. "They're entitled to hold him on the grounds that he is in fact at war with the U.S., but there has to be an opportunity for him to contest those facts."

However, the Bush administration, citing two World War II-era cases -- the Supreme Court's ruling upholding a military commission trial for a captured American-citizen Nazi saboteur, and a later federal appeals court decision upholding the imprisonment of an Italian American caught as a member of Italian forces in Europe -- says there is ample precedent for what it is doing.

Courts traditionally understand that they must defer to the executive's greater expertise and capability when it comes to looking at such facts and making such judgments in time of war, Bush officials said. At most, courts have only the power to review legal claims brought on behalf of detainees, such as whether there is indeed a state of conflict between the United States and the detainee.

In a recent legal brief, Olson argued that the detention of people such as Hamdi or Padilla as enemy combatants is "critical to gathering intelligence in connection with the overall war effort."

Nor is there any requirement that the executive branch spell out its criteria for determining who qualifies as an enemy combatant, Olson argues.

"There won't be 10 rules that trigger this or 10 rules that end this," Olson said in the interview. "There will be judgments and instincts and evaluations and implementations that have to be made by the executive that are probably going to be different from day to day, depending on the circumstances."

The federal courts have yet to deliver a definitive judgment on the question. A federal district judge in Virginia, Robert G. Doumar, was sharply critical of the administration, insisting that Hamdi be permitted to consult an attorney. But he was partially overruled by the U.S. Court of Appeals for the 4th Circuit, based in Richmond.

The 4th Circuit, however, said the administration's assertion that courts should have absolutely no role in examining the facts leading to an enemy combatant designation was "sweeping." A decision from that court is pending as to how much of a role a court could claim, if any. The matter could well have to be settled in the Supreme Court.

#### **Secret Surveillance**

The administration scored a victory recently when the U.S. Foreign Intelligence Surveillance Court of Review ruled 3 to 0 that the USA Patriot Act, passed by Congress shortly after the Sept. 11 terrorist attacks, gives the Justice Department authority to break down what had come to be known as "the wall" separating criminal investigations from investigations of foreign agents.

The ruling endorsed the administration's view that law enforcement goals should be allowed to drive Justice Department requests for special eavesdropping and search warrants that had been thought to be reserved for counterintelligence operations. But the court went further, agreeing with the administration that "the wall" itself had no real basis in pre-

Patriot Act law. Instead, the court ruled, "the wall" was a product of internal Justice Department guidelines that were, in turn, based partly on erroneous interpretations of the law by some courts.

There is no clear line between intelligence and crime in any case, the court said, because any investigation of a spy ring could ultimately lead to charging U.S. citizens with crimes such as espionage.

The decision overruled an earlier one by the lower-level Foreign Intelligence Surveillance Court, in which seven judges sharply criticized past Justice Department misstatements in applications for permission to do secret surveillance.

Administration officials say that the ruling permits what is only sensible -- greater sharing of information between federal prosecutors and federal counterintelligence officials.

Thanks to enforcement of "the wall" by FBI lawyers, they note, pre-Sept. 11 permission to search Moussaoui's computer was not sought, a crucial missed opportunity to prevent the attacks.

In practical terms, the ruling means that the attorney general would still have to convince the Foreign Intelligence Surveillance Court that he has probable cause to believe that a given subject of a wiretap or search is an agent of a foreign terrorist group, a standard that is not dissimilar to the one required for warrants in ordinary criminal cases.

Yet civil libertarians say that targets of such investigations who end up being ordered out of the country or prosecuted would lose a crucial right that they would have in the ordinary criminal justice system -- the right to examine the government's evidence justifying the initial warrant.

"So the government starts off using secret surveillance information not to gather information upon which to make policy, but to imprison or deport an individual, and then it never gives the individual a fair chance to see if the surveillance was lawful," Martin said.

*The Washington Post*, December 1, 2002.

<<http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn?pagename=article&node=&contentId=A58308-2002Nov30&notFound=true>>

## QUI FABRIQUE LE PLUS LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE ?

Israel: Germs, gas and A-bombs

### Fingers on all the buttons

*The world's best-known and most efficient 'secret' manufacturer of weapons of mass destruction is not Iraq, not even North Korea, but Israel. Neil Sammonds looks at a nuclear, biological and chemical warfare programme that even the Israeli Knesset cannot get access to, let alone the United Nations.*

In September 1986, Mordechai Vanunu, a technician at Israel's Dimona nuclear site, revealed to the *Sunday Times* that the nuclear military programme based there had produced 'over 200' nuclear warheads. Days later he was tricked into flying to Rome where he was abducted by Mossad agents and secretly transported to Israel. In November 1986, he was tried *in camera* and sentenced to 18 years' imprisonment, 14 of which were spent in solitary confinement.

In 1999, in response to a petition from *Yediot Ahronot* newspaper, the government released about 40 per cent of the trial documents.

The *Bulletin of the Atomic Scientists* estimates that Israel has the world's fifth largest stockpile of nuclear warheads (more than Britain, which it believes has 185).

In February 2000, Knesset member Issam Mahoul said Israel had '200 to 300' nuclear weapons; in August of that year, the Federation of American Scientists said that Israel could have produced 'at least 100 nuclear weapons, but probably not significantly more than 200'; the Stockholm International Peace Research Institute estimates 200.

Other sources, including *Jane's Intelligence Review*, estimate between 400 and 500 thermonuclear and nuclear weapons.

What Dimona is to Israel's nuclear programme, the Israeli Institute for Biological Research (IIBR) at Nes Ziona is to its chemical and biological warfare (CBW) programme. The high-security facility is absent from aerial survey photographs and maps, **on which it has been replaced by orange groves.** [*La falsification des cartes est une vieille méthode soviétique dont on voit que s'inspirent les terroristes israéliens* ]

Except for token visits to Dimona by a Norwegian team in 1961 and a US team in 1969, there has been no international scrutiny. Even the Knesset is denied access.

However, the 1993 report by the Office of Technology Assessment for the US Congress states that Israel has 'undeclared offensive chemical warfare capabilities' and is 'generally reported as having an undeclared offensive biological warfare programme'.

Anthony Cordesman of the Centre for Strategic and International Studies states that Israel has conducted extensive research into gas warfare and is ready to produce biological weapons.

According to an exhaustive study by Karel Knip, a Dutch journalist, the IIBR's work has included the synthesis of nerve gases such as **tabun, sarin and VX**.

The October 1992 crash of an El Al cargo plane in Amsterdam that caused at least 47 deaths and caused hundreds of immediate and subsequent mysterious illnesses led to the disclosure in 1998 that flight LY1862 was carrying chemicals including 50 gallons (environ 250 litres) of dimethyl methylphosphonate (DMMP) -- enough to produce 594 pounds of sarin. The DMMP was supplied by Solktronic Chemicals Inc of Morrisville, Pennsylvania, and was destined for the IIBR.

Avner Cohen has catalogued reported uses of biological weapons by Jewish forces during the 1948 war in Palestine. The Israeli historian Uri Milstein alleged that 'in many conquered Arab villages, **the water supply was poisoned** to prevent the inhabitants from coming back.' Milstein states that one of the largest of such covert operations caused the typhoid outbreak in Acre in May 1948.

The Palestinian Arab Higher Committee reported in July 1948 that there was some evidence that Jewish forces were responsible for a cholera outbreak in Egypt in November 1947 and in Syrian villages near the Palestinian-Syrian border in February 1948.

In May 1948, the Egyptian ministry of defence stated that four 'zionists' had been captured while trying to contaminate artesian wells in Gaza with 'a liquid which was discovered to contain germs of **dysentery and typhoid**'.

In 1954, it was widely reported that defence minister Pinhas Lavon had proposed using BW for special operations. Cohen says: 'Israel has presumably employed biological or toxin weapons for special operations.'

In 1955, Prime Minister Ben Gurion ordered the weaponisation and stockpiling of chemical weapons in case of a war with Egypt. Former Mossad agent Victor Ostrovsky claims that lethal tests have been performed on Arab prisoners at the IIBR. There are allegations that Israel has used CBW on numerous occasions: (images)

Chemical defoliants used by the army against Palestinian lands, including Ain el-Beida in 1968, Araqba in 1972 and Mejdal Beni Fadil in 1978;

Armed nuclear missiles in the 1967 and 1973 Arab-Israeli wars;

Chemical weapons in the 1982 war on Lebanon, including hydrogen cyanide, nerve gas and phosphorus shells;

In the 1980s lethal gases against Palestinian civilians and Palestinian, Lebanese and Israeli Jewish prisoners.

Discussing delivery systems, the *Bulletin of Atomic Scientists* states that Israel's F-16 squadrons based at Nevatim and Ramon are the most likely carriers of nuclear warheads and that a small group of pilots has been trained for nuclear strikes.

According to the *Sunday Times*, F-16s crews are also 'trained to fit an active chemical or biological weapon within minutes of receiving the command to attack'. Israel's F-4s, F-15s and Jaguars are also nuclear-capable.

Israel's Jericho I (with a range of 660km) and Jericho II (1,500km) missiles are nuclear-capable. The Shavit satellite launch vehicle is convertible into an intercontinental ballistic missile with a range of 7,800km.

Israel also has three Dolphin-class submarines, the Dolphin, the Leviathan and the Tekuma, which are reportedly modified to carry nuclear-tipped cruise missiles.

It is widely believed to possess a tactical nuclear capability, including small nuclear landmines, and strategic nuclear warheads that it can fire from cannons.

The UN Security Council regularly calls on Israel 'urgently to place its nuclear facilities under the safeguards of the International Atomic Energy Agency.'

Israel has signed but not ratified the Chemical Weapons Convention, but is one of only four countries in the world -- with Cuba, India and Pakistan -- not to have signed the Nuclear Non-Proliferation Treaty .

**Sources:**The US Campaign to free Mordechai Vanunu website.

<<http://www.nonviolence.org/vanunu>>

The US intelligence community's failure over the Dimona programme revealed by declassified documents from the 1960s researched by George Washington University.

<<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/israel/documents/document.html>>

Monterey Institute review of Israel's weapons of mass destruction.

<<http://cns.miis.edu/research/wmdme/israel.htm>>

Israel and Chemical/Biological Weapons: History, Deterrence, and Arms Control, a report (pdf) by Avner Cohen of the University of Maryland, author of *Israel and the Bomb* (New York Columbia University Press, 1998)

<<http://www.bsos.umd.edu/pgsd/people/staffpubs/Avner-CBwart.pdf>>

<[http://www.amazon.com/exec/obidos/tg/detail/-/0231104820/qid=1041612249/sr=8-1/ref=sr\\_8\\_1/103-8035656-](http://www.amazon.com/exec/obidos/tg/detail/-/0231104820/qid=1041612249/sr=8-1/ref=sr_8_1/103-8035656-8651867?v=glance&s=books&n=507846#product-details)

[8651867?v=glance&s=books&n=507846#product-details](http://www.amazon.com/exec/obidos/tg/detail/-/0231104820/qid=1041612249/sr=8-1/ref=sr_8_1/103-8035656-8651867?v=glance&s=books&n=507846#product-details)>

Cohen's article for the Bulletin of Atomic Scientists: Israel: Most Favoured Nation.

<<http://www.thebulletin.org/issues/1995/jf95/jf95Cohen.html>>

This article first appeared in issue 1/03 of *Index on Censorship*: Inside the Axis of Evil.  
<[http://www.indexonline.org/news/20030301\\_103\\_sammonds.shtml](http://www.indexonline.org/news/20030301_103_sammonds.shtml)>

CUL-CUL LA PRALINE

### La lutte antiterroriste s'est traduite par un recul des droits de l'homme

Dans son rapport annuel publié mardi 14 janvier, l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch pointe du doigt les Etats-Unis, accusés de négliger les droits de l'homme dans leur lutte contre le terrorisme. Pour ne pas offenser les pays asiatiques participant à cette lutte, les Etats-Unis ont été moins regardants. Résultat : les droits de l'homme ont cette année enregistré leur pire recul en Asie depuis plusieurs décennies.

Les Etats-Unis **négligent trop souvent les droits de l'homme** dans la conduite de la guerre contre le terrorisme, ce qui explique la baisse du soutien international à leur endroit, estime l'organisation Human Rights Watch dans son rapport général annuel publié mardi.

"Les terroristes violent les droits fondamentaux de la personne en s'en prenant aux civils, mais les Etats-Unis nuisent à ces principes **quand ils ignorent les abus** commis dans le cadre de la lutte contre le terrorisme par leurs alliés comme le Pakistan, la Chine, l'Arabie Saoudite ou les chefs de guerre afghans", déplore l'organisation de défense des droits de l'homme basée à New York. **[Ces enfoirés ne peuvent évidemment pas dire que le plus massif violateur des droits de l'homme, à côté de l'Etat juif, ce sont les Etats-Unis.]**

Les Etats-Unis, selon Human Rights Watch, ont tu leurs critiques sur la répression opportuniste en Asie afin de ne pas offenser des gouvernements qui par ailleurs coopéraient dans la guerre contre le terrorisme. Les protestations des militants des droits de l'homme dans les pays concernés "sont tombées dans l'oreille d'un sourd", poursuit HRW. L'organisation cite l'Inde, le Népal, le Cambodge, la Malaisie et Singapour comme des pays où les gouvernements "ont été satisfaits" de mettre en place de nouvelles dispositions en matière de sécurité, "ce qui cadrerait bien avec leur souhait de renforcer le pouvoir de l'Etat et de marginaliser les opposants".

Dans ce bilan de 558 pages sur le respect des droits de l'homme dans 58 pays en 2002, HRW souligne néanmoins que "l'administration Bush paraît reconnaître le lien entre répression et terrorisme dans sa stratégie de sécurité nationale", prenant certaines mesures pour promouvoir les droits de l'homme dans plusieurs pays alliés directement engagés dans la guerre contre le terrorisme comme l'Egypte et l'Ouzbékistan. (?????????????)

Washington a aussi tenté de promouvoir les droits de la personne dans des pays qui ne sont pas impliqués directement dans la lutte internationale contre la terreur dont la Birmanie, la Biélorussie et le Zimbabwe. Mais ses efforts ont été compromis par son refus de se préoccuper de la situation des droits de l'homme chez nombre de ses partenaires jugés clés **[cet article doit être traduit du patagon]** et son refus d'être assujéti aux normes qu'il exige des autres, estime HRW.

"Pour combattre le terrorisme, il faut le soutien de la population des pays où vivent les terroristes" et "faire preuve de sympathie avec des gouvernements oppresseurs n'est certainement pas le moyen d'obtenir ce soutien", relève Kenneth Roth, le directeur de HRW. C'est ainsi que les Etats-Unis sont très impopulaires au Pakistan car ils n'expriment aucune critique à l'encontre du général Pervez Moucharraf qui a pris le pouvoir par la force en 1999, note-t-il.

Même reproche adressé à Washington en Chine où l'administration Bush minimise la répression contre les musulmans du Xinjiang ou encore en Arabie Saoudite, un Etat des plus oppresseurs, mais vital pour les intérêts américains dans le Golfe. En outre, les Etats-Unis ignorent eux-mêmes les principes fondamentaux des droits de l'homme vis-à-vis des personnes suspectées d'être des terroristes, et détenues pour la plus grande partie sur la base américaine de Guantanamo, à Cuba. Washington refuse l'appliquer la convention de Genève sur les prisonniers de guerre faits en Afghanistan et fait un usage abusif de la catégorie du "combattant ennemi" appliqué à des suspects de délits criminels aux Etats-Unis, affirme HRW.

En 2002, Washington s'est efforcé de saper plusieurs initiatives importantes dont la Cour pénale internationale et une résolution de l'ONU **spécifiant que la guerre contre le terrorisme devrait être conduite en respectant les droits de l'homme**, insiste HRW. Pour elle, la lutte antiterroriste a aussi fourni une excuse aux autres pays occidentaux pour relâcher leur soutien au respect des droits de la personne. C'est ainsi que les gouvernements européens ont renoncé à leurs efforts pour faire pression sur la Russie, un allié anti-terroriste, pour que cessent les innombrables abus de son armée dans la conduite de la guerre en Tchétchénie.

*Le Monde*, 15 janvier 2003. *Qu'en termes galants...*

AAAAA VVVV WWWW VVAAAAA

### 3 L'IRAK DES MARAIS

#### C'EST LÀ QU'ON VA SE MARRER

«Le plan de démocratisation de l'Irak, que les responsables américains mettent au point depuis plusieurs mois, représenterait l'effort américain le plus ambitieux pour administrer un pays étranger depuis l'occupation du Japon et de l'Allemagne après la fin de la seconde guerre mondiale, selon le quotidien. Les hauts conseillers en politique étrangère de la Maison Blanche doivent finaliser les détails de ce plan et le présenter ensuite formellement au président américain, qui a déjà été informé du projet de manière informelle.»

*Ah les pauvres types ! Le boxon, la gabegie. Ces gens sont déjà bien incapables de régir leur propre pays, qui vit de corruption à tous les niveaux et de gangstérismes de toutes sortes, et ils veulent régenter les autres. C'est à se taper la tête contre le mur !*

#### IGNOBLE MESQUINERIE

On sait que sous l'impulsion des Amères Loques les Nations Unies, tenant l'Irak sous embargo, ont créé un système qui permet d'exporter un peu de pétrole irakien et de mettre l'argent de ces ventes sur un compte sous séquestre à New York. Une partie de ce fric va aux riches Koweïtiens, aux systèmes d'inspections du commerce irakien (sous-traités à des sociétés suisses ou autres qui servent de faux blaze à tous les espions du monde) et à des importations étroitement contrôlées par les Occidentaux. En raison du gel complet de ses transactions extérieures, l'Irak n'a pas pu s'acquitter de certaines petites dettes envers les Nations Unies engendrées par le fonctionnement normal des Nations Unies, qui doivent couvrir certains frais. Les Nations participantes payent au prorata de leur "poids" calculé avec des critères impressionnistes. L'Irak se voit donc devoir 12 millions de dollars d'arriérés à l'ONU. L'Irak, qui dispose de sommes mille fois plus élevées dans son compte séquestre et dans ses avoirs gelés en Occident, a demandé que l'on prélève cette somme pour l'acquitter de cette minuscule dette. Les Eats-Unis, qui doivent à l'Organisation des sommes cent fois supérieures, et depuis de très longues périodes, ont réclamé et obtenu que l'Irak, **qui ne remboursait pas sa dette**, voit son droit de vote suspendu aux Nations Unies. N'est-ce pas charmant ?

#### ILS Y SONT DÉJÀ

#### ILS N'ONT TROUVÉ QUE POUIC

#### **U.S. agents operating in Iraq: Analysts Special forces, CIA marking attack sites Baghdad suspicious of arms inspections**

John Donnelly  
Special to *The Star*

Washington -- About 100 U.S. special forces members and more than 50 Central Intelligence Agency officers have been operating in small groups **inside Iraq for at least four months**, searching for Scud missile launchers, monitoring oil fields, marking minefield sites, and using lasers to help U.S. pilots bomb Iraqi air-defence systems, according to intelligence officials and military analysts.

The operations, which also have included small numbers of Jordanian, British and Australian commandos, are considered by many analysts to be part of the opening phase of a war against Iraq, even though the Bush administration has agreed to a schedule of U.N. weapons inspections.

On Jan. 27, the U.N. team will report on whether it has found evidence of a program to develop chemical, biological or nuclear weapons. Soon after, the Bush administration is expected to announce whether Iraq is in "material breach" of U.N. resolutions and whether that is a trigger to an invasion aimed at toppling Saddam Hussein.

**War preparations have been in full swing for months.** The Pentagon says that 60,000 troops are now in the Persian Gulf region; that number could double in coming weeks. [...] "We're bombing practically every day as we patrol the no-fly zones, taking out air defence batteries, and **there are all kinds of CIA and special forces operations going on.** So I would call it the beginning of a war," said Timur Eads, a former U.S. special operations officer for 20 years who took part in missions inside Iraq in the 1990s. A U.S. intelligence official said the Iraq missions are separate from the work of the U.N. inspectors, but that the two operations may be moving in parallel.

The Iraqi government has also been highly suspicious of the U.N. inspection teams, dating to 1998 when it found that a few people on the teams were U.S. special forces members, according to Eads and a current special forces officer, who declined to be identified.

In the 1990s, special forces and CIA officers travelled undercover to various parts of Iraq, mostly in northern areas dominated by the Kurds, where distrust of U.S. intentions runs deep because of Washington's unwillingness to remove Saddam in the early 1990s.

**A large contingent of U.S. agents** are reported to be operating relatively freely in northern Iraq, where Saddam's reach has been weakened because the area falls under a no-fly zone and because of the Kurds' antipathy toward a regime that has gassed their people.

The Americans are reportedly working alongside fighters belonging to Kurdish factions. They are also said to be identifying potential leaders to work with in case of an invasion.

That tactic was used successfully in Afghanistan with the Northern Alliance. In another parallel to the covert operations in Afghanistan, **CIA and special forces members also are paying thousands of dollars** to those who co-operate with them, according to the official and the analysts.

In other parts of Iraq, special forces members are operating in small teams on a variety of missions. These are taking place in areas populated largely by Shiite Muslims **around Basra**, in the south, where mistrust of the Baghdad government is rife; in the **western desert** near the Jordanian border; and even **close to Baghdad**, according to the analysts.

"Just as we did prior to the Gulf War, they are getting as absolutely close to the urban areas as they can," said an analyst who spoke with a special operations team leader after he returned from Iraq in late November. "They are extremely careful, of course, and they're getting only as close to Baghdad as the commands will let them go.

"They also have been **a big help in the air strikes** over the last several months," the analyst said. "Many of the strikes on radar sites have been directed by guys on the ground using lasers. British, Australian and Jordanians commandos are also inside, too, although not in huge numbers."

One goal of the operations will probably be to have spies in Baghdad to watch Iraqi military movements, the analysts said.

"I would be very shocked if people are not already in Baghdad," said Eads. "Somebody is sitting there watching what defences are being built, how they guard key structures. Whether that's a U.S. citizen watching, I don't know. But there are a lot of computer salesmen passing through Baghdad now." He was referring to **business executives who may also double as spies**.

Near Jordan, the effort is "to identify likely areas for mobile missile operations," said Daniel Goure of the Lexington Institute, a Washington think-tank. Goure, who during the Persian Gulf War worked in the Pentagon under Paul Wolfowitz, now the deputy defence secretary, said he received his information from "friends in the Pentagon." "They want to see if there are tracks, if there are hide sites for the Scuds, and all the rest," Goure said of a mission designed to protect Israel, Jordan, and Saudi Arabia from Scud attacks.

Such retaliatory Iraqi missile launchings were unleashed on Israel and Saudi Arabia during the 1991 Gulf War. "The special forces teams are also during prep work in case they have to do extended operations," including searching for suitable areas for bases.

U.S. military and CIA officials continued to decline comment officially on the activities. "We do not comment about current operations, ongoing operations, supposed or otherwise," Lt.-Col. Martin Compton said at U.S. Central Command in Tampa, Fla. The activity, Goure and others said, surely has not escaped notice of the Iraqis. Several articles in the British press have referred to U.S. and British commandos inside Iraq. Mohammed al Douri, Iraq's ambassador to the United Nations, was in Baghdad late last week and could not be reached for comment, a spokesman for the Iraqi mission said. The analysts said that acknowledging the presence of special forces and CIA officers inside Iraq would not put the troops or operatives at increased risk.

The **Boston Globe** is withholding details of recent operations that may compromise future missions.  
*Boston Globe*

*The Toronto Star*, 6 janvier 2003

<[http://www.thestar.com/NASApp/cs/ContentServer?pagename=thestar/Layout/Article\\_Type1&c=Article&cid=1035776285030&call\\_pageid=968332188492&col=968793972154](http://www.thestar.com/NASApp/cs/ContentServer?pagename=thestar/Layout/Article_Type1&c=Article&cid=1035776285030&call_pageid=968332188492&col=968793972154)>

LES PETITS COMPTES FONT LES BONS ENNEMIS

### **War's toll: 158,000 Iraqis and a researcher's position**

By Thomas Ginsberg

This time, Beth Osborne Daponte will be leaving her calculator off.

A senior researcher at Pittsburgh's Carnegie Mellon University, Daponte was the Census Bureau demographer who

postulated in 1991 that 158,000 Iraqi men, women and children died during and shortly after the Persian Gulf war. In return, **she was reprimanded by her government, and saw her report rewritten** and her career sidetracked.

Today, with another war in Iraq a possibility, Daponte says she has no intention of trying to estimate Iraqi deaths again. Revealing finely tuned cynicism, she wonders whether it would be worth the stress.

"On some level, is it going to matter if it's 10,000 dead versus 80,000 dead?" Daponte said, shedding her scientific objectivity. "Hopefully, these would be deaths that effective diplomacy could avoid. The question is, have we exhausted all effective diplomatic alternatives?"

The casualty issue is rising again, almost 11 years to the day after Daponte's body count caused a national ruckus after the Pentagon said there was no way to estimate it. By her count, based on demographic projections and ground-level accounts, more Iraqi civilians than soldiers perished during and after the war.

Though many experts agree that Americans' support for war may hinge on U.S. deaths, some also ponder how many Iraqis may be killed without damaging the war's goals and its public support.

"I suspect most conservatives would not be terribly upset at a lot of Iraqi casualties," said Ted Galen Carpenter, a foreign-policy expert at the Cato Institute. "But... the administration is serious about keeping them low... . Its strategy is portrayed as a liberation of Iraq, and if there is a large number of civilian casualties it will be difficult to maintain that image."

Some independent analysts have speculated that 50,000 Iraqi civilians could die in a U.S. invasion. But others, including Daponte and Galen Carpenter, say there are far too many variables to make such a prediction. One suggests it won't matter much anyway, compared with Americans' deaths.

"As far as I can see, **Americans don't care about foreign casualties**," said John Mueller, an Ohio State University political scientist and expert on U.S. public opinion about war. "When we ask people point-blank in polls, they say it does matter. But the polling evidence suggests it really doesn't in the end," said Mueller, offering an example: "**How many American lives is worth one Somali life? Not one.**" Such assertions touch nerves across the spectrum from peace activists to war proponents. [...]

The issue was just as sensitive in 1991. Then, the U.S. goal was not killing civilians but ejecting Hussein's army from Kuwait. Still, the Pentagon afterward avoided making any estimate of Iraqi casualties; its only official number was U.S. military deaths - 146 soldiers. Iraq has only given a number of 1.7 million killed since 1989 by sanctions and war, a number most U.S. experts doubt.

Daponte, a staff demographer at the Census Bureau, was assigned to estimate Iraq's population as part of her job of producing country-by-country population estimates.

The University of Chicago-trained sociologist says she got permission to speak to any expert and use the best data from any source. She recalls she was given a few months, rather than the usual few days. She says she expected that her findings, like all others, would be printed in an unclassified report.

Her conclusion: **86,194 men, 39,612 women, and 32,195 children died in one year as a direct and indirect result of the U.S.-led attack** and the ensuing Shiite and Kurdish rebellions. About a quarter, 40,000, were Iraqi soldiers killed in combat.

The rest were civilians, **including 13,000 who got caught in the cross fire. About 70,000 civilians died after the war** due mainly to the destruction of water and power plants.

"I would do the work differently now... . We'd present the numbers as a range instead of a single estimate," she said. "But I still stand by those numbers."

When a Greenpeace activist made her tally public, the Census Bureau balked. The White House and Defense Department had just said no Iraqi casualty estimate was possible. Now a lowly number-cruncher had proclaimed tens of thousands dead.

Within days, **the Census Bureau notified Daponte that she was going to be fired**, saying she had falsified data and skirted a peer review. Her report **was rewritten** to suggest fewer civilian deaths, although it eventually survived as one of the few expert casualty estimates.

Daponte challenged her dismissal and eventually refuted the charges. But she found herself without any assignments and **forbidden to speak or write about Iraq**. [*C'est beau le pays de la démocratie, quand même, non ?*]

*The Philadelphia Inquirer*, Jan. 05, 2003

<<http://www.philly.com/mld/inquirer/news/nation/4874382.htm>>

CHOCHOTTES

### **De très nombreux soldats américains au Koweït victimes de malaises**

Selon une source de <proche-orient.info> au Koweït, plusieurs dizaines, voire des centaines de soldats américains basés dans le sud de l'Emirat ont récemment été victimes de malaises. Un début d'affolement avait pris les habitants qui craignaient un empoisonnement par l'eau. La hiérarchie militaire américaine a rassuré la population en affirmant que les analyses de l'eau n'ont rien révélé d'anormal. Quant à la nourriture, préparée sur place, est en cours d'analyse. Le commandement militaire au Koweït affirme que les produits alimentaires proviennent des Etats-Unis, d'Europe et du Koweït, par l'intermédiaire d'une entreprise américaine. Du personnel koweïtien travaille toutefois dans la préparation même des aliments.

12 décembre 2002

<[http://www.proche-orient.info/xjournal\\_conf.php3](http://www.proche-orient.info/xjournal_conf.php3)>

*Comme ça, ils pourront soigner leur surcharge pondérale.*

PETIT JEU

### **Brigadier General Says Israel is the problem not Iraq**

by James J. David a retired Brigadier General

(James J. David is a retired Brigadier General and a graduate of the U.S. Army's Command and General Staff College, and the National Security Course, National Defense University, Washington, DC. He served as a Company Commander with the 101st Airborne Division in the Republic of Vietnam in 1969 and 1970 and also served nearly 3 years of Army active duty in and around the Middle East from 1967-1969.)

Question: Which country alone in the Middle East has nuclear weapons?

Answer: Israel.

Q: Which country in the Middle East refuses to sign the nuclear non-proliferation treaty and bars international inspections?

Answer: Israel.

Q: Which country in the Middle East seized the sovereign territory of other nations by military force and continues to occupy it in defiance of United Nations Security Council resolutions?

Answer: Israel.

Q: Which country in the Middle East routinely violates the international borders of another sovereign state with warplanes and artillery and naval gunfire?

Answer: Israel.

Q: What American ally in the Middle East has for years sent assassins into other countries to kill its political enemies (a practice sometimes called exporting terrorism)?

Answer: Israel.

Q: In which country in the Middle East have high-ranking military officers admitted publicly that unarmed prisoners of war were executed?

Answer: Israel.

Q: What country in the Middle East refuses to prosecute its soldiers who have acknowledged executing prisoners of war?

Answer: Israel.

Q: What country in the Middle East created 762,000 refugees and refuses to allow them to return to their homes, farms

and businesses?

Answer: Israel.

Q: What country in the Middle East refuses to pay compensation to people whose land, bank accounts and businesses it confiscated?

Answer: Israel.

Q: In what country in the Middle East was a high-ranking United Nations diplomat assassinated?

Answer: Israel.

Q: In what country in the Middle East did the man who ordered the assassination of a high-ranking U.N. diplomat become prime minister?

Answer: Israel.

Q: What country in the Middle East blew up an American diplomatic facility in Egypt and attacked a U.S. ship, the USS Liberty, in international waters, killing 34 and wounding 171 American sailors?

Answer: Israel.

Q: What country in the Middle East employed a spy, Jonathan Pollard, to steal classified documents and then gave some of them to the Soviet Union?

Answer: Israel.

Q: What country at first denied any official connection to Pollard, then voted to make him a citizen and has continuously demanded that the American president grant Pollard a full pardon?

Answer: Israel.

Q: What Middle East country allows American Jewish murderers to flee to its country to escape punishment in the United States and refuses to extradite them once in their custody?

Answer: Israel

Q: What Middle East country preaches against hate yet builds a shrine and a memorial for a murderer who killed 29 Palestinians while they prayed in their Mosque.

Answer: Israel

Q: What country on Planet Earth has the second most powerful lobby in the United States, according to a recent Fortune magazine survey of Washington insiders?

Answer: Israel.

Q: Which country in the Middle East deliberately targeted a U.N. Refugee Camp in Qana, Lebanon and killed 103 innocent men, women, and especially children?

Answer: Israel

Q: Which country in the Middle East is in defiance of 69 United Nations Security Council resolutions and has been protected from 29 more by U.S. vetoes?

Answer: Israel.

Q: Which country in the Middle East receives more than one-third of all U.S. aid yet is the 16th richest country in the world?

Answer: Israel

Q: Which country in the Middle East receives U.S. weapons for free and then sells the technology to the Republic of China even at the objections of the U.S.?

Answer: Israel

Q: Which country in the Middle East routinely insults the American people by having its Prime Minister address the United States Congress and lecturing them like children on why they have no right to reduce foreign aid?

Answer: Israel

Q. Which country in the Middle East had its Prime Minister announce to his staff not to worry about what the United States says because "We control America?"

Answer: Israel

Q. What country in the Middle East was cited by Amnesty International for demolishing more than 4000 innocent Palestinian homes as a means of ethnic cleansing.

Answer: Israel

Q. Which country in the Middle East has just recently used a weapon of mass destruction, a one-ton smart bomb, dropping it in the center of a highly populated area killing 15 civilians including 9 children?

Answer: Israel

Q. Which country in the Middle East routinely kills young Palestinian children for no reason other than throwing stones at armored vehicles, bulldozers, or tanks?

Answer: Israel

Q. Which country in the Middle East signed the Oslo Accords promising to halt any new Jewish Settlement construction, but instead, has built more than 270 new settlements since the signing?

Answer: Israel

Q. Which country in the Middle East has assassinated more than 100 political officials of its opponent in the last 2 years while killing hundreds of civilians in the process, including dozens of children?

Answer: Israel

Q. Which country in the Middle East regularly violates the Geneva Convention by imposing collective punishment on entire towns, villages, and camps, for the acts of a few, and even goes as far as demolishing entire villages while people are still in their homes?

Answer: Israel

Q: What country in the Middle East is the United States threatening to attack because of fear that it may be a threat to us and to our allies?

Answer: Iraq

7 janvier 2003.

QUI A PEUR ?

Voir une récente interview de Noam Chomsky:

<<http://www.outlookindia.com/full.asp?fodname=20030108&fname=chomsky&sid=1>>

Il a cette phrase: "On doit admirer la classe des intellectuels qui ne voient pas que les seuls gens au monde qui ont peur de Saddam Hussein sont les Américains."

ANTIPODES

Les antipodes font mal à la tête, c'est bien connu. On lisait dans *Le Monde* du 18 décembre 2002 que "le ministre des affaires étrangères néo-zélandais a jeté fin novembre un pavé dans la mare en déclarant que la crédibilité de la communauté internationale à propos de l'Irak était remise en cause par son manque de réaction face à la politique nucléaire d'Israël."

Ouf ! Quelqu'un l'a dit: le roi est nu. Mais, poursuit le canard de la gauche caviar (ça veut dire qu'elle caviarde ce qui n'est pas "correct"), "cette intervention n'a pas manqué de provoquer la colère de la communauté juive néo-zélandaise" dont le président a dit qu'Israël avait le droit d'utiliser "tous les moyens nécessaires pour se défendre", ce que tout gouvernement pourrait dire, y compris en Irak.

La "communauté" juive de Nouvelle-Zélande a déjà marqué sa domination absolue sur l'université locale, à l'occasion de l'affaire Hayward. Il reste apparemment des insoumis. La "communauté" tâchera de leur régler leur compte à la première occasion.

AAAAAAVVVWWVVVAAAAAA

#### 4 LE PIÈGE AFGHAN

NUREMBERG POUR QUI ?

### The Nuremberg game (Rules may not apply to your local empire)

By Stephen J. Sniegoski

Voici la conclusion:

The Nuremberg principles have long been regarded as sacrosanct -- they were applied to Nazi Germany and America's later enemies in a straightforward fashion with no ifs, ands, or buts. Nuremberg was to provide the basis for a peaceful, humane world. That America would, in recent years, flagrantly jettison those principles would seem to be of high significance. **If they don't apply to the United States today, why should they have applied to Nazi Germany half a century ago?** Perhaps we may now proceed to revise all those TV presentations about the "Good War." (That, of course, fallaciously assumes that it is still possible to apply logic to public affairs in modern America.)

But even the novel international principles that Washington now promulgates -- "humanitarian" interventionism, unilateral enforcement of UN resolutions, pre-emptive war -- still apply only to the United States, not to other countries. As Steven Miller, editor-in-chief of *International Security*, the preeminent American journal on global security issues, points out, **"We've created a set of rules [for international relations], and one of the rules is that rules are for others."** [8] Joe Stalin, Adolf Hitler, and Genghis Khan would feel perfectly at home with that line of thinking.

<[http://www.thornwalker.com/ditch/snieg\\_nurem.html](http://www.thornwalker.com/ditch/snieg_nurem.html)>

Voir du même: *September 11 and the origins of the "War on Terrorism": A revisionist account*

<[http://www.thornwalker.com/ditch/towers\\_toc.htm](http://www.thornwalker.com/ditch/towers_toc.htm)>

#### ANTI SCEPTIQUE

Thierry de Montbrial, qui n'écrit pas "dans" *Le Monde*, mais "pour" *Le Monde*, mazette ! cherche les "trois sources" du "malaise américain. N'en prenons qu'une:

"La seconde source d'incertitude concerne la «guerre contre le terrorisme». Le régime des talibans a bien été chassé d'Afghanistan, mais celui qui l'a remplacé **n'est pas capable de gouverner le pays**. Le président Karzai a bien des qualités, mais il ne gouverne guère au-delà de Kaboul, **et encore**. Il dépend, pour sa sécurité personnelle, de gardes du corps américains. Quant à la lutte contre le terrorisme à proprement parler, quel en est le bilan ? Il semble que l'efficacité des forces spéciales américaines **ait été décevante** et, même si une poignée de dirigeants d'Al Qaida ont pu être arrêtés ou éliminés et si de nouveaux complots sont régulièrement déjoués, Ben Laden est apparemment en vie et en Afghanistan." (*Le Monde*, 29-30 décembre 2002).

*Autrement dit, les Amères loques sont des nuls de chez Nul.*

SI C'EST PAS LE PÉTROLE...

#### Les retombées économiques de la guerre menée par les USA en Afghanistan

Signature du projet de gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan

Achkhabad (AFP) -- Les présidents turkmène Saparmourat Niazov et afghan Hamid Karzai ainsi que le Premier ministre pakistanais Zafarullah Jamali ont signé vendredi à Achkhabad un accord sur un **ambitieux projet de gazoduc** reliant le Turkménistan au Pakistan via l'Afghanistan.

Les négociations concernant ce projet de 1.500 km et dont le coût de construction est estimé à 2 milliards de dollars, ont duré une vingtaine d'années, freinées par les conflits régionaux.

Le gazoduc doit relier le gisement turkmène de Dauletabad (sud-est) au Pakistan via l'Afghanistan. La construction de ce gazoduc, qui doit améliorer la situation économique de la région, va également permettre pour la première fois au

Turkménistan d'exporter son gaz **sans passer par la Russie**. La chute des talibans en Afghanistan l'année dernière avait relancé le projet de gazoduc entre les responsables de la région.

**L'entreprise américaine Unocal** [*l'employeur de Condoleeza Rice* ] devait dans un premier temps se charger de la construction du gazoduc. Mais les bombardements décidés par l'administration Clinton sur des camps d'entraînement d'Al-Qaïda en 1998 en représailles aux attaques contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salaam avaient mis un terme à ce projet.

Selon *l'International oil daily*, les autorités pakistanaises, turkmènes et afghanes sont en discussions notamment avec la Banque asiatique de développement (BAD) pour éventuellement prolonger le gazoduc jusqu'à l'Inde. La BAD aurait déjà alloué un crédit d'un million de dollars pour une étude de faisabilité dont les conclusions devraient être publiées en août 2003, selon le quotidien spécialisé.

vendredi 27 décembre 2002

<[http://www.confidentiel.firststream.net/breve.php3?id\\_breve=691](http://www.confidentiel.firststream.net/breve.php3?id_breve=691)>

AAAAAAVVVWWVVVAAAAAA

## 5 LES MYSTÈRES DE NEW YORK (ET DE WASHINGTON)

FBI: In our investigation, we have **not uncovered a single piece of paper** -- either here in the United States or in the treasure trove of information that has turned up in Afghanistan and elsewhere -- that mentioned any aspect of the Sept. 11 plot.

FBI Director Robert Mueller, at the Commonwealth Club in San Francisco, April 19, 2002, on evidence linking the 19 alleged hijackers to the Sept. 11 attacks.

<http://www.fbi.gov/pressrel/speeches/speech041902.htm>

Comme le fait remarquer Sid Walker (voir plus bas), la grande presse se refuse obstinément à constater que les explications officielles du Jour des Quatre Avions sont un tonneau percé qui fuit de toutes parts. C'est sur Internet qu'on trouve l'esprit critique, le scepticisme sain, le questionnement rationnel et aussi, bien sûr, les théories les plus folles. On y trouve tout, le meilleur et le pire. Mais dans la presse imprimée, celle des magnats et des puissants, on ne trouve guère que le pipi de chat. Rien qui satisfasse l'esprit, rien que des trucs qui ne tiennent même pas debout. Encore un fois, nous n'avons pas, ici, de vérité révélée et nous ne sommes pas en mesure de donner une explication cohérente et rationnelles des Mystères de New York. Mais il est évident que cette question taraude la plupart des gens qui se tiennent informés (une minorité de l'humanité, c'est certain) et qu'elle finira par faire exploser les fortunes politiques les plus assises. Les gens au pouvoir doivent courir très vite pour ne pas se faire rattraper par les ribambelles de mensonges qu'ils nous sortent depuis le 11 septembre (ne parlons pas d'avant. Regardez comment Kissinger hésite à prendre l'avion car il n'est pas sûr que des gendarmes ne l'attendent pas au pied de la passerelle, à l'arrivée. menteur rattrapés par ses mensonges. Chirac n'aime pas l'idée de la fin de son mandat et des menottes qui l'attendent...)

Par conséquent, nous invitons le lecteur **qui ne veut pas rester con toute sa vie**, à circuler sur le Web pour se rendre compte de ce qui s'y passe, des discussions en cours. Nous ne pouvons pas et ne voulons pas en faire un compte rendu exhaustif, mais il faut bien se rendre compte que l'esprit vivant du révisionnisme se trouve là, au pied du mur, en train de travailler et de creuser des galeries inattendues, comme le font normalement toutes les vieilles taupes, encartées ou non !!! Nous donnons des débuts de pistes. Evidemment, la plupart des choses se passent en anglais. Ce n'est pas notre choix, mais vous n'aviez qu'à l'apprendre à l'école. On vous avait dit que vous en auriez besoin. Et bien, c'est maintenant. Il y a même des traducteurs automatiques qui peuvent rendre des services. Voyez le site

<<http://www.systranbox.com/systran/>>

Bonne route !

Voir <[http://www.apfn.org/apfn/77\\_deastman1.htm](http://www.apfn.org/apfn/77_deastman1.htm)>

Voir aussi la série d'articles de Stephen Sniegowski  
<[http://www.thornwalker.com/ditch/towers\\_toc.htm](http://www.thornwalker.com/ditch/towers_toc.htm)>

«I offer here what might be called a moderate revisionist account of the September 11 terror and the origin of the U.S. "war on terrorism."»

Rappelons que l'existence d'un groupe d'espions israéliens attachés aux basques des supposés membres d'Al Qaida a été confirmée par le journal officieux de la communauté judéo-sioniste américaine, *Forward* (le vieux *Vorwärts*): Marc Perelman, "Spy Rumors Fly on Gusts of Truth / Americans Probing Reports of Israeli Espionage," *Forward*, March 15, 2002,  
<<http://www.forward.com/issues/2002/02.03.15/news2.html>> Quand vous en entendrez parler dans votre quotidien habituel, dites le nous.

Toute explication officielle américaine devra donc tenir compte de ce facteur, ce qui n'est pas précisément le cas aujourd'hui.

Sniegowski dit aussi:

«The belief that Israel might engage in such deceptive terrorism against the United States is expressed in a recent study by the Army's School of Advanced Military Studies (SAMS). A reference to this study appeared, poignantly, in a front-page article in the *Washington Times* on September 10, 2001 -- **one day before** the horrific attacks. According to the article, "Of the Mossad, the Israeli intelligence service, the SAMS officers say: "Wildcard. Ruthless and cunning. Has capability to target U.S. forces and make it look like a Palestinian/Arab act." [87]

La référence 87 renvoie à Rowan Scarborough, "US troops would enforce peace under Army study," *Washington Times*, September 10, 2001, pp. A1, A9,  
<<http://www.iiie.net/Sept11/MossadTargetsUS.htm>>

Voir aussi les analyses et les réflexions d'un scientifique chevronné, le professeur A. K. Dewdney sur le thème "Les pilotes fantômes".  
<[http://www.thornwalker.com/ditch/gr\\_ednote.htm](http://www.thornwalker.com/ditch/gr_ednote.htm)>

Et puis les réflexions de Sid Walker, un Australien qui vit dans sa brousse et a le temps de réfléchir  
<<http://www.globalist.org/>>

Beaucoup de choses, en particulier une liste de liens sur:  
<<http://www.osamaskidneys.org>>

Voir <<http://www.osamaskidneys.com/links.htm>>

Son mot d'ordre est: "**Sceptiques du Onze Septembre, unissez-vous.**

La vérité est ailleurs. La réflexion ne coûte rien. Exiger l'ouverture des dossiers". Why not ?

Ernst Zündel semble se rallier à ce qui nous a paru évident dès le 11 septembre, à savoir qu'il s'était passé une sorte de coup d'Etat invisible dans les allées du pouvoir américain. Il écrit dans sa lettre (*Power newsletter*, 28 novembre 2002, p. 5): "It is now clearly visible that a virtual coup d'etat has taken place in America, where the outward trimmings of the old regime are still there to camouflage what actually occurred. The American flag graces the White House and the Capitol. The same Army, Air Force and Navy, wearing the same uniforms, are fanning out into the last corners of the planet to search, destroy, and "liquidate" anyone the small group of unelected people now seeming to dominate the White House declare as "Terrorists" ! The outward trappings have not changed in America, but the new value system and especially the foreign and domestic policies have completely changed the old ! And nobody saw it coming ?"

Les révisionnistes ont leur mot à dire:

Lettre ouverte de Carlos Porter à David Irving:

Open letter to David Irving in relation to the 2002 Cinninnati "Real History" conference on the "horrific events" of Sept. 11 2001 featuring alleged "photograph" of "human being" falling from WTC after attack by "ten fanatical and suicidal warriors" with learned discussion of note written in arabic, to take place on a "specially chartered stern wheeler" (apparently some sort of steamboat).

PRÉCIS: With all due respect, Mr. Irving, if the attachment, taken from YOUR invitation, to YOUR "Real History" conference, is a "photograph" of a "human being", well, then I am a horse's ass. I have enlarged it and improved the contrast. The figure was obviously drawn onto the photograph with a black marking pen, and very badly, too. My

daughter could draw better than that at the age of 5. It looks like the artist was a mongoloid.

Really, you amaze me in more ways than one. So much for the "Real History" conference on the events of September 11, and the competence of the various experts scheduled to speak thereat. The contents of the so-called "note" might be of some interest if Mossad didn't have so many people who can write Arabic.

I say: YOU prove the existence of the "suicide pilots", whether 10 or 19, AND the authenticity and origin of the note, and THEN we will analyze what it purports to say, in Arabic. As for the collapse of the building, the question is not: why did it collapse so quickly; the question is: why did it collapse at all? The Empire State Building did not collapse when struck by a very large and very heavily armoured American bomber (I believe it was a B-29) in 1945, and it never occurred to anyone that it COULD collapse.

As for the "suicide pilots", it was discovered by the so-called Japanese kamikaze pilots (who were at least skilled pilots, unlike those 19 ignorant Arabs, or 10 ignorant Arabs, if you prefer, who had been kicked out of flying school and could not fly a Cessna) is that the principal problem involved in suicide piloting is that an involuntary reflex causes the pilot to close his eyes at the last second, and this causes the pilot to miss the target, at incomparably lower speeds.

In fact, many or most kamikazes did precisely that: miss the target, in nearly every case. The target was the ammunition port in the upper deck of the ship: a plane crashing through the ammunition port could cause the entire ship to explode, which very rarely happened.

I recall another incident (reported in the *Financial Times*) in which 200 Japanese tourists were killed over Antarctica because someone reprogrammed the computer and forget to inform the pilot, who was 200 miles off course, and flew straight into the side of a mountain. This happened on November 28, 1979.

It therefore seems obvious to me that those planes could only have been controlled electronically. It was all too perfect. It was like watching a kid doing stunts with a remote-controlled model airplane. If the technology exists for a kid's toy, it exists for a commercial airliner. Perhaps you have heard of the Global Hawk, an unmanned, computer-controlled aircraft capable of flying up to 15,000 miles at attitudes of up to 63,000 feet? It is being used in Afghanistan.

Voir la suite sur le site de Porter:

<<http://www.cwporter.com/letter19.htm>>

**Gordon Thomas**, sous-agent d'influence, avoue qu'il dépend du Mossad:

«I've met a lot of people in Intelligence. Some are very spooky indeed. You wouldn't cross the room to avoid them, you just wouldn't go into the room in the first place. Those in Mossad I found particularly interesting ... so devious. [...] My intelligence contacts, particularly in Israel, helped to pave the way for me to go on producing Globe-Intel reports.»

<<http://www.gordonthomas.ie/about.html>>

## **BUSH: THE IGNORED WARNING THAT WILL COME TO HAUNT HIM**

By Gordon Thomas <<http://www.gordonthomas.ie/104.html>>

Date : 21/05/02

Israeli Prime Minister Ariel Sharon authorised the leak of sensitive documents which reveal America's spy agencies were warned about a terrorist strike weeks before September 11. The controversial move has now directly embroiled President George Bush in the 'how-much-did-he-know?' debate over the attacks on the World Trade Center and the Pentagon.

Sharon's reaction is a calculated response to growing claims that Mossad has been running spy operations within the United States and also reveals a split in the special relationship between the two leaders.

Mossad chiefs insist the Israeli spy agency was tracking Osama Bin-Laden's terrorists in America before September 11 and that that the information was passed on to the CIA on five separate occasions before the attacks on the WTC and Pentagon. As late as August 24, less than two weeks before the attacks, a Mossad warning, confirmed by German intelligence, BND, said that "terrorists plan to hijack commercial aircraft to use as weapons to attack important symbols of American and Israeli culture." The warning alert was passed to the CIA.

The warning was also passed to MI6. The agency made its own checks and also informed the CIA. Frustrated by its inability to alert the CIA to an impending attack, Mossad arranged on September 1, according to Tel Aviv sources last week, for Russian intelligence to warn Washington "in the strongest possible terms of imminent assaults on airports and government buildings." Mossad's fury at the failure of the US intelligence community to act has been compounded by the revelation that the Bush administration had ordered the FBI Only a Week Before the September attacks to curtail investigations on two of Osama Bin-Laden's close relatives living in the US state of Virginia at the time.

Sharon's decision to allow the story of Bush's prior knowledge of the attack to be leaked comes at a time when Israel is smarting over what Sharon sees as Bush pressurising the Jewish state into an accommodation with Arafat.

The feeling in Tel Aviv is that Bush's much hyped war on terrorism does not actually fit into the aggressive policy Israel

wants to pursue.

Sharon has already suffered a humiliating defeat at the hands of his archrival, former Prime Minister Benjamin Netanyahu, as the central committee of their Likud Party ruled out the establishment of a Palestinian state last Sunday.

The party's decision, formalized in a resolution backed by Netanyahu, directly contradicted Sharon's own stated acceptance of a Palestinian state as the eventual conclusion of Israeli-Palestinian negotiations. It came as Sharon faces mounting domestic and international pressure to find a way to stop more than 19 months of bloodshed and launch talks with the Palestinians.

The support he was expecting from America failed to materialise, said a source close to Mossad. "Ariel Sharon is furious because he thinks Bush has not supported him as fully as he could. His coalition is falling apart, Netanyahu has sneaked ahead of him and the Israelis are generally fed up of living in fear. Sharon is quite clear where the blame lies - in the White House. "Now he has really stirred things up by putting Bush right at the centre of this storm by actively allowing these sensitive documents to be leaked to the world. He feels he needs to teach Bush a lesson and this will certainly complicate America's peace efforts in the region," he said.

According to similar documents shown to the Sunday Express, Mossad was running a round-the-clock surveillance operation on some of the September 11 hijackers.

The details, contained in classified papers, reveal that a senior Mossad agent tipped off his counterpart in America's Central Intelligence Agency that a massive terrorist hit was being planned in the US. A handful of the spies had infiltrated the Al-Qaeda organisation while a staggering 120 others, posing as overseas art students, launched massive undercover operations throughout America.

Other documents leaked to the Sunday Express from several intelligence agencies including the Drugs Enforcement Agency show that two Mossad cells of six Egyptian and Yemeni born Jews, trained at a secret base in Israel's Negev Desert on how to penetrate Osama bin Laden's Al-Qaeda network.

One team flew to Amsterdam and were under the control of Mossad's Europe Station. This is based at Schipol Airport within the El Al complex. They later made contact in Hamburg with Mohammed Atta, the lead hijacker on September 11. The second group flew directly to New York. From there they travelled South to Florida and infiltrated the Bin Laden organisation. In August last year, the Mossad team in Europe flew with some of the Hamburg terrorists into Boston, a month before the attack on the twin towers.

By then the Mossad team had established an attack on the US was "imminent". It reported this to its Tel Aviv controller through the Israeli Embassy in Washington using a system of secure communications. In early September Mossad Chief Efraim Halevy sent a warning to the CIA of the possibility of such an attack. The warning was noted and acknowledged. But CIA chief George Tenet is understood to have described it as "too non-specific." The FBI was also informed. Halevy sent a second alert to the CIA that reached Washington on or around September 7.

A spokesman for the FBI refused to discuss specific details of the Mossad operation but said: "There are Congressional hearings with regard to possible intelligence failures arising from September 11. We can't verify your information because it is part of an ongoing investigation."

Neither the DEA or the CIA would comment on the record, but a senior US intelligence source said: "Anyone can be wise after the event but it was extremely difficult to act on a non specific threat given in a couple of tips from Israeli intelligence. It would be interesting to know if they could have been more specific with their information.

"Their surveillance teams must have observed Atta and his accomplices going to flying schools. I guess we might never know the real truth."

The spying operations first came to the attention of the DEA in January 2001 according to a classified 90-page dossier which has been seen by the Sunday Express. The names, passport details and other personal records of some of the Israeli-born spies are also detailed in the dossier.

Peter Myers <myers@cyberone.com.au> Date : Sun, 05 Jan 2003 08:18:29 +1100 pense aussi que G. Thomaqs est un "dangereux agent d'influence du Mossad".

AAAAAAVVVWWWVVVAAAAAA

## 6 Le ROW (Rest of the World)

TOUJOURS L'OR NOIR

### L'Organisation des Etats Américains soutient Chavez - la mort de l'Empire ?

par Al Giordano

Il y a peine quelques instants, l'OEA, pour la première fois dans l'histoire de l'organisation, a rejeté une initiative majeure des Etats-Unis. L'OEA a soutenu, par un vote de 32 pour et 0 contre, et deux abstentions, une résolution de soutien au gouvernement de Hugo Chavez au Venezuela. Ce résultat sans précédent, obtenu après un débat féroce, tendu et prolongé, marque un point tournant historique pour le continent Américain.

Les pays du continent ont rejeté, une bonne fois pour toutes, toute tentative de coup d'état, au Venezuela ou ailleurs. Washington a tenté de faire avaler sa potion amère par un effet de langage en soutenant le secrétaire général de l'OEA afin de "trouver un moyen de canaliser les énergies positives" au Venezuela. Tout en adoptant un message de défiance à l'encontre du propre secrétaire général de l'Organisation et de ses efforts déployés depuis 15 jours en faveur des partisans du coup d'état, l'OEA a également appelé le Centre Carter et les Nations Unies à intervenir pour promouvoir le dialogue au Venezuela, mais d'empêcher toute tentative de coup d'état ou de remise en cause de la démocratie: même de la part du propre représentant de l'OAS.

Répétons le: cette nuit, 32 états Américains, après un véritable débat sans précédent, ont rejeté les tentatives de déstabilisation de Washington à l'encontre du Venezuela. Les ministres des affaires étrangères du Mexique et du Pérou -- qui étaient encore 48 heures auparavant partisans des propositions de Washington -- ont senti le vent tourner. Ils ont fini par voter avec la majorité. A l'heure actuelle, nous ne savons toujours pas quels sont les deux pays qui se sont abstenus, ou qui n'ont pas voté.

Al Giordano

*Narco News*, 17 décembre 2002.

<<http://www.narconews.com/Issue26/article566.html>>

### MAIN INVISIBLE

Un éditorialiste du *New York Times* l'avait déjà clairement indiqué, à la veille de la guerre: "Pour que la globalisation marche, l'Amérique ne doit pas craindre d'agir comme la superpuissance omnipotente qu'elle est. **La main invisible du marché ne fonctionnera jamais sans un poing caché.** McDonalds ne peut être prospère sans McDonnell Douglas, le constructeur de l'avion F-15. Et le poing caché qui garantit un monde sûr pour les technologies de la Silicon Valley, ce poing s'appelle l'armée des Etats-Unis, Air Force, Navy et Marines."

### FILM

Un film de Michel Collon, auteur de plusieurs livres très intéressants, sur les horreurs du Kosovo otanisé. **C'est maintenant que la purification ethnique marche à tout va.** Voyez le site du film et les explications de ceux qui ont été voir au Kosovo ce qui se passe et que vos journaux se gardent bien de vous raconter:

<<http://lesdamnesdukosovo.chiffonrouge.org/presentation.php3>>

### COEUR DE CIBLE

#### Propagande : Rumsfeld cible la France et l'Allemagne

Thierry Meyssan

(...) Des instructions ultra-secrètes, identifiées sous l'appellation *DoD Directive 3600.1 Information Operations*, ont été signées par Donald Rumsfeld à la mi-décembre. Elles autorisent des opérations de propagande à grande échelle pour influencer les opinions publiques dans les pays alliés et la prise de décision de leurs dirigeants politiques. L'ambiance des débats en cours à Washington avait été rapportée par France 2 à l'occasion d'une interview d'Edward Luttwak, diffusée le 9 décembre. Le célèbre stratège s'y exclamait: «Chirac a une addition à payer à Washington ! Il a une longue addition à payer à Washington, et, à Washington, il y a une décision évidemment de lui faire payer l'addition. Chirac, il a voulu manger et bouffer aux dépens des Etats-Unis sur la scène diplomatique et, évidemment, il va payer... »

Deux cibles principales ont été désignées dans ce cadre: la France et l'Allemagne. Ces Etats doivent être discrédités sur la

scène internationale de manière à mettre un terme à leur influence contre la guerre en Irak. Ils sont considérés comme d'autant plus dangereux que l'Allemagne siégera en 2003 et 2004 comme membre temporaire du Conseil de sécurité et comme président du Comité des sanctions, tandis que la France présidera en janvier 2003 le Conseil de sécurité. Leurs dirigeants doivent être déconsidérés aux yeux de leurs électeurs, de manière à être évincés de la vie publique. L'image de marque des grandes entreprises qui soutiennent les politiques nationales d'hostilité à l'égard des Etats-Unis doit être ternie au point de leur faire perdre leur rang économique ; et les dirigeants de ces entreprises doivent être mis en cause dans leur compétence et leur probité. Les leaders d'opinion qui développent dans le public des sentiments hostiles à l'égard de la politique de Washington doivent être ostracisés des médias. Enfin, les groupes musulmans qui pourraient relativiser le concept de «guerre des civilisations» doivent être placés hors d'état de «nuire».

En ce qui concerne la France, les cibles principales sont: le président Jacques Chirac, Total-Elf-Fina, le consortium EADS (European Aeronautic Defense and Space) et ses dirigeants Jean-Luc Lagardère et Philippe Camus, Thalès (voilà longtemps qu'on n'avait pas entendu parler des frégates de Taïwan), Renault, et le Réseau Voltaire. Selon ce plan, des imputations diffamatoires seront publiées dans des médias étrangers de faible importance, puis reprises dans la presse française par des journalistes «sollicités». La France sera présentée comme un pays intolérant en matière religieuse et antisémite parce que envahie et dominée par les musulmans. Les entreprises et industriels cibles seront présentés comme corrompus et déloyaux. Pour amplifier cette campagne, des livres seront également publiés par des intellectuels «sollicités».

A Washington, on ne doute pas de pouvoir faire passer les messages que l'on souhaite aussi bien dans la presse écrite qu'audiovisuelle française. Un soir de grève de la rédaction, n'a-t-on pas réussi à faire diffuser par France 2, à la place du journal de 20 heures, un épisode de JAG, un feuillet de propagande de CBS très officiellement co-écrit par la CIA, sans soulever la moindre protestation ? D'ores et déjà, nous pouvons renverser ce petit jeu: qui, dans la presse et l'édition française a accepté d'encaisser les grasses «sollicitations» du Pentagone ?

Thierry Meyssan

Liste mérito, 3 janvier 2003.

#### MONGOLOIDES ET GOGOLOIDES

America's military planners have started to prepare for its ultimate showdown -- with the emerging super-power of China. This follows a detailed briefing paper prepared by the CIA and five other US intelligence agencies for President Bush. The 70-page document identifies China as the world's major nuclear threat facing the United States. "China is expected to have between 75 and 100 long-range nuclear missiles targeted on the United States by 2015", states the report. Each missile would have a destructive force ten times more powerful than the bombs which destroyed Hiroshima and Nagasaki. The weapons would have a range capable of hitting any target in the United States.

The report says that currently China has some 30 such missiles. Many of these are sited close to China's border with North Korea. MI6 have already warned Tony Blair that China may have provided North Korea with a sufficient quantity of plutonium to build a "dirty nuclear bomb" that would be triggered by conventional explosives. China has also provided some of its own nuclear scientists to work at North Korea's Yongbyon's own bomb-making plant. But it is the threat that China itself poses which has now become a prime preoccupation for Pentagon planners in the New Year.

A senior Pentagon official confirmed last week that there had been "a paradigm shift in our future military strategy in terms of China". "It is one in which US forces are preparing for war with China", added Dr Richard Berry, a senior defence analyst at Washington's Centre for Defence. The hawkish Secretary of Defence, Donald Rumsfeld, has told senior aides that he believes conflict with China will come before the end of the decade. One of his aides said last week: "when President Bush identified his 'axis of evil' and named North Korea, he was firing a warning shot at Beijing. The reality is that China is only giving lip-service to the war against terrorism".

The threat China poses has been exacerbated by the deepening military alliance between Moscow and Beijing. Last year, CIA analysts calculated that Russia sold \$3 billion of state-of-the-art arms to China. These include missiles specially designed to sink US carriers now assembling in the Gulf. But most disturbing of all for Washington is that its neighbour, Canada, has already become the launch pad for a multi-billion assault by China against America.

A report jointly prepared by Canada's Secret Intelligence Service and the Royal Canadian Mounted Police reveals that Chinese "front" companies are increasing all the time in Canada. "They are used to smuggle heroin into Canada -- and then into America. Canada is also key to the lucrative human smuggling trade. This runs out of the Far East into Europe and then into Canada. From there women and children are shipped across the border into the United States", said Brian McAdam. He is an internationally renowned expert on the Chinese Triads -- networks of professional criminals dating back to Imperial times. "The Chinese government are working with the Triads to destabilise anywhere they can", McAdam said from his home in Ottawa. He said that Triad activities are on the increase in both Britain and Ireland. In the

past years there have been a number of Triad-related killings in Dublin. Michael Juneau, who was the Canadian Secret Intelligence Service chief in the Pacific says that: "China is not going for a business monopoly. They are going for world hegemony". "It is a threat the West can no longer afford to ignore", said McAdam.

Gordon Thomas

<[feedback@globe-intel.net](mailto:feedback@globe-intel.net)> 7 janvier 2003.

#### PHILIPPINE

Le vieux parti communiste des Philippines a conservé des maquis et une petite armée qui en interdit l'entrée à l'armée du pays. C'est une très vieille histoire, qui remonte au lendemain de la deuxième guerre mondiale, époque où les Américains avaient repris l'archipel aux Japonais. Ces Américains avaient conquis les Philippines au début du XXe siècle, en jouant du fait que l'archipel était une colonie espagnole et qu'ils faisaient la guerre à l'Espagne, principalement pour s'emparer de Cuba. Les Philippines, c'était en prime.

A l'époque, déjà, les bons Amères Loques avaient noyé dans le sang, après beaucoup de difficultés, une insurrection nationaliste menée par des Philippins qui voulaient leur indépendance et le départ des salopards étrangers qui venaient piller le pays.

Après la chute du Japon, en août 45, le général américain MacArthur, qui avait prononcé un célèbre "Je reviendrai" en quittant les Philippines en 1942, fuyant devant l'avance japonaise, est effectivement revenu. Peu après, les communistes lancèrent une insurrection, le mouvement des Huk (*hukbalahap*). Tout en réprimant autant que faire se pouvait, les Amères Loques, qui étaient en passe de se faire chasser de Chine à coups de bottes, ont installé un régime pseudo-indépendant à Manille. Ils tenaient le gouvernement à bout de bras, et celui-ci, en retour garantissait aux Amères l'usage de deux bases militaires gigantesques, une pour l'Air Force et l'autre pour la Marine. Ces bases ont permis de réduire en cendre la Corée du Nord entre 1950 et 1953 et de raser le Nord-Viêt-Nam et le Cambodge, de 1965 à 1973.

Entre temps, les maquis communistes avaient réussi à survivre, avaient évité le massacre de style indonésien promu par les conseillers américains et s'étaient passablement maoïsés.

Sous pression populaire, le gouvernement philippin avait dû dénoncer l'accord sur les bases militaires et les Américains avaient dû les évacuer, il y a une dizaine d'années. Les problèmes s'étaient déplacés vers le sud musulman de l'archipel.

A l'occasion de la troisième guerre mondiale, dite "guerre contre le terrorisme", dont les opérations en Irak ne sont qu'un sous-produit qui doit panser les plaies d'orgueil de la malheureuse famille Belzébouche, les Amères Loques ont envoyé des forces militaires dans le sud des Philippines, où de petites bandes d'irréguliers ont établi un fructueux commerce d'otages, dont les télévisions françaises ont été abreuvées au moment où certains vacanciers français avaient pu faire enfin un film non-virtuel sur la survie dans les îles tropicales, genre Koh-Lanta, mais en vrai. Mais comme ces commerçants avisés, qui suivent les traces de la glorieuse résistance tchéchène, avaient commis l'erreur de s'emparer d'un gros et gras Amerlok, et qu'en plus ils signent leur forfait du nom de *Seif al islam*, "le glaive de l'islam", ils ont promptement été mis sur la liste des organisations terroristes que Boubouche avait juré d'éradiquer. Au bout d'un an, les malheureux bidasses dépêchés par le Pentagone ne semblent pas avoir fait d'exploit notable, mais ils ont dégommé beaucoup de noix de coco pour faire des cocktails bien frais, très utiles sous ces climats désolants.

Comme ils n'oublient pas qu'ils ont été humiliés par les communistes et qu'ils ne sont jamais parvenus à les écraser complètement, les Amères Loques remettent en douce la pression et cherchent à se rétablir politiquement et militairement aux Philippines.

Or il se trouve que le leader du Parti communiste philippin vit en exil, depuis plus de vingt ans, aux Pays Bas, à Utrecht. Il se nomme José Maria Sison. C'est un dogmatique fermé comme une huître, qui débite à la scie égoïne des discours en langue de bois extrêmement indigestes. Tout d'un coup, le gouvernement hollandais lui coupe les vivres, gèle sa carte bancaire, le fait expulser de son logement, au nom d'un vague "après 11 septembre". On voit par là que le gouvernement hollandais, chrétien-démocrate, ne recule devant rien pour montrer qu'il n'est qu'un esclave dévoué des maîtres américains. Les peuples ont les chefs qu'ils méritent.

# NN

Les **textes** de la géniale série des Shadoks:

<<http://leocat.free.fr/shadok/series/series.htm>>

Sur un site déjà croquignolet, puisqu'il s'adresse aux "juifs convertis à l'islam", on trouve une liste des rabbins criminels, gangsters et voleurs. Très édifiant:

<<http://www.jewstoislam.com/ConvictedFelonRabbis.htm>>

Tracé de labyrinthes aléatoires

<<http://www.echodelta.net/mafalda/mafalda.htm>>

Sheikh sans provision, un escroc italien nommé **Palazzi** fabrique un site pseudo-islamiste pour le défense d'Israël:

<<http://digilander.libero.it/islamic/italian.html>>

Les Férons. L'Autorité palestinienne ne transmet pas les dons destinés aux familles des martyrs pour complaire aux yanquis:

<<http://www.freearabvoice.org/articles/PNAwithholdingFundsOfMartyrsFamilies.htm>>

Elliott Abrams, récemment mis en charge du processus "de paix" israélo-palestinien, un type sanguinaire qui ne veut que la guerre:

<<http://www.freearabvoice.org/articles/WhoIsElliotAbrams.htm>>

Disposant de certains loisirs dans sa retraite bucolique, Oussama ben Laden caresse sa harpe et fait de la poésie. Voir:

<<http://www.yourmailinglistprovider.com/pubarchive.php?globeintel+85>>

La lie de la terre: les chrétiens sionistes (fondamentalistes américains)

<[http://www.publiceye.org/Christian\\_Right/Zionism/coalition.html](http://www.publiceye.org/Christian_Right/Zionism/coalition.html)>

Le site américain de défense de Vanunu:

<<http://www.nonviolence.org/vanunu>>

1er janvier: vingtième anniversaire. De qui ? De quoi ? De ce qui permet de nous lire, gros bêtas.

<[http://story.news.yahoo.com/news?tmpl=story&u=/ap/20030103/ap\\_on\\_hi\\_te/techbits\\_internet\\_bday\\_3](http://story.news.yahoo.com/news?tmpl=story&u=/ap/20030103/ap_on_hi_te/techbits_internet_bday_3)>

"Against the illegal Israeli occupation of Palestinian land by Jewish settlers. Against Israel's cruel treatment of the Palestinians. And against Israel's policy of ethnic cleansing.":

<<http://www.israelimperialnews.org/contents.htm>>

CAAT campaigns for the reduction and ultimate abolition of the international arms trade:

<<http://www.caat.org.uk/>>

Les refuzeniks en Israël:

<<http://oznik.com/>>

Sur ce site (en html hébreu) un très utile "Guide de l'émigrant israélien" à New York City. C'est là la bonne solution au problème palestinien: "L'an prochain, tous à New York".

<<http://oznik.com/h/yo/index.html>>

Un rapport de 16 p. en PDF sur les victimes civiles des bombardements US en Afghanistan (plusieurs milliers de

victimes)

<<http://peacefultomorrows.org/afghanvictimsfund/apogereport.pdf>>

Goebbels était un enfant de choeur. Voyez ce qu'un "chercheur de l'ADL" (Anti Defamatioon League) écrit sur l'antisémitisme éternel des "Sémites" qui n'ont pas la chance d'être juifs:

<[http://www.adl.org/anti\\_semitism/arab/Arab\\_Anti-Semitism.pdf](http://www.adl.org/anti_semitism/arab/Arab_Anti-Semitism.pdf)>

Le massacre de la secte de Jones, en Guyana, en 1979 ? Mille morts. Là, aussi, un peu de révisionnisme fait souffler de l'air frais:

<<http://www.ratical.org/ratville/JFK/JohnJudge/Jonestown.html#fn150>>

Photos d'un reportage paru en Bosnie en 1997 (1997) sur la division SS Handjar, formée de Bosniaques musulmans, pendant la guerre. Le commentaire est politiquement très correct.

<<http://emperors-clothes.com/bosnia/svijet.htm>>

Le nouveau manuel pour les étudiants juifs (*hasbara handbook*) pour "promouvoir" Israël sur les campus. Nouvel argumentaire imparable: Israël **n'est pas parfait**, mais a droit à l'existence.

En effet, il devient chaque jour plus évident que cette bande d'assassins **n'a pas droit à l'existence**. Mais allez voir leur manuel de propagande, il vaut son pesant de hannetons.

<[http://www.wujs.org.il/activist/wujs/publications/hasbara\\_handbook.pdf](http://www.wujs.org.il/activist/wujs/publications/hasbara_handbook.pdf)>

Si vous n'êtes pas un "fan" de l'Europe bureaucratique qui se met en place, voyez ces conservateurs anglais qui osent **critiquer**.

<<http://www.eufactsfigures.com/>>

Site excellent de la "Ligue anti-impérialiste", polyglotte, belge et ouvert. Pour suivre la montée du mouvement anti-guerre:

<<http://www.lai-aib.org/lai/listlai.phtml?section=A1AB>>

Rick Francona, officier de l'armée américaine, renseignement, arabisant, en mission à Bagdad pendant la guerre Irak-Iran, n'est pas le connard moyen. Il a fait un livre intéressant:

<<http://www.francona.com/>>

Les nouvelles de Guantanamo:

<<http://quibla.lvo.info>>

### **Petite histoire**

Imaginez que vous êtes dans un café et qu'une mouche tombe dans votre tasse. Que faites-vous ? Voici une analyse behaviouriste !

[traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier]

1 - Vous êtes anglais: vous balancez le tout -- tasse et contenu -- et, sans un mot -- mais en affichant votre mécontentement -- vous sortez du café.

2 - Vous êtes américain: vous extrayez la mouche de la tasse et vous buvez le café.

3 - Vous êtes chinois: vous mangez la mouche et vous jetez le café.

4 - Vous êtes palestinien, assiégé, affamé: vous mangez la mouche et vous buvez le café.

5 - Vous êtes israélien:

a) vous vendez le café à l'américain et la mouche au chinois;

b) vous hurlez que votre sécurité est menacée;

c) vous accusez les Palestiniens d'avoir mis délibérément une mouche dans votre café ;

d) vous affirmez que les Syriens et les Iraniens encouragent des attaques au moyen d'armes prohibées à insectes massifs ;

e) vous attribuez cet attentat horrible au terrorisme palestinien, aux atteintes aux droits de l'homme, à l'antisémitisme, à l'Holocauste, à la Diaspora, à l'Exodus, à la Discrimination contre l'Arche de Noé;

f) vous ordonnez à Arafat d'interdire immédiatement aux mouches de voler en l'air ou d'atterrir dans des tasses de café ;

g) vous réoccupez la Cisjordanie et Gaza, vous rasez des maisons au sol, vous coupez l'eau et l'électricité, vous humiliez et terrorisez des civils, vous tuez ou mutiliez quiconque se trouve en travers de votre chemin ;

h) vous réclamez une aide militaire supplémentaire au gouvernement américain ;

- i) vous exigez des Etats-Unis un prêt sur cent ans de cinquante milliards de dollars -- sans intérêts -- afin de pouvoir vous payer une autre tasse de café ;
- j) vous obtenez, du patron du café où cela vous est arrivé, le café gratos à vie, en compensation.

Et encore ceci, de Mark Russell:

"Nous savons qu'il détient des armes de destruction massive, nous avons les factures."

+++++

**WARNING ! US GOVERNMENT TOTALITARIANISM. We're Sorry! Due to National Security concerns, we are unable to tell you if your Internet surfing habits, passwords and e-mail content are being monitored by federal agents; please act appropriately.**

In accordance with Title 17 U.S.C. section 107, this material is distributed without profit or payment to those who have expressed a prior interest in receiving this information for non-profit research and educational purposes only.

Chi NON DESIDERA ricevere nostre segnalazioni ci invii una mail a [gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la Gazette du Golfe et des banlieues, faites-le savoir à [gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to [gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

Les anciens numéros sont en ligne à

<<http://ggb.0catch.com>>

Former issues are on line at the above URL.